



EDMOND
DE ROTHSCHILD



RAPPORT ANNUEL 2017
EDMOND DE ROTHSCHILD (SUISSE) S.A.

Sommaire

5 | Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

- 7 Message des actionnaires
- 8 Message du Comité Exécutif

11 | Gouvernement d'entreprise

- 12 Introduction
- 13 Structure du Groupe et actionariat
- 15 Structure du capital
- 17 Conseil d'Administration
- 27 Direction générale
- 33 Rémunérations, participations et prêts
- 34 Droits de participation des actionnaires
- 36 Prise de contrôle et mesures de défense
- 37 Organe de révision
- 38 Politique d'information

39 | Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Rapport de gestion

- 40 Chiffres-clés
- 41 Rapport du Conseil d'Administration
- 45 Rapport de l'organe de révision
- 50 Bilan consolidé
- 52 Compte de résultat consolidé
- 53 État des Capitaux Propres
- 54 Tableau de financement consolidé
- 56 Annexe aux comptes consolidés
- 65 Informations relatives au bilan

89 | Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Rapport de gestion

- 90 Chiffres-clés
- 91 Rapport du Conseil d'Administration
- 96 Rapport de l'organe de révision
- 101 Bilan
- 103 Compte de résultat
- 104 État des Capitaux Propres
- 105 Annexe aux comptes annuels

121 | Rapport de rémunération

129 | Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

7

Message des actionnaires

8

Message du Comité Exécutif

Message des actionnaires

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

L'année 2017 a été riche en temps forts pour le groupe Edmond de Rothschild.

Outre la poursuite du déploiement de notre stratégie visant à faire de notre groupe un acteur majeur et engagé, des synergies nouvelles ont été mises en œuvre grâce au rapprochement des expertises en matière de stratégie d'investissement de la Banque privée et de l'Asset management. Par ailleurs, le lancement du Four Seasons Hôtel de Megève et de la Bodega Macán ainsi que la mise à l'eau de Gitana 17, premier maxi-trimaran océanique conçu pour voler en haute mer, ont démontré notre capacité renouvelée à être à la pointe de l'excellence mondiale. De tels investissements ont aussi valeur d'exemple pour nos clients et les collaborateurs du Groupe, car ils démontrent notre volonté de bâtir l'avenir avec audace dans le respect des valeurs de notre famille. Enfin, nous avons décidé d'affirmer et d'afficher notre stratégie « L'audace de bâtir l'avenir », elle souligne les savoir-faire de notre Groupe en tant que Maison d'investissement de conviction, ancrée dans l'économie réelle et tournée vers l'avenir.

L'environnement économique et financier a été particulièrement porteur. Après une décennie de crise, la croissance a accéléré partout dans le monde sans que l'inflation ni les taux d'intérêt n'augmentent significativement. La zone euro a largement bénéficié d'un phénomène de rattrapage de son économie, ce qui lui a permis d'atteindre une croissance supérieure à celle des États-Unis. Mais c'est aux États-Unis que les performances boursières ont dépassé les attentes. Les marchés ont été portés par les profits des entreprises, les attentes en matière de baisse d'impôts, mais aussi par l'affaiblissement du dollar.

En 2018, nous devons faire face à un double défi technologique et réglementaire. Depuis le 1^{er} janvier, la deuxième version de Mifid accroît l'exigence de transparence et la protection des investisseurs. Elle bouleverse aussi le conseil financier et la façon d'investir en Europe. De même, l'application à toute l'Union européenne du règlement général sur la protection des données, à compter du 25 mai 2018, oblige les acteurs financiers à repenser leurs méthodes de travail. Les collaborateurs de la Banque privée et de l'Asset management sont tous mobilisés pour relever ces défis. Nous les accompagnons en leur donnant les moyens de s'adapter aux évolutions numériques et aux nouveaux besoins des clients. Notre décision de concentrer nos efforts et nos expertises pour offrir des services innovants et d'excellence prend tout son sens dans ce nouvel environnement réglementaire comme notre volonté de nous mettre au service d'une finance responsable, qui produit des impacts visibles et mesurables dans la durée.

Par ailleurs, l'environnement macro-économique et financier pourrait être plus instable. Certes, la croissance chinoise devrait rester dynamique comme l'a exposé le Président chinois lors de

sa réélection l'automne dernier. De plus, l'investissement des entreprises américaines pourrait accélérer grâce aux baisses d'impôts et tirer ainsi le commerce mondial malgré les velléités protectionnistes du Président des États-Unis. Mais la zone euro fait face à une appréciation de sa monnaie, ce qui pourrait limiter sa croissance en 2018. Surtout les taux d'intérêt sont encore très faibles malgré leur récente remontée et les Banques centrales européenne et suisse continuent d'appliquer des taux négatifs. Enfin, les banquiers centraux vont continuer d'intervenir et de surveiller très étroitement l'évolution des taux d'intérêt, mais aussi celle de l'ensemble des prix des actifs. Ils veulent à tout prix éviter de casser le mouvement de reprise tant attendu. Ces interventions rendent particulièrement difficile l'appréhension de la valeur des actifs. De plus, elles constituent une source potentielle de volatilité. C'est notre conviction et c'est pourquoi nous continuons de l'intégrer dans nos stratégies et dans nos innovations de produits. Le développement de notre offre d'investissement dans l'économie réelle est une réponse particulièrement adaptée à cette incertitude historique. Les fonds d'investissement dans le « Big data », les infrastructures et les nouvelles technologies, mais aussi l'extension de notre offre immobilière s'inscrivent dans le long terme tout en bâtissant l'avenir.

Vous avez décidé de nous soutenir durant cette période de transformation et sommes heureux de pouvoir partager avec vous année après année les résultats de nos choix financiers, humains et technologiques. Nous sommes persuadés que ces efforts nous permettent de mieux appréhender les changements rapides qui s'opèrent à tous les niveaux dans le monde. L'Asie prend une place de plus en plus importante. Le « Brexit » va avoir des conséquences profondes sur le fonctionnement de l'Union européenne et sur ses relations avec la Suisse. Les États-Unis restent une source d'inquiétude malgré leur bonne santé macro-économique. Les nouvelles technologies modifient complètement les comportements et les attentes des citoyens, des clients et des collaborateurs. Nos résultats financiers et la confiance que nos clients nous témoignent année après année, génération après génération, nous mettent en capacité de faire de ces bouleversements et de l'incertitude persistante des opportunités et des sources d'innovations.

Nous vous remercions chère actionnaire, cher actionnaire, de nous accompagner par votre fidélité dans ce développement.

Benjamin de Rothschild

Ariane de Rothschild



Message du Comité Exécutif

En 2017, les marchés financiers ont connu une année exceptionnelle – la meilleure depuis 4 ans – sur l'ensemble des classes d'actifs, portés par un contexte très favorable: des croissances économiques régulièrement révisées à la hausse, notamment en zone euro, des politiques monétaires restées très accommodantes (sans remontée effective des taux sur un an) et une politique chinoise volontariste conduite par le président Xi Jinping.

Dans ce contexte, l'année 2017 aura marqué une étape décisive dans l'affirmation de notre Modèle unique de Maison d'Investissement de conviction. À l'instar de l'ensemble du Groupe, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a travaillé sur trois axes: accentuer notre focalisation sur nos métiers et clientèles cœurs, renforcer la «typicité» et la performance de nos solutions d'investissements et accélérer la convergence entre nos métiers, expertises et entre nos plateformes au service de ses clients.

(i) Focalisation sur nos métiers et clientèles cœurs: après la cession de nos activités à Nassau et dans les îles anglo-normandes en 2016, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a entamé un recentrage de nos franchises clients sur un nombre choisi de marchés cibles, sur lesquels nous sommes pertinents et nous avons la taille critique pour bien servir nos clients. Cette plus grande sélectivité, notamment en termes de seuil d'accès à notre banque privée, vise à offrir le meilleur de notre expertise à une clientèle choisie en phase avec notre positionnement dans le haut de gamme de notre industrie.

(ii) Renforcement de notre «typicité»: des solutions d'investissements performantes, porteuses de sens et avec une valeur ajoutée Edmond de Rothschild. C'est ce que nous appelons notre «typicité». Nous l'avons renforcée au fil de l'année.

- Nos gestions ont toutes su saisir les opportunités de marché et délivrer à nos clients investisseurs des performances remarquables tant pour nos fonds d'investissement que pour nos portefeuilles discrétionnaires.

- 2017 a consolidé notre avantage sur de nombreuses expertises ciblées où nous sommes devenus en quelques années des références: nos fonds de dette, d'infrastructure ou nos produits de couverture de change sont régulièrement récompensés.

- Nous accélérons nos investissements de conviction - dans lequel le Groupe et la Famille sont activement impliqués depuis très longtemps, bien avant que ces thématiques ne soient «à la mode». Edmond de Rothschild continue de poursuivre ses investissements à impact avec des fonds dédiés notamment à la dépollution des friches industrielles en Europe et à l'agroforesterie en Afrique et en Amérique du Sud.

- Nos clients attendent plus que de la performance financière. Nous leur offrons une gamme complète d'opportunités d'investissements notamment dans des actifs réels. Nous avons récemment renforcé nos savoir-faire extrêmement pointus en immobilier avec l'acquisition de Cording Real Estate S.A. pour atteindre 8,5 milliards de CHF d'avoirs sous gestion dans la gamme immobilière.

(iii) Accélération de la convergence: faire converger l'ensemble de nos expertises - notamment un Asset Manager de convictions «propriétaire», agile, qui travaille en totale collaboration avec nos banquiers. L'accélération de la collaboration entre ses différents métiers, banque privée, asset management, fund services, private equity et corporate finance, doit permettre d'accroître ses synergies et de générer des solutions d'investissements innovantes pour nos clients institutionnels et privés.

En 2017, nous avons mis en place une nouvelle plateforme bancaire pour Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., clé de voûte de l'évolution de notre modèle opérationnel de banque privée. Après la mise en production d'Avaloq en Suisse, la migration se poursuivra par l'extension au Luxembourg, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Espagne, au Portugal, puis à Monaco.

Toutes les entités de notre Banque Privée Internationale vont ainsi progressivement fonctionner sur une plateforme commune, avec l'objectif de toujours mieux servir nos clients.

Un travail en profondeur sur son identité de marque – à travers une nouvelle signature (« L'audace de bâtir l'avenir ») récompensée par le Wealth Briefing Swiss Awards en février 2018.

Nos performances opérationnelles et financières témoignent de la pertinence de notre modèle et démontrent que nous progressons dans la bonne direction. Les avoirs de notre clientèle sont à un plus haut historique. Notre coefficient d'exploitation est en amélioration de 1 point. À CHF 76 millions, notre résultat net est en augmentation de 30% par rapport à 2016 à périmètre constant (hors Edmond de Rothschild Bahamas en 2016). Notre bilan reste l'un des plus solides et liquides de l'industrie comme le démontre notre ratio de *Tier 1* de 27,8%.

L'année 2018 sera porteuse davantage de volatilité et d'incertitudes – avec un rôle primordial des banques centrales dans la valorisation du prix des actifs. Les moteurs de la croissance mondiale restent toujours très dépendants des taux d'intérêt et de phénomènes de rattrapage. Pour susciter des perspectives de croissance durable, nous sommes convaincus de la nécessité d'encourager les politiques d'investissements dans les secteurs d'avenir, notamment l'éducation, pour une diffusion plus rapide des innovations et une amélioration de la productivité.

Dans cet environnement, nous resterons fidèles à nos valeurs de « bâtisseurs d'avenir » en travaillant sans relâche à ce qui fait notre force et notre singularité.

Nous tenons à remercier nos actionnaires pour leur engagement et leur présence, nos équipes pour la qualité du travail fourni, et bien sûr nos clients pour leur fidélité et leur confiance.

Le Comité Exécutif



Gouvernement d'entreprise

12	Introduction	33	Rémunérations, participations et prêts
13	Structure du Groupe et actionariat	34	Droits de participation des actionnaires
15	Structure du capital	36	Prise de contrôle et mesures de défense
17	Conseil d'Administration	37	Organe de révision
27	Direction générale	38	Politique d'information

Le gouvernement d'entreprise

Introduction

La présente section de notre Rapport annuel a été rédigée en conformité avec les exigences légales et boursières, notamment le Code suisse des Obligations et la Directive sur les informations relatives à la Corporate Governance (DCG) du 13 décembre 2016. Elle s'inspire également du Code suisse de bonne pratique de la Fédération des entreprises suisses, Economiesuisse, dans sa version révisée de 2014, qui contient des standards en matière de gouvernement d'entreprise.

La DCG précitée a été édictée par le Regulatory Board de la SIX Exchange Regulation en se fondant sur l'article 35 de la Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF), ainsi que sur les articles 1 à 7 et 49 et suivants du règlement de cotation (RC). La DCG détermine quelles informations doivent être publiées par les émetteurs en matière de gouvernance d'entreprise en respectant les principes de transparence et l'égalité de traitement des investisseurs au sens de l'article 1 al. 2 de la LIMF. Elle s'applique notamment à tous les émetteurs, dont le siège est en Suisse et dont les droits de participation sont cotés à la SIX Swiss Exchange. Elle tient compte de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) du 20 novembre 2013.

Les principales préoccupations à l'origine des réglementations susmentionnées sont liées à la limitation des risques économiques, ainsi qu'à la réputation et à la responsabilité de l'entreprise. La gouvernance d'entreprise est composée d'un ensemble de principes visant à assurer, dans l'optique de la protection des actionnaires, la transparence, la clarté de l'information et l'équilibre entre la direction et le contrôle de l'entreprise à l'échelon le plus élevé, tout en respectant le pouvoir décisionnel et l'efficacité.

Les principales informations requises par la DCG figurent aux pages suivantes, dans le Rapport de rémunération, ainsi que dans d'autres chapitres du présent Rapport, qui renvoient au cadre réglementaire interne d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., notamment aux Statuts (les « Statuts ») accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse: www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

1. Structure du Groupe et actionnariat

1.1. Structure du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (le « Groupe »)

1.1.1. Présentation de la structure opérationnelle du Groupe

Conseil d'Administration

Président

Baron Benjamin de Rothschild

Vice-Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Luc J. Argand¹⁾

Tobias Guldemann

François Hottinger

Klaus Jenny

Maurice Monbaron

Philippe Perles

Jacques-André Reymond²⁾

Comité d'Audit et des Risques

Président

Klaus Jenny

Vice-Président

Tobias Guldemann³⁾

Membres

Jean Laurent-Bellue

Maurice Monbaron

Comité de Rémunération⁴⁾

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Luc J. Argand⁵⁾

Klaus Jenny

Comité de Nomination⁴⁾

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Luc J. Argand⁵⁾

Klaus Jenny

Comité Exécutif

Président

Emmanuel Fiévet

Directeur général

Martin Liebi⁶⁾

Vice-Président

Directeur général adjoint

Membres

Yves Aeschlimann

Responsable Juridique & Conformité

Emanuela Bonadiman⁷⁾

Directeur des Ressources Humaines

Jean-Christophe Pernollet

Chief Risk Officer

Sabine Rabald

Directeur général adjoint

Chief Administrative Officer

Cynthia Tobiano

Directeur financier

De plus amples informations concernant les organes précités peuvent être consultées aux pages 17 et suivantes du présent Rapport pour le Conseil d'Administration, puis 27 et suivantes pour le Comité Exécutif.

Audit interne

Directeur

Emmanuel Rousseau

Organe de révision

PricewaterhouseCoopers S.A.

1) Jusqu'au 24 avril 2018, date de la prochaine Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Il sera remplacé à cette date par François Pauly. Ce dernier sera également proposé comme nouveau membre du Comité d'Audit et des Risques.

2) Jusqu'au 2 mai 2017, date de la dernière Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

3) Tobias Guldemann occupe la vice-présidence du Comité d'Audit et des Risques depuis le 3 mai 2017, en remplacement de Jacques-André Reymond, qui n'a pas

sollicité le renouvellement de son mandat lors de la dernière Assemblée générale qui s'est tenue le 2 mai 2017.

4) À teneur de l'article 3.2.1.2. al. 4 du Règlement d'organisation interne, la composition du Comité de Nomination est identique à celle du Comité de Rémunération.

5) Jusqu'au 24 avril 2018, date de la prochaine Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Il sera remplacé par Philippe Perles.

6) Il a remplacé, à compter du 4 janvier 2017, Luca Venturini dont les détails peuvent être consultés dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque: www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels.

7) Jusqu'au 7 mars 2018.

1.1.2 Structure juridique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une société anonyme cotée à la bourse suisse, dont la capitalisation boursière au 31 décembre 2017 était de CHF 1,665 milliard auprès de la SIX Swiss Exchange (Code ISIN CH0001347498 / numéro de valeur 134749TK). Il s'agit de la seule société du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. à être cotée en bourse.

1.1.3. Structure juridique du Groupe

Les sociétés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., consolidées par intégration globale, sont indiquées aux pages 71 et 72 du présent Rapport.

1.2. Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote

	2017		
	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
1.2 Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote			
Actionnaires importants			
Edmond de Rothschild Holding S.A. (1)	37'448,0	83,2	87,6
Rothschild Holding AG, Zurich (2)	3'800,0	8,4	9,4

(1) La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild ou des employés du Groupe. La Baronne Edmond de Rothschild détient 16,98% du capital (6,77% des voix) de cette société, alors que le Baron Benjamin de Rothschild en détient 66,24% (89,84% des voix). Les états financiers d'Edmond de Rothschild Holding S.A. sont à disposition sur demande écrite adressée à la société (case postale 5254, 1211 Genève II).

(2) Rothschild Holding AG, Zurich est détenu par les personnes / entités suivantes: 1) Eric de Rothschild, Paris ; 2) David de Rothschild, Paris ; 3) Alexandre de Rothschild, Paris ; 4) Stéphanie Lifford de Buffévent, Paris ; 5) Louise de Rothschild, Paris ; 6) Financière de Tournon SAS, Paris ; 7) Financière de Reux SAS, Paris ; 8) Béro SCA, Paris ; 9) Ponthieu Rabelais SAS, Paris ; 10) Integritas BV, Amsterdam ; 11) Rothschild Trust (Schweiz) AG, Zurich ; 12) AYRE Corporation (1972) Limited, Amsterdam ; 13) Rothschild Concordia SAS, Paris ; 14) Edouard de Rothschild, Paris ; 15) Philippe de Nicolay-Rothschild, Paris ; 16) Olivier Pécoux, Paris ; 17) François Henrot, Paris ; 18) Holding Financier Jean Goujon SAS, Paris ; 19) Rothschild & Co Gestion SAS, Paris ; 20) Rothschild & Co Commandité SAS, Paris ; 21) Nicolas Bonnault, Paris ; 22) Laurent Baril, Paris ; 23) Philippe Le Bourgeois EURL, Paris ; 24) Maria Beatrice de Rothschild, Paris ; 25) Julia Footnick, Paris ; 26) Elisabeth Donovan, Paris ; 27) James de Rothschild, Paris ; 28) Anna de Rothschild, Paris ; 29) Pierre de Rothschild, Paris ; 30) Alexandra Pécoux, Paris ; 31) Emmanuelle Pécoux, Paris ; 32) Maylis Pécoux, Paris ; 33) Olivier Pécoux EURL, Paris ; 34) FH GFA SARL, Paris ; 35) The Three Moons, Paris ; 36) Financière du Chasse Midi, Paris ; 37) Philippe Le Bourgeois EURL, Paris ; 38) Christophe Desprez, Paris ; 39) CD GFA SARL, Paris ; 40) Observatoire du Patrimoine, Paris ; 41) GP Patrimoine, Paris ; 42) Desprez Patrimoine SARL, Paris ; 43) Bernard Maurel, Marseille ; 44) Lucie Maurel-Aubert, Le Vésinet ; 45) BD Maurel SC, Marseille ; 46) SC Paloma, Le Vésinet ; 47) Dominique Maurel, Marseille.

Rothschild Holding AG, Zurich détient ensemble 20 000 actions nominatives et 3'600 actions au porteur d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève, représentant au total 8,44 % du capital et 9,44 % des droits de vote.

Au cours de l'exercice 2017, les actionnaires précités ont annoncé, conformément aux articles 120 et suivants de la Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF), des changements intervenus au sein du Groupe Rothschild Holding AG en date du 7 janvier puis du 5 juillet 2017. Les faits qui ont déclenché l'obligation de déclarer concernaient des modifications du cercle des personnes au sein du Groupe précité. Les publications y relatives peuvent être consultées sur le site de la SIX Exchange Regulation, dont les liens directs sont:

Annonce du 07.01.2017: https://disclosure.six-exchange-regulation.com/obligations/management_transaction/ddeal/all/disclosure_preview_fr.nmlpdf?id=TBH1600014

Annonce du 05.07.2017: https://disclosure.six-exchange-regulation.com/obligations/management_transaction/ddeal/all/disclosure_preview_fr.nmlpdf?id=TBH7300015

1.3. Participations croisées

	2017		
	Nombre des droits de participations détenus	Taux de participation au capital * (en %)	Taux de participation l'ensemble des voix * (en %)
1.3 Participations croisées			
Rothschild Holding AG, Zürich	10'161	13,0	13,5

*Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison Mère.

2. Structure du capital

2.1. Capital social

En milliers de CHF	2017		
	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)
Capital social			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	200'000	20'000
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	50'000	25'000
Total du capital social	45'000		

2.2. Indications spécifiques concernant le capital autorisé et conditionnel

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne possède pas de capital conditionnel ni de capital autorisé.

2.3. Modification du capital social

En milliers de CHF	2017	2016	2015
2.3 Capital social			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	20'000	20'000
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	25'000	25'000
Total du capital social	45'000	45'000	45'000

2.4. Actions et bons de participation

Les 200'000 actions nominatives de CHF 100.- non cotées et les 50'000 actions au porteur de CHF 500.- cotées ont droit, proportionnellement à leur valeur nominale, aux mêmes droits patrimoniaux, conformément à l'article 7 al. 2 et 3 des Statuts*. Les actions nominatives et au porteur sont entièrement libérées.

Les actions nominatives, liées aux termes de l'article 6 al. 5 et 6 des Statuts*, bénéficient de droits sociaux privilégiés en ce sens qu'à l'Assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, quelle qu'en soit la valeur nominale (Art. 15 al. 1 des Statuts*). Toujours en matière de droits sociaux, l'article 18 des Statuts* prévoit à son alinéa 3 que chaque groupe d'actionnaires (actions au porteur et nominatives) a le droit d'exiger un représentant au moins de son choix au Conseil d'Administration. Cette clause reprend l'article 709 al. 1 du Code des Obligations qui prévoit que s'il y a plusieurs catégories d'actions, les Statuts* assurent à chacune d'elles l'élection d'un représentant au moins au Conseil d'Administration.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

2.5. Bons de jouissance

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de jouissance.

2.6. Restrictions de transfert et inscriptions des « nommées »

2.6.1. Restrictions de transfert et dispositions régissant l'octroi de dérogations

Au terme de l'article 6 al. 5 des Statuts*, le Conseil d'Administration peut refuser le transfert d'actions nominatives ou la constitution d'usufruit sur celles-ci, en invoquant un juste motif eu égard au but social ou à l'indépendance économique de la société, notamment le maintien de son caractère familial. Le Conseil d'Administration peut par ailleurs refuser l'inscription au registre des actions si l'acquéreur ne déclare pas expressément qu'il reprend les actions à son propre nom et pour son compte propre (Art. 6 al. 6 des Statuts*). Le Conseil d'Administration peut enfin refuser l'inscription au registre des actions en offrant à l'aliénateur de reprendre les actions transférées pour le compte de la société, pour le compte d'autres actionnaires ou pour le compte de tiers, à leur valeur réelle au moment de la requête d'inscription (Art. 6 al. 8 des Statuts*).

Lorsque des actions nominatives sont acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, le Conseil d'Administration ne peut refuser l'inscription au registre des actions que s'il offre de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle (Art. 6 al. 7 des Statuts* et Art. 685b al. 4 du Code des obligations).

2.6.2. Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Aucune dérogation n'a été octroyée durant l'exercice sous revue et aucune demande dans ce sens n'a été formulée.

2.6.3. Admissibilité des inscriptions de « nommées »

Selon l'article 6 des Statuts*, il n'existe pas de clauses de pourcentage ni de dispositions statutaires dérogeant aux règles mentionnées au point 2.6.1. en lien avec l'inscription de « nommées ».

2.6.4. Procédure et conditions auxquelles les restrictions de transfert peuvent être levées

Toute modification des dispositions statutaires relatives aux restrictions de transfert des actions nominatives (Art. 6 des Statuts*) doit être approuvée au minimum par deux tiers des voix représentées à l'Assemblée générale et par la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées (Art. 15 al. 6 des Statuts* et Art. 704 al. 1 ch. 3 du Code des obligations).

2.7. Emprunts convertibles et options

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis d'emprunts convertibles ni d'options.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

3. Conseil d'Administration

3.1. Membres du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprend neuf¹⁾ membres au 31 décembre 2017, qui n'exercent, conformément à la pratique bancaire, aucune fonction exécutive au sein de l'entreprise, étant précisé que certains administrateurs exercent ou ont exercé une fonction de direction dans le Groupe.

Baron Benjamin de Rothschild

Président, Français, 1963

Formation

1984 Master en Business and Management, Pepperdine University, California (US)

Parcours professionnel

1985 BP, Londres
1985-1987 Groupe Edmond de Rothschild, Genève et Paris
1989 Président
Fondation de la Compagnie Benjamin de Rothschild

Fonction actuelle

depuis 1997 Président des Conseils d'Administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et d'Edmond de Rothschild Holding S.A.

Mandats d'administrateur

Président du Conseil d'Administration de :

- Edmond de Rothschild Holding S.A.
- Edmond de Rothschild S.A.
- Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny S.A.
- The Caesarea Edmond Benjamin de Rothschild Development Corporation Ltd (Israël)
- The Edmond de Rothschild Foundation

Membre du Conseil d'Administration :

- La Compagnie Fermière Benjamin et Edmond de Rothschild S.A.
- La Compagnie Viticole Baron Edmond de Rothschild S.A.
- La Compagnie Générale Immobilière de France (Cogifrance)
- EBR Ventures

Président du Conseil de Surveillance de :

- Edmond de Rothschild (France)
- Edmond de Rothschild Heritage

Membre du Conseil de Surveillance des Domaines Barons de Rothschild (Lafite)

Baronne Benjamin de Rothschild

Vice-Présidente, Française, 1965

Formation

1984 Baccalauréat à Kinshasa - Académie de Nantes
1988 BBA en Finance, Pace University, New York
1990 MBA en Gestion financière, Pace University, New York

Parcours professionnel

1988-1990 Analyste financier, puis cambiste à la Société Générale, Australie et New York
1990-1995 Cambiste, AIG, New York. Lancement de la filiale de Paris et développement des activités de marché en Europe

Fonction actuelle

Présidente du Comité Exécutif du groupe Edmond de Rothschild

Mandats d'administrateur

Présidente du Conseil de Surveillance d'Edmond de Rothschild Asset Management (France)

Présidente du Conseil d'Administration d'Administration et Gestion S.A.

Présidente des Comités de Rémunération et de Nomination d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Vice-Présidente du Conseil d'Administration de :

- Edmond de Rothschild S.A.
- Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Pregny S.A. (Suisse)

Vice-Présidente du Conseil de surveillance de :

- Edmond de Rothschild (France)
- Edmond de Rothschild Heritage (SFHM)

Membre du Conseil d'Administration de :

- Baron et Baronne Associés (holding de la S.C.B.A. Société Champenoise des Barons Associés)
- Edmond de Rothschild Private Equity S.A.

Vice-Présidente Honoraire de RIT Capital Partners (Londres)

Secrétaire générale du Collège des Fondateurs de l'OPEJ

1) Suite au non-renouvellement du mandat de Jacques-André Reymond lors de la dernière Assemblée générale le 2 mai 2017. Avant cette date, le Conseil d'Administration se composait de dix membres.

Jean Laurent-Bellue

Secrétaire, Français, 1951

Formation

1974	Institut d'Études Politiques de Paris
1975	Licence es Lettres et Maîtrise de droit
1977	MBA HEC

Parcours professionnel

1978-1980	Groupe Compagnie du Midi, Attaché de Direction
1980-1987	Institut de Développement Industriel (IDI), contrôleur de gestion puis chargé de mission sur des dossiers de prises de participations industrielles et de gestion de portefeuilles de participations
1987-1999	Groupe Crédit Commercial de France : différentes fonctions dans les métiers de Corporate Finance et de Private Equity : - 1987-1999 : Responsable des opérations d'investissement - 1993 : Directeur général de Nobel, Directeur Central du CCF et membre du Comité de Direction de la Banque - 1994-1998 : Responsable du Corporate Finance, à Paris et à Londres (Charterhouse Bank) - 1998-1999 : Responsable du Private Equity, à Paris et à Londres (Charterhouse Development Capital)
2000-2004	Groupe Crédit Lyonnais, membre du Directoire
2004	Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Membre du Directoire, Edmond de Rothschild Corporate Finance, Président du Directoire
2009-2011	Directoire de la Compagnie Financière Saint Honoré en tant que Secrétaire général et Président du Conseil de Surveillance d'Edmond de Rothschild Corporate Finance

Mandats d'administrateur

depuis 1999	KPMG Associés, Paris Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2005	KPMG S.A., Paris Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2011	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre et Secrétaire du Conseil d'Administration Membre du Comité d'Audit et des Risques Membre des Comités de Rémunération et de Nomination
depuis 2011	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Membre du Conseil d'Administration
depuis 2011	Rotomobil Membre du Conseil d'Administration
depuis 2011	Edmond de Rothschild S.A. Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'Audit et des Risques (depuis 2015)
depuis 2011	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de Surveillance et Président du Comité d'Audit (depuis 2015)
depuis 2015	Edmond de Rothschild Holding S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques et Vice-Président du Comité de Rémunération et de Nomination
depuis 2015	Sisaho International, Paris Membre du Comité de Surveillance
depuis 2015	Siaci Saint Honoré, Paris Membre du Comité de Surveillance
depuis 2015	RIT Capital Partners plc, Londres Non-executive Director

Luc J. Argand¹⁾

Membre, Suisse, 1948

Formation

1968	Maturité Classique (Collège Calvin)
1968-1972	Université de Genève
1972	Licence en Droit
1972-1974	Stage d'avocat à l'étude de Me Antoine Hafner, Genève
1974	Brevet d'avocat
1976	Master Degree of Business Administration (INSEAD)

Parcours professionnel

1977-1981	Stages : Compagnie Financière Benjamin & Edmond de Rothschild, Goldman Sachs, New York, NMR, Londres Emploi : Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
1996-1998	Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Genève
1998-2007	Membre du Conseil Supérieur de la Magistrature, Genève
2005-2011	Président du Salon de l'Automobile de Genève

Fonctions actuelles

depuis 1982	Associé à l'Étude de Pfyffer & Associés, Genève
depuis 1990	Arbitre au Tribunal Arbitral du Sport, Lausanne

Mandats d'administrateur

depuis 1986	Banque Morval S.A., Genève Membre du Conseil d'Administration
depuis 1993	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration Membre des Comités de Rémunération et de Nomination
depuis 1993	Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 1993	Edmond de Rothschild Holding S.A. Membre du Conseil d'Administration Membre des Comités de Rémunération et de Nomination
depuis 2004	Président de la Commission de Surveillance des Notaires genevois
depuis 2007	Président du Conseil d'Administration de la Banque Syz & Co S.A., Genève

1) Jusqu'au 24 avril 2018, date de l'Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Il sera remplacé par François Pauly au Conseil d'Administration. Ses fonctions au sein des Comités de Rémunération et de Nomination seront reprises par Philippe Perles, à partir du 25 avril 2018.

Tobias Guldemann

Membre, Suisse, 1961

Formation

1976-1980	Ecoles à Zurich
1980-1986	Licence en Sciences économiques Université de Zurich, Suisse
1986-1990	Doctorat à l'Université de Zurich, Suisse. "Planification pour l'audit interne des banques orientée risque"

Parcours professionnel

1980-1986	Travaux réguliers à temps partiel en tant que programmeur commercial (solutions informatiques pour des PME)
1986-1990	Auditeur du système informatique, Département Audit Interne, Credit Suisse, Zurich
1990-1996	Directeur, différentes fonctions dans la division de négoce (produits dérivés, nouvelles émissions, trésorerie mondiale), Credit Suisse, Zurich
1998-2004	Directeur adjoint des risques, Credit Suisse Group AG, Zurich
2002-2004	Directeur de la gestion des risques stratégiques, Credit Suisse, Services financiers, Zurich
2005-2006	Membre du Conseil d'administration et du Comité risques, Winterthur Insurance
2006-2009	Directeur de la gestion des risques stratégiques de la banque privée, Credit Suisse AG
2002-2013	Membre du Conseil d'administration de CSI / CSSEL
2004-2013	Directeur des risques et membre du Conseil Exécutif, Credit Suisse AG, Zurich
2015-2016	Auditeur principal indépendant pour l'audit spécial sur le programme d'assainissement d'UBS lié à sa manipulation du marché des changes, FINMA

Mandats d'administrateur

depuis 2005	Fondation Hans Huber, Bâle Membre du Conseil de surveillance
depuis 2007	Fondation S. Eustachius, Winterthur Membre du Conseil de surveillance
depuis 2010	Musée des arts de Winterthur Membre du Conseil de surveillance (depuis 2016 en tant que Président)
depuis 2015	Fedafin AG Président et Membre du Conseil d'Administration
depuis 2016	Edmond de Rothschild Holding S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2016	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2017	Commerzbank AG, Francfort Membre du Comité de Surveillance

François Hottinger

Membre, Suisse, 1943

Formation

1965	Cours de banque de l'AFB à la Sorbonne
1966-1967	BNP, Paris, Stagiaire
1967-1968	Banque Hottinguer & Cie Paris, employé au Service commercial
1968	Banque Baring Bros, Londres, Stagiaire

Parcours professionnel

1969-1992	Associé gérant Banque Hottinguer & Cie, Zurich
1975-1990	Associé gérant Banque Hottinguer & Cie, Paris
1992-2008	Associé gérant J.F.E. Hottinger & Co, Zurich
1995-2008	Administrateur Banque Hugo Kahn AG, Zurich
2009-2012	Associé commanditaire J.C.E. Hottinger & Co., Zurich

Mandats d'administrateur

depuis 1970	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 1992	Hottinguer Corporate Finance S.A., Paris Membre du Conseil d'Administration
depuis 1992	Messieurs Hottinguer Gestion Privée S.A., Paris Membre du Conseil d'Administration
depuis 1995	Bolux Sicav, Luxembourg Membre du Conseil d'Administration
depuis 2010	Eleusis Sicav, Luxembourg Membre du Conseil d'Administration
depuis 2017	Banque Hottinguer SA, Paris Membre du Conseil d'Administration

Klaus Jenny

Membre, Suisse, 1942

Formation

1967	Licence en Sciences économiques, mention banque (Université de Saint-Gall)
1973	Doctorat en Sciences économiques (Université de Saint-Gall)
1975	Brevet d'Avocat, canton de Glaris
1986	Program for Senior Executives (Massachusetts Institute of Technology)

Parcours professionnel

1972-1998	Crédit Suisse / Credit Suisse Group à partir de 1987 Membre de la Direction Générale Membre du Comité de la Direction Générale Member Executive Board Credit Suisse Group CEO Credit Suisse Private Banking
depuis 1999	Activités indépendantes dans le domaine de la finance d'entreprise institutionnelle et privée

Mandats d'administrateur

depuis 2000	Maus Frères S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2001	Téléverbier S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2009	Assivalor S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2009	Edmond de Rothschild Holding S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2010	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration Membre des Comités de Rémunération et de Nomination Président du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2010	Stellaria S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2014	Lombard Odier SCA Membre de l'Organe de contrôle

Maurice Monbaron

Membre, Suisse, 1946

Formation

1965	Diplôme de commerce École de Commerce, Neuchâtel
1965-1966	Employé service ventes, Montres Cortébert, Bienne
1968	Baccalauréat ès sciences commerciales, Collège de Fribourg
1972	Licence HEC, Université de Lausanne

Parcours professionnel

1972-1988	American Express Bank (Switzerland) AG, analyste crédits commerciaux et exploitant banque commerciale à Zurich, Directeur adjoint de la succursale de Genève, Directeur de la succursale de Bâle, Directeur de la succursale de Genève
1988-1990	Directeur général adjoint de la TDB American Express Bank à Genève et membre de la Direction générale
1990-2005	Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Directeur général adjoint dès 1992, Directeur général dès 1996, Responsable Private Banking International pour le groupe Crédit Lyonnais

Mandats d'administrateur

depuis 2010	Hôtel Royal SA, Crans-Montana Membre unique du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2016	Hôtel Royal SA, Crans-Montana Président du Conseil d'Administration

Philippe Perles¹⁾

Membre, nationalités suisse et française, 1961

Formation

- 1986 Diplôme en sciences commerciales et industrielles,
Université de Genève
- 1994 Centre international d'études monétaires et bancaires

Parcours professionnel

- 1993-1995 Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Genève
Membre du Directoire
Membre du Comité d'allocations d'actifs et
d'investissements à Genève pour la politique
d'investissements internationaux de la banque
Gestionnaire de fonds internationaux
- 1995-2000 Beldex SA, Genève, Directeur général, responsable du
développement commercial
- 2000-2003 Sherwood Alliance SA, Genève, Directeur, responsable
du développement commercial et produits
- 2003-2005 Geneva Business Consulting Sàrl, Genève
Directeur associé, responsable du développement
commercial et produits
- 2010-2011 Novel Management Services, Genève
Directeur associé, responsable du développement
commercial et produits
- 2012-2015 Satocao LDA, Sao Tomé-et-Principe, fondateur et
Directeur général

Fonction actuelle

- depuis 2005 Noveo Conseil SA, Genève, Paris et Londres Fondateur et
Directeur associé, responsable du développement
commercial et produits

Mandats d'administrateur

- depuis 2002 Association romande des Intermédiaires financiers
(ARIF)
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2015 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2016 Bedrock Holdings SA
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2016 Edmond de Rothschild Asset Management (France)
Membre du Conseil d'Administration et Président du
Comité d'Audit
- depuis 2017 Edmond de Rothschild Holding S.A.
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2018 Hyposwiss Private Bank Genève SA
Membre du Conseil d'Administration

Jacques-André Reymond²⁾

Membre, Suisse, 1937

Aucun membre du Conseil d'Administration n'a entretenu de relations d'affaires étroites avec l'émetteur ou une société du même groupe.

1) À partir du 25 avril 2018, il remplacera Luc Argand aux Comités de Rémunération et de Nomination.

2) Jusqu'au 2 mai 2017. Ses données personnelles peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels.

3.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Conseil d'Administration, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 3.1.

Au surplus, il est précisé que Maître Luc J. Argand est Président de la Commission de Surveillance des Notaires genevois.

3.3. Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises conformément à l'article 12 al. 1 ch. 1 ORAb

Conformément à l'article 12 al. 1 ch. 1 de l'ORAb, les Statuts* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. prévoient un article 19quater concernant le nombre maximum de mandats externes pouvant être exercés par les administrateurs.

3.4. Élection et durée du mandat

Conformément à l'ORAb, l'Assemblée générale élit individuellement le Président (Art. 9 ch. 3 des Statuts*) et les membres du Conseil d'Administration (Art. 9 ch. 2 des Statuts*). La durée des fonctions des administrateurs est d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire qui suit leur élection (Art. 19 al. 1 et 19bis al. 2 des Statuts*). Une réélection est toutefois possible. Le Règlement d'organisation interne de la Banque (« Règlement interne »), à son article 3.1.1.2, prévoit une limite d'âge, pour être élu en tant qu'administrateur, fixée à 75 ans le jour de leur élection.

La Banque prévoit également dans ses Statuts*, conformément aux dispositions légales, que les membres du Comité de Rémunération et le Représentant Indépendant sont élus individuellement pour un mandat d'un an, comme le sont le Président et les membres du Conseil d'Administration.

L'âge moyen des administrateurs est de 64 ans au 31 décembre 2017.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse: www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

La durée du mandat des membres actuels du Conseil d'Administration est la suivante:

Administrateurs	Membre du CA depuis :	Fin du mandat :
Baron Benjamin de Rothschild	1985	2018
Baronne Benjamin de Rothschild	2009	2018
M. Jean Laurent-Bellue	2011	2018
M. Luc J. Argand [#]	1993	2018 ¹⁾
M. Tobias Guldimann [#]	2016	2018
M. François Hottinger [#]	1970	2018
M. Klaus Jenny [#]	2010	2018
M. Maurice Monbaron [#]	2013	2018
M. Philippe Perles [#]	2015	2018
M. Jacques-André Reymond [#]	1996	2017 ²⁾

[#] Remplissent les critères d'indépendance de la circulaire – FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques ».

3.5. Organisation interne

Le Conseil d'Administration

Le Règlement interne actuel de la Banque prévoit notamment ce qui suit:

1. en préambule, la Banque déclare qu'en plus de son activité principale de banque de gestion de fortune et de négociant en valeur mobilière, elle exerce une activité de Maison Mère d'un groupe bancaire et financier, tel que défini dans la législation et la réglementation bancaire suisse. Il en résulte un élargissement des tâches et des compétences de chaque organe de la Banque (Art. 2.1. du Règlement interne) ;
2. pour chaque organe, la Banque définit dans ses Statuts* et son Règlement interne les exigences générales de compétences, d'expérience, de diligence, de disponibilité, de fidélité et d'indépendance (Art. 22 et 22bis des Statuts* et Art. 1.4. et 3 du Règlement interne) ;
3. la Banque rappelle que les membres de ses organes doivent organiser leurs rapports personnels et professionnels de manière à éviter autant que faire se peut tout conflit d'intérêts avec la Banque et le groupe bancaire et financier, dont elle est la Maison Mère (Art. 3.1.1.7., 3.2.1.6., 3.3.1.6., 3.4.1.5. du Règlement interne) ;

1) Jusqu'au 24 avril 2018. Luc Argand ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat lors de la prochaine Assemblée générale.

2) Jusqu'au 2 mai 2017. Jacques-André Reymond n'ayant pas sollicité le renouvellement de son mandat lors de la dernière Assemblée générale.

4. tant pour elle-même que pour le groupe bancaire et financier, dont elle est Maison Mère, la Banque dispose d'un Comité d'Audit et des Risques et d'un Audit interne, dont les tâches et les compétences sont définies dans le Règlement interne aux articles 3.3.2. et 4.2. Elle dispose également, d'une fonction Compliance et d'une fonction Contrôle et Gestion des risques (Art. 2.3.1. et 3.1.2 du Règlement interne) ;
5. la Banque consolide les systèmes de contrôle interne, de gestion de l'information et de reporting (Art. 3.4.2. III. du Règlement interne), ainsi que de gestion des risques (Art. 2.3.1., 3.1.2., 3.3.2., 3.4.2. IV. du Règlement interne) ;
6. enfin, dans un document annexé au Règlement interne, le Conseil d'Administration de la Banque définit les compétences en vigueur en matière de crédits attribuées aux organes, ainsi qu'au Comité des Crédits et aux responsables du Département concerné et à ses subordonnés.

3.5.1. Répartition des tâches au sein du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, qui se compose de neuf membres au 31 décembre 2017, est présidé par le Baron Benjamin de Rothschild. Depuis le 26 avril 2012, la Baronne Benjamin de Rothschild et Monsieur Jean Laurent-Bellue occupent respectivement les fonctions de Vice-Présidente et de Secrétaire. Le Conseil d'Administration fonctionne comme organe collégial. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents (art. 3.1.1.3. du Règlement interne et 20 des Statuts*). En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante (Art. 20 des Statuts*). À titre exceptionnel, les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.1.1.3).

Le Président du Conseil a les devoirs et les prérogatives prévus dans la loi, les Statuts* et le Règlement interne (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Le Président doit être informé régulièrement par le Président du Comité Exécutif ou le Vice-Président sur la marche des affaires et la situation de la Banque et de ses filiales (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Si le Président du Comité Exécutif et/ou le Vice-Président hésitent à considérer une affaire comme étant de la compétence dudit Comité, ils soumettent la question au Président du Conseil, qui décide si l'affaire est du ressort du Comité Exécutif ou du Conseil (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

En cas d'absence du Président, ses fonctions sont exercées par le Vice-Président du Conseil ou, à défaut, par le doyen d'âge (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

3.5.2. Composition, attributions et délimitation des compétences de tous les comités du Conseil d'Administration

Conformément aux Statuts* et au Règlement interne de la Banque, lui permettant de constituer en son sein divers comités auxquels il peut confier des tâches de surveillance ou de direction supérieure, le Conseil d'Administration dispose d'un Comité d'Audit et des Risques, d'un Comité de Rémunération et d'un Comité de Nomination.

Le Comité d'Audit et des Risques

En vertu du Règlement interne, le Conseil d'Administration a délégué au Comité d'Audit et des Risques, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'Administration en vue de superviser les activités de l'Audit interne, de la fonction compliance et de la fonction de contrôle et de gestion des risques. Le Conseil d'Administration a désigné quatre de ses membres¹⁾, soit Klaus Jenny (Président), Tobias Guldimann²⁾ (Vice-Président), Jean Laurent-Bellue, ainsi que Maurice Monbaron, pour faire partie du Comité d'Audit et des Risques. Par ailleurs, Madame Fabienne Thionnet-Chevrier, Avocate, exerce les fonctions de Secrétaire hors Comité.

Les membres précités répondent majoritairement aux exigences d'indépendance, au sens de la circulaire FINMA 2017/01, cm 17, et présentent les compétences et l'expérience nécessaires.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse: www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

1) À compter du 24 avril 2018, François Pauly rejoindra le Comité d'Audit et des Risques.

2) Tobias Guldimann occupe la vice-présidence du Comité d'Audit et des Risques depuis le 3 mai 2017, en remplacement de Jacques-André Reymond, qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat lors de la dernière Assemblée générale, qui s'est tenue le 2 mai 2017.

Le Comité de Rémunération et le Comité de Nomination

En vertu des Statuts* (Art. 22bis) et du Règlement interne (Art. 3.2.1.1.), le Conseil d'Administration a délégué au Comité de Rémunération, composé d'au minimum trois membres, tous issus du Conseil d'Administration et élus par l'Assemblée générale, une partie de ses pouvoirs, dont (i) établir un règlement sur la rémunération, (ii) approuver l'enveloppe des salaires et des rémunérations variables des collaborateurs de la Banque, (iii) après consultation du CEO, faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des membres du Comité Exécutif et (iv) soumettre des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des comités du Conseil d'Administration. Les propositions portant sur les rémunérations visées aux chiffres (iii) et (iv) sont arrêtées par le Conseil d'Administration puis soumises à l'approbation de l'Assemblée générale sous forme de vote (art. 9 ch. 6 et 7 des Statuts*).

En 2017, l'Assemblée générale a élu quatre membres, soit la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente), Jean Laurent-Bellue (Secrétaire), ainsi que Messieurs Luc J. Argand et Klaus Jenny, pour faire partie du Comité de Rémunération. Ces mêmes personnes seront proposées à la réélection lors de l'Assemblée générale du 24 avril 2018, à l'exception de Luc J. Argand, qui ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat. Il sera remplacé par Philippe Perles.

Le Comité de Nomination, quant à lui, est chargé de préavisier le Conseil d'Administration concernant la nomination et la révocation des administrateurs, des membres du Comité Exécutif et des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque.

La composition du Comité de Nomination est identique à celle du Comité de Rémunération selon l'article 3.2.1.2 du Règlement interne.

Les compétences essentielles (préparatoires, consultatives et décisionnelles) des Comités précités figurent dans le Règlement interne et les Statuts*.

Se référer également au Rapport de Rémunération en pages 121 à 128.

3.5.3 Méthode de travail du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit périodiquement et tient si nécessaire des séances extraordinaires. En 2017, le Conseil d'Administration s'est réuni sept fois. La durée moyenne des séances du Conseil d'Administration est d'une demi-journée. Le Conseil d'Administration de la Banque opère sur la base de dossiers préparés par son Secrétariat. Les séances du Conseil d'Administration font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés conjointement par le Président et le Secrétaire. Elles se déroulent, en principe, selon un ordre du jour fixe qui couvre notamment les sujets suivants:

1. Lecture et approbation du procès-verbal de la séance précédente ;
2. Intervention du Président du Conseil d'Administration ;
3. Rapport du CEO ;
4. Rapport du CFO ;
5. Rapport du CAO ;
6. Rapport du CRO ;
7. Rapport du Responsable Legal & Compliance ;
8. Rapport du Comité d'Audit et des Risques ;
9. Rapport du Comité de Rémunération ;
10. Intervention des administrateurs indépendants ;
11. Droit boursier ;
12. Divers.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

3.6. Compétences

Le Conseil d'Administration est l'organe responsable de la Direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la Banque. En vertu de la loi et des Statuts*, il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales.

Il dispose notamment des attributions inaliénables et intransmissibles mentionnées à l'article 22 des Statuts*, soit: a) examiner et préparer les propositions à soumettre à l'Assemblée générale et exécuter ses décisions; b) édicter les instructions et règlements d'organisation nécessaires concernant la gestion de la Banque et la délimitation des compétences des différents organes; c) décider de toutes les affaires qui, selon le règlement interne, sont réservées à la compétence du Conseil d'Administration; d) nommer et révoquer les membres du Comité Exécutif et les personnes chargées de la gestion et de la représentation de la société; e) désigner l'institution de révision prévue par la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne; f) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier et établir le rapport de gestion; g) examiner les rapports de révision de l'institution de révision; h) statuer sur toutes les affaires qui, d'après la loi et les Statuts*, n'entrent pas dans les compétences de l'Assemblée générale ou d'un autre organe; i) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les Statuts*, les règlements et les instructions données; j) informer la FINMA en cas de surendettement; k) établir le Rapport de rémunération.

Outre les attributions qui sont définies à l'article 22 des Statuts*, le Conseil est compétent pour décider de toutes les affaires qui lui sont réservées à l'article 3.1.2 du Règlement interne.

En s'appuyant sur ses Comités, il fixe la stratégie générale de la Banque et du Groupe. Il arrête les principes d'organisation, de management et de contrôle et veille à leur application. Il exerce une surveillance consolidée sur l'ensemble des entités suisses et étrangères qui forment le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.. Le Conseil d'Administration a délégué au Comité Exécutif la gestion quotidienne des affaires sociales de la Banque (*voir chapitre 4*).

Les compétences du Conseil d'Administration et de ses Comités sont clairement définies dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse: www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

3.7. Instruments d'information et de contrôle

Description du reporting du Comité Exécutif

À chacune des séances du Conseil d'Administration, le Directeur général et / ou d'autres membres du Comité Exécutif exerçant les fonctions de Directeur financier, Chief Risk Officer et Responsable Juridique & Conformité rendent compte des principales décisions prises par le Comité Exécutif, ainsi que des opérations courantes et présentent celles qui sont de la compétence du Conseil d'Administration. Ils n'ont qu'une voix consultative.

Afin de pouvoir assumer leur devoir de surveillance, les membres du Conseil d'Administration reçoivent à chaque séance, entre autres documents, un rapport d'activité qui inclut notamment les commentaires du Directeur général, les bouclements des différentes entités du Groupe avec les comparaisons budgétaires, ainsi que la liste des immobilisations financières et des participations (rapport trimestriel finance).

De même, à chaque séance, il leur est mis à disposition un rapport trimestriel sur le contrôle des risques contenant entre autres l'état des fonds propres, l'annonce des gros risques, les risques de marché, de taux et de défaillance de contrepartie dans le domaine bancaire, l'état des liquidités, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation (rapport trimestriel sur les risques, rapport semestriel de la fonction compliance et synthèse trimestrielle des risques juridiques, compliance et réputationnels). Le Conseil d'Administration a, au surplus, mis en place des instruments de surveillance et de contrôle consolidés qui sont décrits aux pages 61 et suivantes du présent rapport annuel.

En dehors des séances du Conseil d'Administration, le Président et le Vice-Président du Comité Exécutif tiennent régulièrement informé le Président du Conseil d'Administration des principales décisions.

Le Conseil d'Administration peut inviter à ses séances d'autres membres du Comité Exécutif, des collaborateurs, des membres de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

Description du système de l'Audit interne

Conformément à la loi et à la réglementation applicables (Art. 12 al. 4 OB, Art. 20 al. 2 OBVM, ainsi que 82 et suivants de la Circulaire FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques »), le Conseil d'Administration dispose d'une révision interne qui lui est hiérarchiquement rattachée. Le Responsable de l'Audit interne est désigné par le Conseil d'Administration sur préavis du Comité d'Audit et des Risques. Il reporte directement au Comité d'Audit et des Risques. Les droits et obligations de l'Audit interne sont définis dans le Règlement interne de la Banque, ainsi que dans la Charte de l'Audit interne. L'Audit interne a, par ailleurs, accès à tous les documents de la Banque et des sociétés filiales consolidées, dont il assure la révision.

Au 31 décembre 2017, l'Audit interne comprenait douze personnes.

Il établit, sur une base annuelle, un programme d'audit qui est discuté et approuvé par le Comité d'Audit et des Risques. La liste détaillée des missions prévues pour l'année en cours est également comprise dans le plan quadriennal résumant par domaine d'activité les interventions prévues.

Ce programme est discuté également avec la société d'audit externe.

Un rapport distinct est établi pour chaque domaine audité. Les prises de position de la Direction par rapport à chaque constatation sont incluses dans le rapport avec mention du délai fixé pour la mise en œuvre des mesures proposées. Lors de ses réunions, le Comité d'Audit et des Risques traite les rapports de l'Audit interne en présence du Responsable de l'Audit interne et décide éventuellement de mesures complémentaires. Le Responsable de l'Audit interne participe aux séances du Comité d'Audit et des Risques. Il peut être par ailleurs appelé dans certains cas à participer aux séances du Conseil d'Administration. Le Président du Conseil d'Administration ou du Comité d'Audit et des Risques peut lui confier des missions spéciales.

La société d'audit externe établit pour sa part un plan d'audit prudentiel pour chaque exercice qui est soumis au Comité d'Audit et des Risques pour discussion et mise en œuvre. Le Comité d'Audit et des Risques a des entretiens réguliers avec les représentants de la société d'audit externe.

Description du système de contrôle et de gestion des risques

Se référer aux pages 61 à 63 du présent Rapport.

4. Direction générale

Le Comité Exécutif se compose de sept membres au 31 décembre 2017, nommés par le Conseil d'Administration. Ses séances sont en principe hebdomadaires. En 2017, il s'est réuni 48 fois. La durée moyenne des séances est d'une demi-journée. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents représentant le quorum. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Comité Exécutif est prépondérante. Les décisions du Comité Exécutif peuvent également être prises par voie circulaire en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.4.1.3). Les séances du Comité Exécutif font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Secrétaire du Comité. Elles se déroulent selon un ordre du jour qui couvre l'ensemble des activités de la Banque.

Chaque Département de la Banque est placé sous l'autorité d'un membre du Comité Exécutif. À l'issue de séances hebdomadaires, ce dernier informe ses collaborateurs des événements importants survenus dans son secteur de responsabilité.

Les membres du Comité Exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement, trimestriellement ou semestriellement un certain nombre de documents et statistiques établis par les Départements et Services concernés, dont les bouclements avec comparaison budgétaire, la présentation des états financiers des différentes entités du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., le rapport trimestriel sur les risques comprenant les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt et le tableau des fonds propres, ainsi que le rapport semestriel de la Fonction Compliance et la synthèse trimestrielle sur les risques juridiques, compliance et réputationnels. Le Comité Exécutif dispose aussi d'outils de contrôle et de surveillance décrits sous le chiffre 3.7. qu'il s'emploie à perfectionner exercice après exercice.

Pour l'assister dans sa tâche, le Comité Exécutif a notamment créé les Comités suivants: un Comité de Direction Banque Privée, un Comité de Direction Opérationnel, un Comité de Stratégie d'Allocations d'Actifs, un Comité de Conformité, un Comité des Risques, un Comité des Crédits, un Comité Assets & Liability Management, un Comité d'Ouvertures de Comptes et un Comité d'Ethique.

Les séances de ces comités font l'objet de procès-verbaux, dont une copie est remise à chaque membre du Comité Exécutif, ainsi que l'Audit interne.

Le Comité Exécutif peut inviter à ses séances des collaborateurs, des représentants de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

4.1. Membres de la Direction générale

Emmanuel Fiévet

Président, Belge, 1969
Directeur général

Formation

1993 Université Catholique de Louvain- Licence en sciences économiques appliquées

Parcours professionnel

1994-2000 Vice-Président JP Morgan- London, EMEA Region
2000-2005 Managing Director Citigroup - London, EMEA Region
2005-2008 Managing Director UBS Wealth Management, London, UK Domestic
2008-2014 Managing Director Barclays Wealth and Investment Management, London/Geneva, EMEA & UK Markets

Fonctions actuelles

depuis 2014 CEO d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. & Head of International Private Banking
Président du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
depuis 2014 Membre du Comité Exécutif du groupe Edmond de Rothschild

Mandats d'administrateur

depuis 2014 Edmond de Rothschild (UK) Limited
Président du Conseil d'Administration
depuis 2014 Edmond de Rothschild (Israël) Ltd.
Président du Conseil d'Administration
depuis 2014 Edmond de Rothschild Private Equity, Luxembourg
Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015 Edmond de Rothschild (Monaco)
Président du Conseil d'Administration
depuis 2016 Edmond de Rothschild (Europe)
Président du Conseil d'Administration
depuis 2016 Edmond de Rothschild Asset Management (France)
Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2017 Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration

Martin Liebi

Vice-Président, Suisse, 1965
Directeur général adjoint

Formation

1986-1991 Université de Berne, Faculté d'Economie (magna cum laude)

Parcours professionnel

1995-1996 Cadre, Responsable de la Banque de détail, région de Sopraceneri, Credit Suisse
1997-1999 Directeur, Responsable de la Clientèle privée et des Clients PME, Credit Suisse
1999 - 2001 Directeur adjoint, Responsable de la Banque privée, Finter Bank Zurich
2001 - 2003 Membre de la Haute Direction, Responsable de l'agence de Lugano, Lloyds TSB Bank plc
2003 - 2004 Membre de la Haute Direction, Responsable des marchés francophones et italien, Lloyds TSB Bank plc
2004 Membre de la Haute Direction, Responsable Europe, Lloyds TSB Bank plc
2005 - 2008 Membre de la Haute Direction, Responsable Europe et succursales européennes, Lloyds TSB Bank plc
2008 - 2015 Responsable de la Banque privée en Suisse et Responsable de la succursale de Zurich, Schroder & Co. Bank AG
2015-2017 Responsable de la Clientèle privée en Suisse, Notenstein La Roche Private Bank Ltd

Fonctions actuelles

depuis 2017 Directeur général adjoint et Vice-Président du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Sabine Rabald

Membre, Suisse, 1969
Directeur général adjoint
CAO et COO Groupe

Formation

1986-1989 Société de Banque Suisse Genève
Apprentissage de commerce - CFC de Commerce

Parcours professionnel

1990-1995 Société de Banque Suisse, Genève
Gestion des liquidités (1 an)
Back-Office dérivés devises (2 ans) + Middle-Office
Société de Banque Suisse, Zurich
Back-Office dérivés bourse (2 ans)

1995-2014 Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.,
Genève

1995-1997 Collaboratrice Back-Office

1998-2007 Responsable Back-Office et Contrôle

2007-2013 Directeur Contrôle & Compliance

2014 Présidente du Comité Exécutif
Directeur du Département Administration/Contrôle
& Compliance

Fonctions actuelles

depuis 2014 Directeur Général Adjoint, CAO et
membre du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild
(Suisse) S.A.

depuis 2015 COO et membre du Comité Exécutif
du groupe Edmond de Rothschild

Mandats d'administrateur

depuis 2014 Edmond de Rothschild Private Equity S.A.
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2014 Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil S.A.
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2015 Compagnie Benjamin de Rothschild Management
(Luxembourg) S.A.
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2015 Edmond de Rothschild (Europe)
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2015 Edmond de Rothschild (Monaco)
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2016 Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration et du Comité
d'Audit et des Risques

depuis 2016 Finhub SA
Membre du Conseil d'Administration

Yves Aeschlimann

Membre, Suisse, 1967
Directeur
Responsable Juridique et Compliance

Formation

1993 Master en droit, Université de Genève
1996 Brevet d'Avocat au Barreau de Genève

Parcours professionnel

1996-1999 Avocat au barreau de Genève

1999-2000 Tribunal de première instance du Canton de Genève,
Greffier de juridiction

2001-2009 Magistrat au Pouvoir judiciaire du Canton de Genève,
Juge d'instruction

2010-2012 Banque mondiale, Washington DC, Senior Financial
Sector Specialist, Financial Market Integrity

Fonctions actuelles

depuis 2013 Directeur, Responsable Compliance et Juridique
d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et du Groupe
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A, Membre du Comité
Exécutif

depuis 2014 Edmond de Rothschild Holding S.A. Membre du Comité
Exécutif Groupe

Mandat d'administrateur

depuis 2017 Edmond de Rothschild (Israël) Ltd.
Membre du Conseil d'Administration

Cynthia Tobiano

Membre, Française, 1976
Directeur
CFO

Formation

1994-1996	Institut privé de préparation aux examens et concours de l'enseignement supérieur (IPESUP) de Paris
1996-2000	Master in Business Administration, École supérieure des sciences économiques et commerciales de Paris (ESSEC)
1998	Brandeis University, Boston

Parcours professionnel

2000-2003	Goldman Sachs, Londres, Analyste équipe Fusions & Acquisitions
2003-2006	Goldman Sachs, Paris, Associate équipe Fusions & Acquisitions
2006-2011	Goldman Sachs, Londres/Paris, Vice-Président - équipe Fusions & Acquisitions
2011-2013	Edmond de Rothschild (France), Directeur Finance et Développement Membre du Comité de Direction et du Comité Exécutif

Fonctions actuelles

depuis 2013	Directeur Financier du groupe Edmond de Rothschild et d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild Groupe et d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
-------------	---

Mandats d'administrateur

depuis 2012	Edmond de Rothschild Buildings Boulevard Limited (Israël) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2012	Edmond de Rothschild Private Equity S.A. (France) Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2013	Edmond de Rothschild (UK) Limited Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Europe) Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2013	LCFR UK PEP Limited (United Kingdom) (<i>en liquidation</i>) Directeur
depuis 2014	Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA (Suisse) Présidente du Conseil d'Administration
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Membre du Conseil de Surveillance et du Comité d'Audit

Emanuela Bonadiman¹⁾

Membre, Italienne, 1963
Directeur Ressources Humaines

Formation

1982	Diplôme de l'École Internationale de Bruxelles, Belgique
1987	Diplôme de langues modernes- Ell Université de Mons, Belgique
1989	Masters en Sciences politiques- Université de Louvain, Belgique
1998-2015	Spécialisation en réingénierie des processus, gestion du changement, Six Sigma, transformation fonctionnelle des ressources humaines et coaching de cadres

Parcours professionnel

1990-1994	BMW Italie, Italie, Recrutement de cadres et L&D
1994-1996	Bureau de Vérone, chasseur de têtes
1997-2001	Division internationale de TRANE, Directrice des Ressources humaines, nommée Sous-directrice en 1999
2001-2006	American Standard Inc., Sous-directrice des Ressources Humaines de la division Opérations & Distribution
2006-2009	Arrow Electronics Inc.
2006	Sous-directrice des ressources humaines EMEA
2007-2009	Sous-directrice des ressources humaines EMEASA
2009-2010	Levi Strauss & Co Sous-directrice des ressources humaines LSEMMEA
2010-2011	Sous-directrice de la gestion des talents au niveau mondial
2011-2013	Gucci, Sous-directrice des ressources humaines au niveau mondial
2013-2015	Kering, Directrice de la gestion des talents au niveau mondial

Fonctions actuelles

depuis 2015	Directeur Ressources Humaines d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et du groupe Edmond de Rothschild
-------------	--

1) Jusqu'au 7 mars 2018.

Jean-Christophe Pernellet

Membre, Français, 1966

Directeur

Formation

1986	Bachelor, Institut d'Études politiques de Grenoble, France
1987	Institute of European Studies, Université de Hull, Angleterre
1990	Master in Management EDHEC Business School, France
1998	U.S. CPA
2002	Senior Executive Program, Columbia Business School, New York

Parcours professionnel

1990-1993	Deloitte & Touche, Paris
1993-1997	PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse
1997-1999	PricewaterhouseCoopers New York, USA
1999-2010	PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse Associé dès 2001
2005-2010	PricewaterhouseCoopers Associé responsable du bureau de Genève
2010-2012	EFG International AG, Directeur financier Membre du Conseil d'administration, Comités audit et risque de EFG Private Bank Limited - Londres
2012-2013	Directeur financier du groupe Edmond de Rothschild
2014-2015	Responsable de l'Audit interne du groupe Edmond de Rothschild

Fonctions actuelles

depuis 2015	Chief Risk Officer d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et du groupe Edmond de Rothschild Membre du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et du Comité Exécutif du groupe Edmond de Rothschild
-------------	--

Mandats d'administrateur

depuis 2014	Swissquote Bank Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015	Edmond de Rothschild Real Estate SICAV (ERRES) Président du Conseil d'Administration
depuis 2015	Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit et des risques
depuis 2015	Membre du Conseil d'Administration de Swissquote Group Holding ; Président du Comité d'audit et des risques du Groupe
depuis 2015	Conseil de fondation de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild Président

4.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Les membres du Comité Exécutif n'exercent pas d'autres activités ou ne font pas partie de groupements d'intérêt au sens de l'article 4.2. de la DCG de la SIX Exchange Regulation, à l'exception de celles décrites à la section 4.1.

4.3. Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises conformément à l'article 12 al. 1 ch. 1 ORAb

Comme le requiert l'article 12 al. 1 ch. 1 de l'ORAb, les Statuts* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. prévoient un article 23bis al. 3 sur le nombre maximum des mandats externes pouvant être exercés par les membres du Comité Exécutif.

Ainsi, dans les limites autorisées par la réglementation bancaire suisse, les membres du Comité Exécutif peuvent, avec l'accord du Conseil d'Administration, exercer trois mandats au plus dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques tierces. Les mandats exercés pour des entités juridiques sous contrôle commun sont réputés ne constituer qu'un seul mandat pour les besoins de cette disposition.

Il est précisé qu'au sens de la disposition statutaire susvisée, une société n'est pas considérée comme une entité juridique tierce au sens de cette disposition et n'est donc pas prise en compte pour le calcul du nombre maximum de mandats susmentionné, si:

1. elle contrôle la Banque directement, indirectement ou de concert avec des tiers ou est contrôlée par elle ; ou
2. elle n'a pas l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ou dans un registre similaire à l'étranger ;
ou
3. le mandat est exercé à la demande de la Banque ou d'une entité juridique contrôlée par la Banque directement ou indirectement.

4.4. Contrats de management

De tels contrats n'existent pas chez Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

5. Rémunérations, participations et prêts

Conformément à l'ORAb, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie les informations requises sur les rémunérations de son Conseil d'Administration et de son Comité Exécutif dans son Rapport de rémunération (page 121).

6. Droits de participation des actionnaires

6.1. Limitation et représentation des droits de vote

6.1.1 Dispositions statutaires limitant les droits de vote

Les propriétaires d'actions nominatives sont autorisés à exercer leur droit de vote pour autant qu'ils soient inscrits sur le registre des actions (Art. 6 al. 4 et Art. 14 al. 1 des Statuts*). Les alinéas 5 et suivants de l'article 6 des Statuts* mentionnent les motifs de refus de l'inscription au registre des actions par le Conseil d'Administration (voir également chiffre 2.6). Tant que l'approbation nécessaire au transfert des actions nominatives n'est pas donnée par le Conseil d'Administration, les droits sociaux découlant de ces actions restent à l'actionnaire inscrit au registre des actions (Art. 6 al. 9 des Statuts* et Art. 685c al. 2 du Code des obligations).

Les Statuts* ne contiennent pas de dispositions limitant les droits de vote liés aux actions au porteur. Les détenteurs d'actions au porteur sont autorisés à exercer le droit de vote à l'Assemblée générale par la simple production des titres ou de toute autre manière prescrite par le Conseil d'Administration (Art. 14 al. 3 des Statuts*).

6.1.2 Dispositions statutaires limitant les droits de vote des représentants institutionnels

Les Statuts* ne contiennent pas de limitation des droits de vote des représentants institutionnels.

6.1.3 Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Comme mentionné au chiffre 2.6.2, aucune dérogation aux restrictions de transfert des actions nominatives n'a été octroyée durant l'exercice.

6.1.4 Procédure et conditions auxquelles les limitations des droits de vote peuvent être abolies

La procédure et les conditions auxquelles les restrictions de transfert des actions nominatives peuvent être abolies sont mentionnées au chiffre 2.6.4.

6.1.5 Dispositions statutaires concernant la participation à l'Assemblée générale

Un actionnaire détenteur d'actions nominatives ne peut se faire représenter à l'Assemblée générale que par un autre propriétaire d'actions nominatives au bénéfice d'un pouvoir écrit ou par le représentant indépendant (Art. 14 al. 2 des Statuts*).

6.1.6 Octroi d'instructions au représentant indépendant et participation par voie électronique

Les Statuts* ne contiennent pas de règles relatives à l'octroi d'instructions au représentant indépendant ni de dispositions relatives à la participation par voie électronique à l'Assemblée générale.

6.2. Quorums statutaires

L'Assemblée générale est valablement constituée lorsque plus de la moitié des actions est représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée, avec le même ordre du jour (Art. 15, al. 2 des Statuts*). Cette seconde Assemblée ne peut toutefois se tenir qu'après un délai minimum de trente jours et est valablement constituée quel que soit le nombre d'actions représentées, ce qui doit être mentionné dans la convocation (Art. 15, al. 3 des Statuts*).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse: www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

6.3. Convocation de l'Assemblée générale

Les règles relatives à la convocation de l'Assemblée générale sont régies par les articles 11, 12 et 31 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations.

6.4. Inscription à l'ordre du jour

Les règles relatives à l'ordre du jour, ainsi qu'aux délais applicables sont régies par les articles 11 et 12 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations (Art. 699 et suivants CO) :

Article 11 des Statuts*

L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration et, au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.

Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble 10 % au moins du capital-actions peuvent aussi requérir la convocation de l'Assemblée générale.

Des actionnaires qui représentent des actions totalisant une valeur nominale de CHF 1 million peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.

La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.

Article 12 al. 1 et 2 des Statuts*

L'Assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion, selon le mode prévu à l'article 31 pour les publications de la société.

Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation, ainsi que les propositions du Conseil d'Administration et des actionnaires qui ont requis la convocation de l'Assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.

6.5. Inscriptions au registre des actions

Le délai d'inscription des actions nominatives, non cotées, échoit, selon la pratique de la société, le jour de la publication de l'ordre du jour.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse: [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales).

7. Prise de contrôle et mesures de défense

7.1. Obligation de présenter une offre

La Société a inclus à l'article 6 al. 3 des Statuts* une clause selon laquelle un offrant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 135 et 163 de la Loi fédérale du 19 juin 2015 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (Loi sur l'infrastructure des marchés financiers, LIMF).

7.2. Clauses relatives aux prises de contrôle

Aucun membre des organes (Conseil d'Administration, Direction générale) ni autres cadres dirigeants n'est au bénéfice d'accords contractuels spéciaux pour le protéger contre une cession de contrôle de l'émetteur.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse: www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

8. Organe de révision

8.1. Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

8.1.1 Prise d'effet du mandat de révision en cours

Depuis 1982, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, est la société d'audit externe d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève. Elle est chargée de réviser les comptes individuels et consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

8.1.2 Entrée en fonction du réviseur responsable du mandat de révision en cours

Monsieur Beresford Caloia est le réviseur responsable du mandat de révision depuis 2012.

Tel qu'exigé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, le rythme de rotation du réviseur responsable du mandat de révision est de sept ans. Monsieur Beresford Caloia sera ainsi remplacé en 2019.

8.2. Honoraires de révision

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a versé un montant total de CHF 3'267'000.- y compris TVA, au titre d'honoraires de révision au sens de la clause 8.2. de la DCG.

8.3. Honoraires supplémentaires

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a versé un montant total de CHF 1'692'000.- y compris TVA, au titre d'honoraires supplémentaires au sens de la clause 8.3. de la DCG.

8.4. Instruments d'information sur la révision externe

PricewaterhouseCoopers S.A. élabore chaque année un plan d'audit prudentiel et rédige un rapport sur la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés. Le réviseur responsable du mandat de révision discute de ces documents avec le Comité d'Audit et des Risques. Le plan d'audit prudentiel a été présenté au Comité d'Audit et des Risques lors de sa séance du 29 août 2017 et le rapport de planification de l'audit des comptes précités le 5 décembre 2017. Les résultats de l'audit des comptes annuels ont été présentés et discutés au Comité d'Audit et des Risques ainsi qu'au Conseil d'Administration lors de leur séance du mois de mars.

Les auditeurs externes ont accès en tout temps au Comité d'Audit et des Risques, au Comité Exécutif et à l'Audit interne avec qui ils ont des séances de travail régulières.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.A. est annuel. La qualification des auditeurs externes, leurs performances et le montant des honoraires de révision sont évalués annuellement par le Comité d'Audit et des Risques.

9. Politique d'information

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. informe ses actionnaires, les investisseurs potentiels, ses collaborateurs et le public en général, de la manière la plus complète et la plus transparente possible, notamment au travers des rapports annuels, des communiqués de presse, des conférences de presse et des interviews qu'elle accorde à la presse spécialisée et aux analystes financiers, ainsi que lors de l'Assemblée générale de ses actionnaires et sur son site internet: www.edmond-de-rothschild.ch, sous la rubrique « Relations investisseurs »: <http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales>.

La politique et la gestion des risques, ainsi que le calcul des fonds propres consolidés et la publication financière (Pilier 3) sont accessibles sur le site internet sous www.edmond-de-rothschild.ch, sous la rubrique « Relations investisseurs / Informations financières et Pilier 3 »: <http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/publication-du-pilier-3>

Évènements et agenda

7 mars 2018

Annonce des résultats annuels 2017

27 mars 2018

Parution du Rapport annuel 2017

28 mars 2018

Publication de la convocation à l'Assemblée générale des actionnaires et de l'ordre du jour dans la FOSC (publication intégrale), le Temps, l'Agefi, Neue Zürcher Zeitung, Finanz und Wirtschaft (publications résumées)

24 avril 2018

Assemblée générale ordinaire des actionnaires, à Genève (Château de Pregny)

30 août 2018

Publication du rapport semestriel 2018

Contacts

Relations avec les investisseurs

Madame Cynthia Tobiano
Directeur financier

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
T. +41 58 818 91 11
F. +41 58 818 91 91
c.tobiano@edr.com

Relations avec les médias

Stefania Mercuri
Chargée de relations presse

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
T. +41 58 818 98 72
F. +41 58 818 91 91
s.mercuri@edr.com

Relations bourse

Monsieur Yves Aeschlimann
Responsable Juridique & Conformité

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
T. +41 58 818 82 23
F. +41 58 818 91 91
y.aeschlimann@edr.com

Madame Fabienne Thionnet-Chevrier
Avocate

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
T. +41 58 818 90 74
F. +41 58 818 91 91
f.thionnet-chevrier@edr.com

Internet

www.edmond-de-rothschild.ch
sous la rubrique « Relations investisseurs / Informations générales »

Rapport de gestion

40	Chiffres-clés	53	État des Capitaux Propres
41	Rapport du Conseil d'Administration	54	Tableau de financement consolidé
45	Rapport de l'organe de révision	56	Annexe aux comptes consolidés
50	Bilan consolidé	65	Informations relatives au bilan
52	Compte de résultat consolidé		

Chiffres-clés

du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	2017	2016	Variation	Variation %
Compte de résultat consolidé (en milliers de CHF)				
Résultat net des opérations d'intérêts	75'910	52'411	23'499	44,8
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	455'035	444'348	10'687	2,4
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	89'414	101'581	(12'167)	(12,0)
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	(530'424)	(535'030)	4'606	(0,9)
Résultat opérationnel	88'125	59'006	29'119	49,3
Bénéfice du Groupe	76'047	63'321	12'726	20,1
Rentabilité (en %)				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres 1)	6,3	5,3	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	0,5	0,4	-	-
Actions (en CHF)				
Résultat par action au porteur après déduction de la part des intérêts minoritaires	715	588	127	21,6
Résultat par action nominative après déduction de la part des intérêts minoritaires	143	118	25	21,6

	2017	2016	Variation	Variation %
Bilan consolidé (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	1'920'723	736'666	1'184'057	160,7
Créances sur la clientèle	3'349'432	2'795'557	553'875	19,8
Engagements envers les banques	1'048'173	471'349	576'824	122,4
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	13'153'263	14'384'580	(1'231'317)	(8,6)
Fonds propres	1'294'698	1'260'617	34'081	2,7
Total du bilan	16'017'626	16'670'571	(652'945)	(3,9)
Ratio des fonds propres durs (CET1) Bâle III en %	27,8%	25,7%	-	-
Ratio des fonds propres totaux Bâle III en %	27,8%	25,7%	-	-
Ratio de liquidité à court terme (LCR) en %	157,2%	181,8%	-	-
Ratio de levier en %	6,7%	6,3%	-	-
Avoirs administrés (en millions de CHF)				
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	137'448	118'138	19'310	16,3
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>6'827</i>	<i>6'287</i>	<i>540</i>	<i>8,6</i>
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>(2'398)</i>	<i>1'655</i>	<i>(4'053)</i>	<i>-</i>

Effectif du Groupe (nombre de collaborateurs)				
Effectif moyen	1'815	1'821	(6)	(0,3)
- en Suisse	832	818	14	1,7
- à l'étranger	983	1'003	(20)	(2,0)
Effectif à la fin de la période	1'792	1'776	16	0,9
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	1'743	1'731	12	0,7

¹⁾ Y compris le bénéfice net du Groupe après paiement du dividende de la Maison Mère et parts des intérêts minoritaires.

Rapport du Conseil d'Administration

sur les comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
à l'Assemblée générale des Actionnaires du 24 avril 2018

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En 2017, les marchés financiers ont connu une année exceptionnelle et un alignement des planètes rare. Outre la dissipation des incertitudes politiques, la situation économique internationale a été soutenue par des politiques monétaires toujours très accommodantes, et donc des taux d'intérêt bas, et par une politique chinoise volontariste.

Dans ce contexte mouvementé, les avoirs sous gestion consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ont progressé pour atteindre un plus haut historique à CHF 137,4 milliards au 31 décembre 2017, en augmentation de CHF 19,3 milliards (+16%) par rapport au 31 décembre 2016. Cette progression se caractérise par un effet marché / devises favorable de CHF 12,4 milliards (+10,5% des avoirs à fin 2016), ainsi qu'un effet périmètre de 10,3 milliards (+8,7% des avoirs fin 2016), en lien notamment avec l'intégration des activités d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. et de ses filiales à compter du 30 septembre 2017. Enfin, la réorganisation des activités en Asie et le recentrage du groupe sur ses clients et marchés prioritaires ont impacté négativement le niveau des encours de CHF 2,4 milliards.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a engagé un ambitieux plan de transformation qui vise à accélérer sa croissance rentable et renforcer sa solidité. Ce plan s'inscrit dans la stratégie du groupe Edmond de Rothschild, qui vise à être la meilleure des maisons d'investissements et de convictions et qui s'articule autour de plus de focalisation, plus de typicité et plus de convergence:

- Focalisation sur ses marchés prioritaires – sur lesquels le Groupe Edmond de Rothschild est pertinent et dispose d'une taille critique. Ces mesures sont nécessaires pour une croissance rentable et nous permettent de nous focaliser sur les clients et les marchés où nous sommes les plus pertinents.
- « Typicité » en renforçant la performance de ses expertises et de ses convictions d'investissement: une seule House View, des investissements de convictions et porteurs de sens. Les clients viennent trouver chez Edmond de Rothschild des supports et des thèses d'investissements avec une forte valeur ajoutée. Le Groupe a notamment lancé en 2017 plusieurs fonds de Private Equity de niches qui sont un vrai marqueur d'Edmond de Rothschild. Le fonds Edmond de Rothschild Emerging Corporate Bond a aussi été reconnu comme le meilleur fonds suisse et européen dans la catégorie Bond Emerging Markets Global – Corporates par Thomson Reuters Lipper. Nous accélérons nos investissements de conviction dans des secteurs innovants comme le Big Data, les biotechnologies ou les infrastructures. Fidèle à son esprit entrepreneurial, le Groupe diversifie ses investissements à impact avec des fonds dédiés notamment à la dépollution des friches industrielles en Europe, et à l'agroforesterie en Afrique et en Amérique du Sud.

Notre gamme Immobilier s'est renforcée cette année avec l'acquisition de Cording Real Estate S.A. pour atteindre 8,5 milliards de CHF sous gestion. Présent en Angleterre, Allemagne et aux Pays-Bas, cette acquisition permet de renforcer notre expertise existante sur la Suisse, la France et la péninsule ibérique et nous permet ainsi d'offrir à nos clients un accès direct simple ou composé aux marchés européens.

- Faire converger l'ensemble de nos expertises – notamment un Asset Manager de convictions « propriétaire », agile, qui travaille en totale collaboration avec nos banquiers. L'accélération de la collaboration entre ses différents métiers, banque privée, asset management, fund services, private equity et corporate finance, doit permettre d'accroître ses synergies et de générer des solutions d'investissements innovantes pour nos clients institutionnels et privés.

La Banque a annoncé le 8 décembre 2017 la vente à PSP Swiss Property d'un portefeuille immobilier en Suisse pour un montant de CHF 190 millions. Cette cession porte sur un total de neuf biens immobiliers, dont cinq situés dans le quartier financier de Genève, deux à Lugano, un à Lausanne et un à Fribourg, pour une superficie de plus de 15.000 m². Le siège, situé 18 rue de Hesse à Genève, ne fait pas partie de la transaction. Suite au transfert de propriété, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. deviendra le principal locataire long terme des bâtiments cédés. Cette opération a été finalisée en février 2018.

Cette transaction se limite à notre portefeuille de propriétés suisses et n'a pas d'impact sur nos autres sites où le Groupe est uniquement propriétaire des sièges locaux. Cette opération marque un premier pas dans l'atteinte de notre objectif à long terme, qui consiste à réduire l'empreinte de nos implantations afin de maximiser la communication interne et la collaboration, et de renforcer notre culture.

Au 30 septembre 2017, la Banque a acquis la totalité du capital d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. jusque-là détenu à hauteur de 34,68%. Cette opération s'inscrit dans la logique de simplification juridique du groupe Edmond de Rothschild.

En 2017, nous avons mis en place une nouvelle plateforme bancaire pour Edmond de Rothschild (Suisse), clé de voûte de l'évolution de notre modèle opérationnel de banque privée. Après la mise en production d'Avalog en Suisse, la migration se poursuivra par l'extension au Luxembourg, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Espagne, au Portugal, puis à Monaco. Toutes les entités de notre Banque privée internationale vont ainsi fonctionner sur une plateforme commune d'ici à la fin de 2018, avec l'objectif de toujours mieux servir nos clients.

La plateforme internationale affiche, elle aussi, cette année de solides performances.

Monaco

À Monaco, notre filiale Edmond de Rothschild (Monaco) a connu de très bons résultats en 2017. Le dynamisme commercial et le renforcement des équipes ont permis une progression des actifs de plus de 12%, à 8,8 milliards d'euros; les apports nets ont représenté plus de 900 millions d'euros. Elle réalise un bénéfice consolidé de 21 millions d'euros, en hausse de 35% par rapport à l'exercice précédent.

Luxembourg

Edmond de Rothschild (Europe), notre filiale à Luxembourg, poursuit une stratégie de croissance dans ses différents métiers que sont la banque privée, l'asset management et l'administration de fonds communs de placement. Elle poursuit également son développement commercial en banque privée dans ses succursales de Belgique, d'Espagne, ainsi qu'au Portugal.

Au cours de l'exercice 2016, Edmond de Rothschild (Europe) a été cité en relation avec une possible fraude au sein du fonds IMDB. La Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) du Luxembourg a communiqué le 21 juin 2017 à Edmond de Rothschild (Europe) la conclusion de sa procédure administrative. Edmond de Rothschild (Europe) à Luxembourg a fait valoir ses droits, a pris acte de la décision notifiée et s'est acquitté d'une pénalité de 8'985'000 euros, intégralement provisionnée lors de l'exercice précédent, marquant ainsi la fin de cette procédure à laquelle elle a activement participé.

En 2017, l'activité luxembourgeoise est également bien orientée notamment avec la progression de l'activité de nos partenaires asiatiques. Avec des avoirs de la clientèle de fin de période à 62 milliards d'euros, elle réalise un bénéfice consolidé de 33 millions d'euros, en progression de plus de 16%.

Israël

Les résultats présentés ci-après intègrent les activités de banque privée et d'asset management d'Edmond de Rothschild (Israël) Ltd, détenu auparavant par Edmond de Rothschild (France). Ces activités regroupent une cinquantaine de collaborateurs. Avec CHF 2,8 milliards d'encours sous gestion notre plateforme israélienne est présente aussi bien en banque privée qu'en gestion d'actifs.

Royaume-Uni

Notre plateforme londonienne se concentre sur des expertises phares dotées d'une forte « typicité », comme celles de financement d'infrastructures, de fonds de Hedge Funds ou de conseil aux entreprises, pour lesquelles nous sommes reconnus.

Résultats Comptes consolidés

Au 31 décembre 2017, les avoirs de la clientèle atteignent ainsi CHF 137,4 milliards (contre CHF 118,1 milliards fin 2016), un nouveau record historique.

À CHF 659 millions, les revenus consolidés progressent de plus de 2% à périmètre constant (+0,5% hors retraitement de la cession d'Edmond de Rothschild (Bahamas) Ltd.). Ce niveau de revenus traduit la bonne orientation de l'activité de bilan, en lien avec le développement des activités de crédit et des résultats significatifs sur l'activité de change, le succès de nos partenariats notamment en asset management, ainsi que l'environnement de forte volatilité sur les marchés en 2017. La croissance des encours dans ses marchés cœurs a permis au Groupe de contenir l'érosion des marges.

Le résultat net des intérêts est en progression de près de CHF 23 millions par rapport à l'exercice précédent (soit +45%). Cette évolution est à mettre en lien avec l'augmentation des résultats de trésorerie et marge d'intérêts, portée notamment par la hausse des taux sur le USD ainsi que l'augmentation du volume des crédits. De plus, les revenus du portefeuille de compte propre sont en progression.

Le résultat des opérations de commissions et des prestations de service est en progression de 2,4% pour s'établir à CHF 455 millions, comparés à CHF 444 millions en 2016. L'intégration des activités d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. renforce une bonne orientation de cette ligne de revenu porté par la croissance des encours moyens tant en Banque privée qu'en Asset Management et ce en dépit de la baisse des commissions d'asset servicing, en baisse de près de 9%.

Le résultat des opérations de négoce diminue de 12% par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 89 millions, comparés à CHF 102 millions en 2016. Cette évolution est la conséquence d'une moindre volatilité des devises en 2017.

Les autres résultats ordinaires s'inscrivent à CHF 38 millions, en baisse de 33% par rapport à l'exercice précédent, en lien d'une part avec la fin de la mise en équivalence sur le troisième trimestre des activités d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. intégrées globalement depuis cette date, et d'autre part la non-réurrence en 2017 de plus-value sur le portefeuille de compte propre réalisée en 2016.

Le taux de marge brute induit une baisse légère en passant de 56 bps à 53 bps en 2017.

À CHF 530 millions, les charges d'exploitation affichent une réduction de près de CHF 5 millions sur l'année. Cette tendance intègre des frais de personnel en baisse de 4,5%, en lien notamment avec le redimensionnement des activités sur Londres et Hong Kong. Les autres charges d'exploitation sont en progression de 7,2%, conséquence notamment de la mise en place de la nouvelle plateforme opérationnelle.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à CHF 128,4 millions, contre CHF 120,4 millions en 2016 (+6,7% hors retraitement de la cession d'Edmond de Rothschild (Bahamas) Ltd / + 12% à périmètre constant).

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles totalisent CHF 39 millions en ligne avec l'exercice précédent.

Les variations des provisions et autres corrections de valeur et pertes s'élèvent à CHF 1 million, comparées à CHF 23 millions en 2016. Les correctifs de valeurs intègrent principalement des provisions pour risques liées à des dossiers juridiques en cours au niveau d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et d'Edmond de Rothschild (Monaco) et une dissolution de provisions pour garantie des déposants chez Edmond de Rothschild (Europe).

Résultat opérationnel

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat opérationnel de CHF 88 millions, affichant une progression de 49% par rapport à l'exercice précédent (CHF 59 millions).

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 9 millions, dont l'origine est principalement liée aux bénéfices d'une cession immobilière sur Luxembourg et une reprise de provision fiscale devenue sans objet.

Les charges extraordinaires s'élèvent à CHF 2,7 millions, comparées à CHF 3,6 millions en 2016, et intègrent notamment certains coûts juridiques.

La dotation aux réserves pour risques bancaires généraux s'élève à CHF 7,5 millions en 2017, comparés à CHF 7,9 millions en 2016.

Les impôts s'établissent à CHF 26 millions, comparés à CHF 20 millions en 2016.

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat net (avant prise en compte des intérêts minoritaires) de CHF 76 millions, en progression de CHF 13 millions par rapport à 2016 (+20%).

Analyse du bilan

Le total du bilan du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élève à CHF 16 milliards, comparé à CHF 16,7 milliards au 31 décembre 2016.

L'actif circulant, composé des liquidités, des créances sur les banques, des créances résultant d'opérations de financement de titres, des créances sur la clientèle, des créances hypothécaires, ainsi que des opérations de négoce, a diminué de 4,5 % par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre CHF 13,7 milliards.

Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés s'établissent à CHF 108,1 millions, comparées à CHF 216,3 millions en 2016.

Le poste « immobilisations financières » totalise CHF 1'544 millions, comparé à CHF 1'476 millions en 2016, en hausse de 4,6%.

Les comptes de régularisation s'élèvent à CHF 192,3 millions, comparés à CHF 155,2 millions en 2016.

Au passif, les engagements envers les banques et la clientèle s'élèvent à CHF 14,2 milliards, comparés à CHF 14,9 milliards en 2016. Ils représentent 89% du total du bilan.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont en progression de 3,3 % par rapport à l'exercice précédent. Elles s'établissent à CHF 241,3 millions, comparées à CHF 233,7 millions en 2016.

Avant distribution du dividende, les fonds propres du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élèvent à CHF 1,3 milliard. Ils représentent 8 % du total du bilan.

Ratio de fonds propres

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. continue de bénéficier d'un bilan solide et liquide qui, associé à une gestion conservatrice du risque, permet d'afficher un ratio de solvabilité consolidé de 27,8% à fin décembre 2017, largement au-dessus du minimum légal (12%). Ceci reflète un excédent de fonds propres de près de CHF 627 millions.

Perspectives pour l'année 2018

Pour 2018, notre équipe de recherche économique estime que les banques centrales vont rester parties prenantes de la variation du prix des actifs. Si elle prévoit que la croissance américaine devrait être stimulée par l'investissement des entreprises et pourrait prendre le relais de celle de la Chine, la conjoncture européenne devrait être sensible à l'évolution du marché immobilier. Or il s'agit d'une source potentielle d'instabilité, le secteur de la construction expliquant à lui seul plus de 40% de l'accélération de la croissance du PIB de la zone euro. Notre recherche économique pointe par ailleurs la fragilité des moteurs de la croissance mondiale, toujours très dépendants des taux d'intérêt et de phénomènes de rattrapage. Pour susciter des perspectives de croissance durable, nous sommes convaincus de la nécessité d'encourager les politiques d'investissements dans les secteurs d'avenir, notamment l'éducation, pour une diffusion plus rapide des innovations et une amélioration de la productivité.

Nous comptons accélérer le déploiement de notre stratégie et le développement de nos activités. Fort de son actionnariat familial et d'un bilan sain et solide, Edmond de Rothschild demeure animé par la quête de l'excellence, la vision d'un capitalisme responsable, des valeurs humaines, et un engagement à long terme lui permettant de relever les défis de 2018 pour les convertir en opportunités de création de valeur au bénéfice de ses clients.

Le Conseil d'Administration



Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Genève

Rapport sur les comptes consolidés

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et ses filiales (« le Groupe »), comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres, le tableau de financement et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017, y compris un résumé des principaux principes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés (pages 50 à 88) donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques (« PCB ») et sont conformes à la loi suisse.

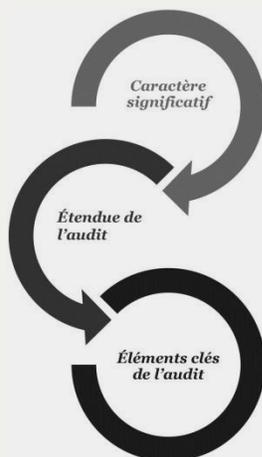
Bases de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi suisse et les Normes d'audit suisses (NAS). Notre responsabilité selon ces dispositions et ces normes est décrite plus en détail dans le paragraphe du présent rapport intitulé « Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des comptes consolidés ».

Nous sommes indépendants du Groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et nous avons rempli nos autres obligations professionnelles dans le respect de ces exigences. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Notre approche d'audit

Vue d'ensemble



- Caractère significatif global : CHF 4'400'000
- Nous avons effectué un audit (« full scope audit ») pour 9 entités du Groupe situées dans 6 pays.
- Notre audit couvre plus de 76.7% du résultat avant impôts et 98.9% du total du bilan.
- Le domaine suivant a été identifié comme élément clé de l'audit :
 - Provisions en relation avec les réclamations clients et les procédures judiciaires et fiscales

PricewaterhouseCoopers SA, avenue Giuseppe-Motta 50, case postale, 1211 Genève 2
Téléphone : +41 58 792 91 00, Téléfax : +41 58 792 91 10, www.pwc.ch

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.



Étendue de l'audit

Nous avons adapté l'étendue de notre audit de manière à effectuer suffisamment de travaux afin d'émettre une opinion d'audit portant sur les comptes consolidés pris dans leur ensemble, compte tenu de la structure du Groupe, des processus et contrôles internes relatifs à l'établissement des comptes consolidés et du secteur d'activité dans lequel le Groupe opère.

Le Groupe détient trois banques situées dans trois pays différents et plusieurs sociétés financières en Suisse et à l'étranger. De ce fait, en tant que réviseur de groupe, nous avons audité la maison-mère et adressé des instructions aux auditeurs locaux pour 8 entités réparties dans 6 pays. Les auditeurs locaux ont procédé aux audits financiers et nous ont reporté le résultat de leurs travaux. Nous nous sommes assuré de la qualité et de l'étendue des travaux effectués par les auditeurs locaux à travers un examen détaillé de leur rapport final à notre attention, d'entretiens avec les auditeurs des entités les plus significatives et la revue des papiers de travail pour les dossiers nécessitant un jugement significatif. Pour les entités non couvertes par des instructions d'audit, nous avons effectué différentes procédures au niveau du Groupe incluant notamment des revues analytiques afin de nous assurer que tout potentiel risque d'erreur significative ait été identifié et adressé. Nous avons contrôlé les écritures de consolidation qui comprennent notamment les ajustements nécessaires pour assurer le passage des normes locales aux règles comptables du Groupe et l'élimination des opérations intra groupe. Nous avons enfin contrôlé que les comptes consolidés respectaient les PCB et la loi suisse.

Caractère significatif

L'étendue de notre audit a été influencée par le caractère significatif appliqué. Notre opinion d'audit a pour but de donner une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs. Elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nous basant sur notre jugement professionnel, nous avons déterminé certains seuils de matérialité quantitatifs, notamment le caractère significatif global applicable aux comptes consolidés pris dans leur ensemble, tel que décrit dans le tableau ci-dessous. Sur la base de ces seuils quantitatifs et la prise en compte de considérations qualitatives, nous avons déterminé l'étendue de notre audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit et évalué les effets d'anomalies, prises individuellement ou collectivement, sur les comptes consolidés pris dans leur ensemble.

*Caractère significatif global pour le CHF 4'400'000
Groupe*

Comment l'avons-nous déterminé ? 5% du résultat opérationnel, arrondi

*Justification du choix de la
grandeur de référence pour la
détermination du caractère
significatif global*

Nous avons choisi le résultat opérationnel (étant le résultat avant impôts, éléments extraordinaires et variation des réserves pour risques bancaires généraux) comme grandeur de référence. Selon notre appréciation, il s'agit de la grandeur de référence communément utilisée pour mesurer la performance du Groupe, et également d'une grandeur de référence dans l'industrie bancaire.

Nous avons convenu avec le Comité d'audit et des risques de lui rapporter les anomalies supérieures à CHF 220'000 que nous avons constatées lors de notre audit, ainsi que toutes les anomalies en dessous de ce montant, mais qui, selon notre jugement, doivent être rapportées pour des raisons qualitatives.



Éléments clés de l'audit au titre de la circulaire 1/2015 de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants pour notre audit des comptes consolidés pour l'exercice sous revue. Nous avons examiné ces éléments dans le cadre de l'audit global du Groupe et les avons pris en compte lors de l'élaboration de notre opinion d'audit; nous ne délivrons pas d'opinion d'audit distincte à leur sujet.

Provisions en relation avec les réclamations clients et les procédures judiciaires et fiscales

<i>Éléments clés de l'audit</i>	<i>Manière dont les éléments clés ont été examinés</i>
<p>Dans le cadre de ses activités, le Groupe fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients et est impliqué dans diverses procédures judiciaires et fiscales. Des provisions couvrant les conséquences financières de ces procédures et les honoraires d'avocats prévisionnels y relatifs sont comptabilisées.</p> <p>L'appréciation de l'issue des procédures engagées ou à venir ainsi que des potentielles sorties de fonds associées et leur importance nécessite un jugement de la part du Groupe pour déterminer le niveau des provisions.</p> <p>Le Groupe a, dans ce cadre, procédé à ses propres analyses internes et obtenu l'avis de conseillers juridiques externes sur les probables développements et implications financières des réclamations et des procédures judiciaires et fiscales. Il a sur, cette base, ajusté le niveau des provisions en considérant les informations connues à la date de l'arrêté des comptes consolidés.</p> <p><i>La situation des provisions pour les risques liées aux réclamations des clients et aux procédures judiciaires et fiscales est présentée à la note 14, page 76 des états financiers.</i></p>	<p>Nous avons évalué l'appréciation du Groupe portant sur l'état et les probables évolutions des réclamations de clients, des procédures judiciaires et fiscales auxquelles le Groupe doit faire face.</p> <p>Nous avons effectué les travaux d'audit spécifiques suivants :</p> <p>Nous avons pris connaissance des procès-verbaux des séances des Conseils d'Administration, des Comités d'Audit et des Risques, des Comités de Direction du Groupe ainsi que de la correspondance avec le régulateur le cas échéant et avons également pris connaissance du registre des plaintes.</p> <ul style="list-style-type: none">- Nous nous sommes entretenus avec la fonction juridique ainsi que la Direction du Groupe au cours de la période, ainsi qu'après la date de clôture des comptes consolidés, afin de comprendre la nature des réclamations et procédures judiciaires et fiscales en cours et de valider le dernier statut en date et les implications comptables.- Nous avons examiné les analyses effectuées par le Groupe portant sur le niveau des provisions, ainsi que les informations présentées dans les notes aux comptes annuels.- Nous avons discuté ces appréciations avec le Conseil d'administration, le Comité d'audit et des risques et la Direction financière du Groupe ainsi qu'avec la fonction juridique interne du Groupe.- Nous avons examiné si les méthodes utilisées pour l'établissement des estimations comptables ont été appliquées de façon permanente.- Nous avons obtenu une confirmation écrite de la part de conseillers juridiques externes du Groupe portant sur leur appréciation des risques et des potentielles conséquences financières à la date de clôture. Nous les avons contrôlées et comparées aux analyses du Groupe et nous nous sommes entretenus directement avec un de ces conseillers juridiques pour les réclamations et procédures juridiques les plus significatives.



Responsabilité du Conseil d'administration pour les comptes consolidés

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques et qui sont conformes à la loi suisse. Le Conseil d'administration est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement des comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du Groupe à poursuivre ses activités et d'établir les comptes consolidés sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des comptes consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé en conformité avec la loi suisse dans le respect des NAS permettrait toujours de détecter une anomalie qui pourrait exister. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se basant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit en conformité avec la loi suisse et les NAS, nous exerçons notre jugement professionnel et nous faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Nous identifions et nous évaluons les risques d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, nous planifions et mettons en œuvre des mesures d'audit en réponse à ces risques, et nous réunissons les éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, des déclarations volontairement erronées faites à l'auditeur ou le contournement de contrôles internes.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations fournies les concernant.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de planifier des mesures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne du Groupe.
- Nous évaluons si l'établissement du bilan par le Conseil d'administration selon le principe de la continuité de l'exploitation est adéquat et si, sur la base des éléments probants recueillis, des incertitudes significatives existent en rapport avec des événements ou des faits, qui pourraient jeter un doute considérable sur les capacités du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion qu'il existe une incertitude significative, nous sommes dans l'obligation d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations correspondantes dans l'annexe aux comptes consolidés ou, si les informations qu'elle contient sont inappropriées, de rendre une opinion d'audit avec réserve ou défavorable. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou faits futurs peuvent toutefois conduire à l'abandon par la société de la continuité de l'exploitation.
- Nous recueillons des éléments probants suffisants et adéquats sur les informations financières des entités et sur les activités au sein du Groupe, afin de délivrer notre opinion d'audit sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe. Nous avons la responsabilité exclusive de notre opinion d'audit.



Nous nous entretenons avec le Conseil d'administration ou avec le Comité d'audit et des risques, notamment sur l'étendue planifiée et sur le calendrier de l'audit, ainsi que sur les constatations d'audit significatives, y compris les éventuelles faiblesses significatives de contrôle interne constatées lors de notre audit.

Nous remettons au Conseil d'administration ou au Comité d'audit et des risques, une déclaration, dans laquelle nous confirmons que nous avons respecté les exigences d'indépendance pertinentes, et nous nous entretenons avec eux sur toutes les relations et autres éléments qui pourraient raisonnablement apparaître comme portant atteinte à notre indépendance, ainsi que sur les mesures de sauvegarde prises le cas échéant dans ce contexte.

À partir des éléments sur lesquels nous nous sommes entretenus avec le Conseil d'administration ou avec le Comité d'audit et des risques, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants dans l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent ainsi des éléments clés de l'audit. Nous décrivons ces éléments dans notre rapport, sauf si la loi ou d'autres dispositions réglementaires en interdisent la publication. Dans des cas extrêmement rares, nous pouvons parvenir à la conclusion de ne pas communiquer un tel élément dans notre rapport, car il serait raisonnablement possible de s'attendre à ce que les conséquences négatives qui en résulteraient excèderaient les avantages d'une telle communication pour l'intérêt public.

Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA

Beresford Caloia
Expert-réviseur
Réviseur responsable

Alain Lattafi
Expert-réviseur

Genève, le 26 mars 2018

Bilan

consolidé au 31 décembre 2017 (en milliers de CHF)

	Notes	2017	2016	Variation	Variation %
Actifs					
Liquidités	18	7'284'055	7'554'738	(270'683)	(3,6)
Créances sur les banques	18	1'920'723	736'666	1'184'057	160,7
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1,18	820'341	3'040'006	(2'219'665)	(73,0)
Créances sur la clientèle	2,18	3'349'432	2'795'557	553'875	19,8
Créances hypothécaires	2,18	353'765	252'936	100'829	39,9
Opérations de négoce	3,18	13'956	2'539	11'417	449,7
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4,18	108'159	216'303	(108'144)	(50,0)
Immobilisations financières	5,18	1'543'922	1'476'055	67'867	4,6
Comptes de régularisation		192'340	155'191	37'149	23,9
Participations non consolidées	6,7	77'220	126'764	(49'544)	(39,1)
Immobilisations corporelles	8	258'143	231'350	26'793	11,6
Valeurs immatérielles	9	45'471	43'567	1'904	4,4
Autres actifs	10	50'099	38'899	11'200	28,8
Total des actifs	11,19,20,22	16'017'626	16'670'571	(652'945)	(3,9)
Total des créances subordonnées		12'391	-	12'391	-
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

Bilan

consolidé au 31 décembre 2017 (en milliers de CHF)

	Notes	2017	2016	Variation	Variation %
Passifs					
Engagements envers les banques	18	1'048'173	471'349	576'824	122,4
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	18	13'153'263	14'384'580	(1'231'317)	(8,6)
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4,18	145'642	208'506	(62'864)	(30,1)
Comptes de régularisation		265'660	214'159	51'501	24,0
Autres passifs	10	65'591	66'311	(720)	(1,1)
Provisions	14	44'599	65'049	(20'450)	(31,4)
Réserves pour risques bancaires généraux		241'340	233'653	7'687	3,3
Capital social	15	45'000	45'000	-	-
Réserve issue du capital		95'695	91'566	4'129	4,5
Réserve issue du bénéfice		946'573	971'364	(24'791)	(2,6)
Réserve de change		(115'057)	(137'398)	22'341	(16,3)
Propres parts du capital		(39'008)	(44'392)	5'384	(12,1)
Intérêts minoritaires au capital propre		44'108	37'503	6'605	17,6
Bénéfice consolidé		76'047	63'321	12'726	20,1
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		13'043	11'598	1'445	12,5
Total des fonds propres		1'294'698	1'260'617	34'081	2,7
Total des passifs	19,22	16'017'626	16'670'571	(652'945)	(3,9)
Total des engagements subordonnés		-	-	-	-
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-
Opérations hors bilan					
Engagements conditionnels	2,23	218'391	223'078	(4'687)	(2,1)
Engagements irrévocables	2	124'132	101'439	22'693	22,4
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		123'881	55'484	68'397	123,3

Compte de résultat

de l'exercice consolidé au 31 décembre 2017 (en milliers de CHF)

	Notes	2017	2016	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes		77'597	45'321	32'276	71,2
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		12	24	(12)	(50,0)
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		12'128	8'974	3'154	35,1
Charges d'intérêts		(13'794)	(1'870)	(11'924)	637,6
Résultat brut des opérations d'intérêts		75'943	52'449	23'494	44,8
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		(33)	(38)	5	(13,2)
Résultat net des opérations d'intérêts		75'910	52'411	23'499	44,8
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		641'178	622'618	18'560	3,0
Produit des commissions sur les opérations de crédit		1'451	2'106	(655)	(31,1)
Produit des commissions sur les autres prestations de service		11'338	16'858	(5'520)	(32,7)
Charges de commissions		(198'932)	(197'234)	(1'698)	0,9
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		455'035	444'348	10'687	2,4
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	27	89'414	101'581	(12'167)	(12,0)
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		2'205	11'157	(8'952)	(80,2)
Produit des participations		21'701	24'909	(3'208)	(12,9)
<i>dont des participations enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence</i>		<i>13'467</i>	<i>19'489</i>	<i>(6'022)</i>	<i>(30,9)</i>
<i>dont des autres participations non consolidées</i>		<i>8'234</i>	<i>5'420</i>	<i>2'814</i>	<i>51,9</i>
Résultat des immeubles		768	1'235	(467)	(37,8)
Autres produits ordinaires		17'326	21'520	(4'194)	(19,5)
Autres charges ordinaires		(3'556)	(1'766)	(1'790)	101,4
Autres résultats ordinaires		38'444	57'055	(18'611)	(32,6)
Charges de personnel	29	(351'686)	(368'344)	16'658	(4,5)
Autres charges d'exploitation	30	(178'738)	(166'686)	(12'052)	7,2
Charges d'exploitation		(530'424)	(535'030)	4'606	(0,9)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	33	(39'244)	(37'954)	(1'290)	3,4
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	31	(1'010)	(23'405)	22'395	(95,7)
Résultat opérationnel		88'125	59'006	29'119	49,3
Produits extraordinaires	32	9'021	19'870	(10'849)	(54,6)
Charges extraordinaires	32	(2'672)	(3'596)	924	(25,7)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	32	7'521	7'942	(421)	(5,3)
Impôts	35	(25'948)	(19'901)	(6'047)	30,4
Bénéfice consolidé	34	76'047	63'321	12'726	20,1
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		<i>13'043</i>	<i>11'598</i>	<i>1'445</i>	<i>12,5</i>

État des Capitaux Propres

consolidé au 31 décembre 2017 (en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Propres parts du capital	Intérêts minoritaires	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2017	45'000	91'566	971'364	233'653	(137'398)	(44'392)	37'503	63'321	1'260'617
Plan de participation des collaborateurs / inscriptions dans les réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation / réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres apports / injections	-	1'567	-	-	-	-	-	-	1'567
Acquisition de propres parts au capital	-	-	-	-	-	(4'778)	-	-	(4'778)
Aliénation de propres parts au capital	-	-	-	-	-	10'162	-	-	10'162
Bénéfice / (perte) résultant de l'aliénation de propres parts au capital	-	(2'381)	-	-	-	-	-	-	(2'381)
Différences de change	-	-	-	85	26'769	-	5'773	-	32'627
Dividendes	-	-	(67'500)	-	-	-	(4'179)	-	(71'679)
Autres distributions	-	-	51'723	-	-	-	11'598	(63'321)	-
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux, modification du périmètre	-	-	-	7'602	-	-	(1'570)	-	6'032
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves, modification du périmètre	-	4'943	(9'014)	-	(4'428)	-	(5'017)	-	(13'516)
Bénéfice consolidé de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	76'047	76'047
Capitaux propres au 31 décembre 2017	45'000	95'695	946'573	241'340	(115'057)	(39'008)	44'108	76'047	1'294'698

La ligne "dividendes" comprend également les dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires et la ligne "autres distributions" représente l'affectation du résultat avant les distributions de dividendes.

Tableau de financement

consolidé au 31 décembre 2017 (en milliers de CHF)

	2017			2016		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne) :						
Bénéfice consolidé de la période	76'047	-		63'321	-	
Réserves pour risques bancaires généraux	7'687	-		-	11'057	
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	39'211	-		37'954	-	
Provisions et autres corrections de valeurs	-	13'190		-	3'567	
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	-	7'260		26'957	-	
Délimitations actives	-	48'349		12'309	-	
Délimitations passives	50'781	-		-	69'726	
Dividende de l'exercice précédent	-	67'500		-	49'500	
Solde	173'726	136'299	37'427	140'541	133'850	6'691
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres :						
Capital	-	-		-	-	
Ecritures par les réserves	13'278	-		-	6'366	
Modification des propres titres de participation	9'348	4'778		11'797	7'081	
Solde	22'626	4'778	17'848	11'797	13'447	(1'650)
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles :						
Participations non consolidées *	50'674	767		2'465	12'089	
Immeubles	6'488	-		3'984	-	
Autres immobilisations corporelles	21	58'947		1'397	53'589	
Valeurs immatérielles	-	10'425		1'144	41'814	
Différence de change	-	5'408		1'875	-	
Solde	57'183	75'547	(18'364)	10'865	107'492	(96'627)

* comprend en 2017 un effet de périmètre de 38,6 millions suite à l'acquisition de 65,32% d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.

	2017			2016		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds de l'activité bancaire :						
Opérations à moyen et long terme (> 1 an) :						
Engagements envers les banques	85	-		308	-	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	-	8'456		-	10'067	
Créances sur les banques	-	28'055		-	722	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-		-	-	
Créances sur la clientèle	-	60'718		-	33'316	
Créances hypothécaires	-	37'693		-	117'886	
Immobilisations financières	-	27'574		-	475'499	
Opérations à court terme :						
Engagements envers les banques	576'739	-		283'779	-	
Engagements résultant d'opération de financement de titres	-	-		-	-	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	-	1'222'861		-	259'666	
Engagements résultant d'opérations de négoce	-	-		-	-	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	-	62'864		78'765	-	
Créances sur les banques	-	1'156'002		122'399	-	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	2'219'664	-		1'642'370	-	
Créances sur la clientèle	-	493'157		-	317'895	
Créances hypothécaires	-	63'136		-	28'568	
Opération de négoce	-	11'417		2'811	-	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	108'144	-		-	85'867	
Autres instruments financier évalués à la juste valeur	-	-		-	-	
Immobilisations financières	-	40'293		3'175	-	
Solde	2'904'632	3'212'226	(307'594)	2'133'607	1'329'486	804'121
Etat des liquidités :						
Liquidités	270'683	-		-	712'535	
Solde	270'683	-	-	-	712'535	(712'535)
Total des sources et emplois de fonds	3'428'850	3'428'850		2'296'810	2'296'810	

Annexe

aux comptes consolidés

Nom et forme juridique du Groupe

Sociétés du Groupe

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (ci-après « le Groupe ») comprennent les états financiers des banques et des principales sociétés exerçant une activité financière ainsi que les sociétés immobilières dans lesquelles Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ayant son siège à Genève détient directement ou indirectement une participation majoritaire (les sociétés concernées figurent en pages 71 et 72).

L'effectif du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 1'743 collaborateurs, comparés à 1'731 collaborateurs pour l'exercice précédent.

Changements apportés au périmètre de consolidation

Sociétés entrées dans le périmètre durant l'exercice :

- Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil S.A., Meyrin
- Ginkgo Management S.à r.l., Luxembourg
- Ginkgo Management II S.à r.l., Luxembourg
- CTBR Luxembourg, Luxembourg
- Compagnie Benjamin de Rothschild Management (Luxembourg) S.A., Leudelange
- Amethis Finance Luxembourg, Luxembourg
- Amethis Finance S. à r.l., Leudelange
- Amethis Fund II Management S.à r.l. , Leudelange
- Moringa General Partner S.à r.l., Luxembourg
- Moringa Partnership SAS, Paris
- Edmond de Rothschild Private Equity S.A., Leudelange
- General Partner Participations Mauritius, Port Louis
- Edmond de Rothschild Equity Strategies Management III S.à r.l., Leudelange
- TIIC Management S.à r.l., Luxembourg
- Teka Investment S.A., Luxembourg
- Teka Management II Ltd, Iles Caïman
- Teka Management II S. à r.l., Luxembourg
- Holding LRLDEDR S. à r.l., Leudelange
- Privilege Access Management S.à r.l., Luxembourg
- EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF, Luxembourg
- Ginkgo Advisor S.à r.l., Meyrin (49 %)
- Amethis Advisory, Paris (49 %)
- TIIC Advisor SAS, Paris (49 %)
- Amethis Investment Fund Manager S.A., Leudelange (49 %)

Mouvement dans le périmètre durant l'exercice :

- Acquisition de 65,32% d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A., Genève par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

Sociétés sorties du périmètre durant l'exercice :

- L'immobilière Baldauff S.A., Luxembourg
- Priglobal Advisory Limited, Iles Caïman

Processus de liquidation en cours :

- Les Conseillers du Léman Associés S.A. Genève
- Iberian Renewable Energies GP S. à r.l., Luxembourg
- Priadvisory Holding S.A., Genève

Méthode de consolidation

Intégration globale

Les données des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Les actifs et les passifs, de même que les charges et produits, sont intégrés dans leur totalité.

Tous les postes du bilan et du compte de résultat qui découlent de relations d'affaires entre les sociétés consolidées du Groupe sont compensés réciproquement.

Les opérations hors bilan sont également saisies en totalité et compensées lorsqu'elles correspondent à des transactions effectuées entre les sociétés du Groupe.

L'élimination des dividendes se fait par les réserves. La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et les résultats sont indiqués séparément.

Consolidation du capital

La consolidation du capital des banques, des sociétés financières, des sociétés de gestion et des sociétés immobilières du Groupe est établie selon la méthode anglo-saxonne (« purchase method »).

Les écarts actif et passif de première consolidation sont affectés respectivement aux postes « Valeurs immatérielles » et « Produits extraordinaires ».

La position de propres titres de participation est portée en déduction des fonds propres, à concurrence des coûts d'acquisition. Les paiements de dividendes et les résultats des aliénations ultérieures sont directement attribués aux « Réserves issues du capital ».

Participations mises en équivalence

Les principales participations avec un taux de contrôle compris entre 20 et 50 % sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method »); le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

Il s'agit d'A.C.H. Investment Advisors S.A. (38 %), EdR Nikko Cordial (50 %), L.C.H. Investment NV (44 %), Ginkgo Advisor S.à r.l. (49 %), Amethis Advisory SAS (49 %), TIIC Advisor SAS (49 %) et Amethis Investment Fund Manager S.A. (49 %).

Lorsque le processus d'évaluation de l'écart de première mise en équivalence fait ressortir le fait que les coûts de l'acquisition sont supérieurs aux actifs nets, la différence réputée être un « goodwill » est portée à l'actif sous les valeurs immatérielles. À l'inverse, le « badwill » est enregistré sous la rubrique « Produits extraordinaires ».

Les participations mises en équivalence figurent sous « Participations non consolidées ».

La quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est prise en compte sous un poste distinct du compte de résultat consolidé.

Autres participations

Les participations majoritaires de moindre importance ou destinées à être vendues, ainsi que les participations minoritaires sont inscrites au bilan sous la position « Participations non consolidées ».

Sociétés nouvellement acquises

Les sociétés nouvellement acquises sont, en principe, intégrées aux comptes consolidés dans l'année de leur acquisition.

Date de clôture des comptes consolidés

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre, excepté la société Priadvisory Holding S.A. qui clôture au 30 novembre.

Principes de comptabilisation et d'évaluation

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, à son ordonnance et aux prescriptions comptables pour les banques, les négociants en valeurs mobilières et les groupes et conglomérats financiers définies par la circulaire 15/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'aux dispositions relatives à l'établissement des comptes du Règlement de cotation de la Bourse suisse. Les comptes de Groupe donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Groupe.

Modification des principes d'évaluation et de présentation

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les autres immobilisations corporelles se composant du matériel informatique et logiciel informatique sont amortis de façon linéaire (précédemment de façon dégressive) selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 3 et 7 ans qui a généré une réduction de charge d'amortissement de CHF 9,2 millions, en ligne avec l'approche communément utilisée dans l'industrie. Il n'y a pas eu d'autres modifications de principes d'évaluation et de présentation.

Principes généraux d'évaluation

Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement. Il n'est pas fait usage de la disposition transitoire reportant au 1^{er} janvier 2020 au plus tard la mise en œuvre de l'évaluation individuelle applicable aux participations, aux immobilisations corporelles ainsi qu'aux valeurs immatérielles.

Saisie des opérations et inscription au bilan

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon le principe de la date de règlement.

Conversion des comptes annuels en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions, ainsi que de la conversion au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en francs suisses aux taux de change pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes, à l'exception des fonds propres convertis aux cours historiques.

Les comptes de résultat des sociétés du Groupe sont convertis à des cours de change annuels moyens.

Concernant les sociétés étrangères mises en équivalence, les cours pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes sont appliqués aux quotes-parts de leurs capitaux propres exprimées en devises et les quotes-parts du Groupe dans leurs résultats sont converties à des taux de change annuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation et de la mise en équivalence figurent dans les fonds propres sous « Réserves de change ».

Les taux de change utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants:

	2017		2016	
	Cours de clôture	Cours moyen annuel	Cours de clôture	Cours moyen annuel
Principales monnaies				
EUR	1,1702	1,1130	1,0739	1,0903
USD	0,9757	0,9849	1,0188	0,9873
GBP	1,3189	1,2731	1,2543	1,3413

Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

Les liquidités et dépôts auprès des banques centrales sont enregistrés à leur valeur nominale.

Opérations de financement de titres

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions reverse repo sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de première qualité. Le produit des intérêts des opérations de revente et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

Créances sur les banques, créances sur la clientèle et créances hypothécaires

Les créances sur les banques, les comptes courants débiteurs, avances et prêts à terme fixe ainsi que les créances hypothécaires figurent à leur valeur nominale, déduction faite des corrections de valeur commandées par les circonstances.

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs, sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des corrections de valeur individuelles. Les opérations hors bilan tels qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation et une provision serait comptabilisée le cas échéant. Une créance est considérée comme compromise lorsque des indices probants rendent les paiements contractuels futurs dus au titre du capital et / ou des intérêts peu vraisemblables ou, au plus tard, lorsque ces paiements sont en retard depuis plus de 90 jours. Les intérêts échus depuis 90 jours sont dits en souffrance.

Opérations de négoce, engagements résultant des opérations de négoce

Les valeurs négociables sont inscrites à la juste valeur à la date du bilan (valeurs négociées auprès d'une bourse reconnue ou sur un marché représentatif; si ces conditions font défaut, les titres sont alors évalués selon le principe de la valeur la plus basse); les plus ou moins-values sont enregistrées au compte « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives correspondent aux avoirs, respectivement aux engagements de la Banque en cas de conclusion avec d'autres contreparties de contrats de remplacement identiques aux contrats de base. Les variations de valeurs de remplacement positives et négatives figurent dans le compte de résultat sous « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché, soit du prix établi à l'aide de modèles d'évaluation.

Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, principalement dans le cadre de ses activités pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêt et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont, en principe, enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture.

Principes d'une comptabilité de couverture

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes.

Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisies dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée.

Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée.

Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

Immobilisations financières

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon l'« accrual method ». Les agios et disagios correspondants sont délimités sur la durée, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance de l'emprunt.

Les titres de créance qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance et les titres de participation sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse.

Lorsque la valeur de marché des titres cotés est inférieure à la valeur d'acquisition, respectivement à la valeur de l'actif net des sociétés émettrices de titres non cotés, la différence est comptabilisée sous le compte de charge « Autres charges ordinaires ».

Les métaux précieux détenus en contrepartie des engagements clients sous forme de métaux sont évalués à la juste valeur.

Participations non consolidées

Les participations sont évaluées individuellement à la valeur d'acquisition, déduction faite d'éventuels amortissements à caractère de « write-off » destinés à prendre en compte des moins-values permanentes.

Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable et qui sont supérieures au seuil d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition. Les investissements dans des immobilisations corporelles existantes sont activés si la valeur de marché ou d'usage est durablement augmentée ou s'ils entraînent une augmentation notable de la durée de vie.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan, de même que les amortissements supplémentaires non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles » du compte de résultat. Lorsque la raison ayant motivé un amortissement non planifié cesse d'exister, le Groupe procède à une réévaluation.

Les immeubles sont amortis de façon dégressive sur une durée d'utilisation fixée à 66 ans.

Les autres immobilisations corporelles se composant du mobilier, des logiciels, du matériel et de l'équipement (y compris les travaux d'aménagement des immeubles) sont amorties selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 3 et 7 ans.

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes réalisées à la rubrique « Charges extraordinaires ».

Valeurs immatérielles

Goodwill

Si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, évalués selon les principes du Groupe, la différence est considérée comme goodwill acquis et activée. Les différences actives de première consolidation et de mise en équivalence des sociétés intégrées font l'objet d'un amortissement linéaire au maximum sur 10 ans à charge du compte de résultat.

Autres valeurs immatérielles

Les autres valeurs immatérielles acquises sont portées au bilan dès lors qu'il est prévu que ces valeurs procureront des avantages économiques futurs au Groupe pendant plusieurs années. Les autres valeurs immatérielles que le Groupe a lui-même créées ne sont pas portées au bilan. Elles sont évaluées et inscrites au bilan au coût d'acquisition et sont amorties au compte de résultat sur la base de leur valeur résiduelle sur une durée d'utilisation de 5 ans. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

Provisions

En application du principe de prudence, le Groupe constitue des provisions pour tous les risques de pertes reconnaissables. Les provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissoutes et portées au compte de résultat.

Les impôts différés sont pour la plupart liés à des écarts temporaires affectant les réserves pour risques bancaires généraux. Ils sont déterminés sur la base des taux d'impôt moyen prévisibles au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts différés sont comptabilisés au compte de résultat.

Réserves pour risques bancaires généraux

Pour couvrir les risques découlant de l'activité de la banque, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des réserves pour risques bancaires généraux.

Ces réserves sont intégrées dans les fonds propres consolidés.

Impôts

Les impôts courants sur le bénéfice et le capital sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés.

Les impôts latents, résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs, sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique « provisions » au passif du bilan.

Propres titres de créance et de participation

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. Le Groupe ne fait pas d'évaluation subséquente.

Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve issue du capital » et le Groupe réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

Engagement de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne

assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Le Groupe examine chaque année s'il existe, de son point de vue, des avantages économiques ou des engagements économiques vis-à-vis des divers plans de prévoyance en faveur des collaborateurs du Groupe. La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée comme frais de personnel dans le compte de résultat.

L'examen annuel est effectué sur la base des contrats, des comptes annuels (dont la date de clôture ne remonte pas à plus de douze mois) établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26 pour les institutions de prévoyance suisses et d'éventuels autres calculs.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations).

Plan de participation des collaborateurs

Pour les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs, un plan de participation des collaborateurs a été mis en place. Les bénéficiaires des plans se verront attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération étant fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels, la dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

D'autres informations sur les plans de participation des collaborateurs sont disponibles dans le rapport de rémunération.

Opérations hors bilan

Les opérations hors bilan sont présentées à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, des provisions au passif du bilan sont constituées.

Traitement des intérêts en souffrance

Une créance est considérée comme en souffrance lorsque des indices probants rendent les paiements contractuels futurs dus au titre du capital et / ou des intérêts peu vraisemblables ou, au plus tard, lorsque ces paiements sont en retard depuis plus de 90 jours. Les intérêts échus depuis 90 jours sont dits en souffrance.

Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement sous la rubrique « variations des corrections de valeur pour risque de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Gestion des risques

Politique des risques

La Banque Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (ci-après « la Banque »), ainsi que ses filiales en Suisse et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») sont principalement actives dans la gestion de patrimoine pour une clientèle privée et dans l'asset management. Les activités du Groupe s'élargissent également à l'administration de véhicules de placements collectifs de capitaux et au conseil en matière d'investissement. En sa qualité de maison mère, la Banque assume la responsabilité de la surveillance en matière de contrôle et gestion des risques sur l'ensemble des entités du Groupe.

Une politique des risques commune établie par la Banque et approuvée par le Conseil d'Administration détermine les principes généraux auxquels les entités du Groupe sont soumises. Dans ce contexte, et dans le cadre des réglementations locales, chaque filiale met en place sa propre structure visant à identifier, limiter et contrôler les risques auxquels elle est exposée.

Le dispositif de surveillance et l'organisation de contrôle mis en place bénéficient de ressources importantes tant du point de vue humain que technique et sont constamment adaptés à l'évolution réglementaire et à l'exigence des activités du Groupe.

Le dispositif de la gestion des risques de la Banque, Maison Mère est organisé comme suit :

- › Le Conseil d'Administration décide des éléments constitutifs de la gestion des risques et de la tolérance aux risques du Groupe en fonction des recommandations faites par Edmond de Rothschild Holding S.A. pour l'ensemble du groupe Edmond de Rothschild ;
- › Le Comité d'Audit et des Risques surveille et évalue le fonctionnement de la gestion des risques. Il exerce un contrôle périodique sur les risques par l'examen des états

préparés à intervalles réguliers ou à la demande par la fonction Risques ;

- › Le Comité Exécutif est responsable de la mise en place de procédures destinées à l'identification, l'évaluation, l'analyse et le contrôle de l'ensemble des risques pris par la Banque et le Groupe. Il veille, avec l'assistance du Comité des Risques, d'une part, à l'application de la politique des risques arrêtée par le Conseil d'Administration et, d'autre part, à ce que toutes les informations importantes sur la situation de risques de la Banque / Groupe soient collectées, traitées et notifiées à son organe de haute direction et de surveillance ;
- › Les Responsables de Départements des entités constitutives du Groupe ont la charge d'anticiper, de prévenir et de gérer les principaux événements susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs inhérents à leurs activités et aux processus opérationnels qui les sous-tendent ;
- › Le Chief Risk Officer assure la transposition des principes et des méthodes de gestion des risques dans les processus décisionnels et opérationnels. Il contrôle l'exposition aux risques et surveille le respect des limites y relatives. Il fait rapport sur la situation de risques de la Banque / Groupe. La fonction Risques est exercée auprès des différentes entités du Groupe et rend compte régulièrement de ses activités au Chief Risk Officer de la Banque, Maison Mère du Groupe ;
- › La Banque et ses filiales sont un sous-groupe d'Edmond de Rothschild Holding S.A. (ci-après « la Holding ») qui est la holding faîtière du groupe Edmond de Rothschild (ci-après « groupe Edmond de Rothschild »). À ce titre, la Holding est soumise à la surveillance de la FINMA sur une base consolidée. Afin de satisfaire aux exigences de l'Autorité de surveillance en matière de gestion et contrôle des risques du groupe Edmond de Rothschild, une filière Risques a été constituée regroupant l'ensemble des responsables risques des entités du groupe Edmond de Rothschild et reportant au Group Chief Risk Officer. Une charte de fonctionnement de cette filière a été établie fixant certains principes directeurs, dont notamment la mission, les tâches et responsabilités, l'organisation ainsi que le processus de reporting régulier et ad hoc. Des échanges et une collaboration importante entre tous les acteurs de la filière animent celle-ci.

Risques de liquidité et de taux d'intérêt

Le **risque de liquidité** correspond au risque que le Groupe ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins en flux de trésorerie et en sûretés, présents et futurs, attendus et inattendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière. Le **risque de taux d'intérêt** réside dans la vulnérabilité de la fortune ou de la marge d'intérêt nette du Groupe à une évolution défavorable des taux d'intérêt du marché.

La Banque et ses filiales adoptent une attitude prudente dans la gestion de leur trésorerie tant du point de vue qualitatif – choix des contreparties – que dans la durée des dépôts qu'elles effectuent en privilégiant des flux de liquidités quotidiens et/ou à court terme. Elles privilégient le respect de leurs engagements vis-à-vis de la clientèle, tant en situation normale que de stress, et recherchent la concordance, tant sur la durée que sur l'échéance, de leurs ressources et de leurs emplois. Par ailleurs, la Banque et le Groupe veillent scrupuleusement au respect des ratios légaux actuels en matière de liquidités.

L'évaluation du risque de liquidité et des positions / échéances de taux d'intérêt s'effectuent en fonction de techniques modernes de gestion du bilan et à l'aide d'outils informatiques dédiés. Un Comité décisionnel – ALM (Asset & Liability Management) – définit et veille à la mise en œuvre des règles relatives à la gestion des risques de liquidité, de taux d'intérêt, de change et du portefeuille d'investissement. Il a en outre pour mission d'optimiser la gestion de la trésorerie et d'assurer la gestion structurelle du bilan.

Risque de crédit

Le **risque de crédit** correspond au risque d'insolvabilité de l'une des contreparties financières ou d'un client avec qui les entités du Groupe sont contractuellement liées, notamment en matière de prêts ou de créances découlant d'instruments financiers.

Contreparties bancaires

Les contreparties bancaires avec lesquelles le Groupe collabore font l'objet d'une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies quotidiennement par une structure de contrôle permanente et les limites accordées font l'objet de mises à jour périodiques ou immédiates si la dégradation des conditions financières de certaines d'entre elles l'exige. Afin de minimiser le risque de crédit sur les contreparties bancaires, le Groupe privilégie les opérations de reverse repos et le placement des liquidités auprès des banques centrales. Le système de limites et la surveillance du risque de concentration sur les contreparties bancaires s'étendent à l'ensemble des entités du Groupe.

Clientèle

Les opérations de crédit octroyées à la clientèle concernent essentiellement des avances sur titres à court terme. Accessoirement et à la demande de clients disposant d'actifs déposés auprès du Groupe, les entités peuvent consentir des prêts hypothécaires destinés à financer les résidences principales ou secondaires des débiteurs. Les facilités de crédit consenties sur base du nantissement de titres et autres avoirs font l'objet d'une analyse et d'un suivi réguliers et les taux d'avance fixés sur les actifs nantis sont fixés en fonction de critères rigoureux en termes de liquidité, diversification, couverture géographique et notation. Les compétences en matière d'octroi de crédit sont définies par les Conseils d'Administration.

La surveillance et le contrôle quotidiens de l'exposition au risque de crédit sont effectués par un service spécifique qui en assure également l'administration.

Immobilisations financières

Les entités financières du Groupe peuvent investir une partie de leurs fonds propres et de leurs liquidités dans des parts de fonds de placement du groupe Edmond de Rothschild et des positions sur obligations ou créances assimilables répondant à des critères de notation définis ou d'éligibilité strictes applicables par certaines banques centrales ou bourses reconnues. Ces investissements sont de nature à diversifier les liquidités du Groupe dans des placements à moyen terme et à se procurer également des rendements réguliers. Ces investissements font l'objet de limites spécifiques et le choix des placements est confié à des collaborateurs spécialisés de la Banque ou d'entités sœurs du groupe Edmond de Rothschild. La surveillance des limites et des portefeuilles est du ressort de la fonction Risques qui rend compte aux Comités ALM et des Risques.

Risque de marché

Le **risque de marché** réside dans la vulnérabilité de la situation financière du Groupe à une évolution défavorable des cours du marché, en particulier du prix du sous-jacent et de sa volatilité implicite (devises, titres de participations, métaux précieux et matières premières).

Le Groupe est peu actif en matière de négoce pour propre compte de valeurs mobilières. S'agissant du marché des devises et des métaux précieux, il opère essentiellement pour le compte de sa clientèle et ne prend que de faibles positions pour son compte propre. Les limites accordées aux opérateurs sont modestes et les expositions font l'objet d'un suivi quotidien, à l'aide d'outils informatiques, par une fonction indépendante de gestion des risques.

Risque opérationnel

Le **risque opérationnel** correspond à la perte potentielle que le Groupe est susceptible de subir suite à l'inadéquation ou la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes d'information ou d'événements extérieurs.

Par nature, les deux principaux métiers exercés par le Groupe, à savoir la Banque Privée et la Gestion d'Actifs, sont exposés de manière significative aux risques opérationnels. Afin de les contrôler et de les atténuer, le Groupe a défini sa politique de gestion des risques opérationnels. Celle-ci comprend: 1) les structures de la gestion des risques opérationnels, y compris les compétences, les obligations de rendre compte et les lignes de reporting, 2) la définition des instruments d'identification, d'évaluation et de pilotage des risques opérationnels et de leur utilisation, 3) la détermination de la tolérance au risque en fonction des types pertinents de risques opérationnels essentiels, la fixation des valeurs-seuils et/ou des limites y relatives et la définition des stratégies et instruments d'atténuation des risques, 4) l'approche de la Banque destinée à identifier les risques inhérents (les risques avant prise en compte des contrôles) ainsi qu'à fixer et à surveiller les valeurs-seuils et/ou les limites pour les risques résiduels (les risques après prise en compte des contrôles), 5) la définition et instauration de systèmes de production de rapports de risque et d'information du management (MIS) pour les risques opérationnels, 6) la définition d'une classification uniforme des risques opérationnels essentiels afin d'assurer la cohérence au niveau de l'identification des risques, de leur évaluation et de la fixation des objectifs au sein de la gestion des risques opérationnels.

La fonction Risques comprend une cellule dédiée aux risques opérationnels. Destinée à mettre en exergue les améliorations

possibles du dispositif de gestion des risques et du contrôle interne, elle a notamment pour mission:

- › d'élaborer la méthodologie de gestion des risques opérationnels, en fonction notamment des éléments constitutifs de Bâle III, de la soumettre pour validation au Comité des Risques / Comité Exécutif et d'assurer sa mise en place / à jour ;
- › de collecter les incidents opérationnels, de les analyser et d'apprécier les mesures visant à éviter leur survenance à l'avenir.

Cette cellule participe étroitement au dispositif du système de surveillance et de contrôle interne de la Banque et collabore étroitement avec le service de contrôle interne dans l'évaluation des contrôles mis en place, des plans d'actions à entreprendre afin d'atténuer les risques identifiés comme critiques et/ou élevés. L'équipe en place utilise un outil informatique performant dédié et déployé dans le Groupe. En outre, la cellule rend compte périodiquement au Comité des Risques et, lorsque les circonstances l'exigent, au Comité Exécutif.

En fonction de situations de crise retenues par la Banque susceptibles de créer une rupture, totale ou partielle, des processus opérationnels, un plan et une organisation de continuité des activités ont été définis. Propres à la Banque et à ses filiales, l'infrastructure et les moyens techniques / humains déployés visent à permettre aux fonctions critiques de travailler en mode dégradé et de revenir à la normale. Eu égard aux objectifs de continuité arrêtés par la Banque et ses filiales en cas de sinistre ou d'événement majeur, le développement et les tests de leur plan respectif seront poursuivis au cours de l'exercice 2017.

Externalisation d'activités (Outsourcing)

Hormis pour la gestion du système bancaire et de certaines applications périphériques ainsi que l'infrastructure informatique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., pour les fonctions de support de l'activité d'administration de fonds de la banque Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg et certaines activités externalisées au sein du Groupe, la Banque et ses filiales ne font pas appel à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la circulaire FINMA 2018/3 « Outsourcing – Banque et assureurs ».

Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Créances couvertes par hypothèque

Pour les financements de biens immobiliers à usage propre, le Groupe actualise annuellement la valeur des gages fournie par les modèles hédoniques en se basant sur l'évolution d'indices immobiliers régionaux établis par des prestataires externes. Après validation des nouvelles évaluations, le taux d'avance sur gage est mis à jour. Il analyse également les arriérés d'intérêts et le respect du plan d'amortissement. Sur cette base, le Groupe identifie les crédits hypothécaires présentant des risques accrus. Après un examen détaillé, effectué par des spécialistes, ces crédits peuvent faire l'objet d'une demande de sûretés supplémentaires ou d'une correction de valeur pour défaut de couverture.

Crédits couverts par des titres

Les engagements de la clientèle ainsi que la valeur des titres nantis sont vérifiés quotidiennement. Si la valeur de nantissement des sûretés vient à être inférieure au montant du crédit, le Groupe exige soit un remboursement partiel, soit des sûretés supplémentaires. Si l'insuffisance de couverture croît ou s'il existe des conditions de marché exceptionnelles, le Groupe réalise les sûretés.

Crédits sans couverture

Les crédits en blanc sont des dépassements en compte de la clientèle de détail.

Évaluation des sûretés de crédit

Créances couvertes par hypothèque

Les crédits garantis par gage immobilier ne sont jamais octroyés sans une évaluation des sûretés axée sur l'utilisation de l'objet. Les estimateurs internes utilisent pour les biens destinés à l'habitation des modèles d'évaluation hédoniques. Ces évaluations sont rapprochées au prix de transaction effective dans la même localité.

Le Groupe prend comme base de l'octroi des crédits la valeur la plus basse entre l'estimation interne, le prix d'achat et l'éventuelle estimation externe.

Créances couvertes par des titres

Pour les crédits lombards et autres crédits couverts par des titres, seules des sûretés (obligations, actions) facilement négociables sont acceptées. Le Groupe accepte les produits structurés si les investissements font l'objet d'une cotation régulière.

Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Dans le cadre de la gestion de son bilan, la Banque utilise en outre des instruments financiers dérivés pour la couverture des risques de taux d'intérêt, de change et de défaillance. Les opérations de couverture sont évaluées de la même façon que l'opération de base qu'elles couvrent. Le résultat de la couverture est enregistré dans la même rubrique du compte de résultat que celui de l'opération couverte. Dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'a été comptabilisée, le résultat d'évaluation des instruments de couverture est saisi dans le compte de compensation. Le solde net du compte de compensation est présenté soit à la position « Autres actifs » soit à la position « Autres passifs ».

Les transactions de couverture du service de trésorerie, qui n'intervient pas lui-même sur le marché, sont exécutées par le département de négoce. Les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits découlant des transactions internes sont éliminés.

La Banque documente les relations de couverture ainsi que les buts et les stratégies des opérations de couverture lors de la conclusion de ces opérations. La Banque vérifie périodiquement l'effectivité de la relation de couverture. Lorsque cette relation est partiellement ou entièrement inefficace, la fraction inefficace de l'opération est assimilée à une opération de négoce.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

Le Groupe a vendu à PSP Swiss Property un portefeuille immobilier en Suisse pour un montant de CHF 190 millions. Les bâtiments représentent un total de neuf biens immobiliers, dont cinq situés dans le quartier financier de Genève, deux à Lugano, un à Lausanne et un à Fribourg, pour une superficie de plus de 15.000 m². Le siège d'Edmond de Rothschild (Suisse), situé 18 rue de Hesse à Genève, ne fait pas partie de la transaction. Suite au transfert de propriété, en date du 1^{er} février 2018, nous sommes devenus les principaux locataires long-terme des bâtiments cédés. Il en résultera un produit extraordinaire lors de l'exercice 2018.

Aucun autre événement susceptible d'avoir un impact significatif sur le patrimoine, sur la situation financière ainsi que sur les résultats de la Banque n'est intervenu après le 31 décembre 2017.

Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée générale a élu PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

Informations relatives au bilan

En milliers de CHF

2017

2016

	2017	2016
1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)		
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	820'341	3'040'006
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	-	-
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	-	-
<i>La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction</i>	841'323	3'065'024
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>	206'163	147'828
<i>dont titres aliénés</i>	-	-

En milliers de CHF

Nature des couvertures (en milliers de CHF)

	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	Total
2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises				
Couvertures des créances et des opérations hors bilan				
Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Créances sur la clientèle	9'076	3'268'293	80'920	3'358'289
Créances hypothécaires :				
- immeubles d'habitation	335'529	17'760	-	353'289
- immeubles commerciaux	473	3	-	476
Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2017	345'078	3'286'056	80'920	3'712'054
Total 2016	263'574	2'662'137	130'921	3'056'632
Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2017	345'078	3'286'056	72'063	3'703'197
Total 2016	263'574	2'662'137	122'782	3'048'493

Hors bilan

Engagements conditionnels	-	205'188	13'203	218'391
Engagements irrévocables	-	114'124	10'008	124'132
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	68'901	54'980	123'881
Total 2017	-	388'213	78'191	466'404
Total 2016	-	361'934	18'067	380'001

En milliers de CHF

	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeur individuelles
--	--------------	---	-------------	-------------------------------------

Créances compromises

Total 2017	22'980	14'123	8'857	8'857
Total 2016	8'139	-	8'139	8'139

L'augmentation du montant brut des créances compromises provient de plusieurs dossiers présentant des intérêts et/ou des amortissements impayés depuis plus de 90 jours. Cependant, compte tenu des sûretés obtenues par le Groupe, il n'a pas été nécessaire de constituer d'importantes corrections de valeurs supplémentaires.

En milliers de CHF

2017

2016

3 Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

Actif		
Opérations de négoce		
Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire	-	99
<i>dont cotés</i>	-	99
Titres de participation	13'956	2'440
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	-	-
Titres de dette	-	-
Total des actifs	13'956	2'539
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	-	-
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	-	-

En milliers de CHF	Instruments de négoce			Instruments de couverture			
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	
4	Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)						
	Instruments de taux						
	Contrats à terme y compris FRAs	-	-	-	-	-	
	Swaps	1'256	1'715	188'141	1'552	290'959	
	Futures	-	-	-	-	-	
	Options (OTC)	529	497	547'543	-	-	
	Options (négociables)	-	-	-	-	-	
	Devises / métaux précieux						
	Contrats à terme	103'055	139'785	17'556'263	-	-	
	Swaps combinés d'intérêts et de devises	-	-	-	-	-	
	Futures	-	-	-	-	-	
	Options (OTC)	6'086	6'087	1'080'918	-	-	
	Options (négociables)	-	-	-	-	-	
	Titres de participation / indices						
	Contrats à terme	-	-	-	-	-	
	Futures	-	-	-	-	-	
	Options (OTC)	741	741	80'498	-	-	
	Options (négociables)	-	-	-	-	-	
	Dérivés de crédit						
	Crédit default swaps	-	-	-	-	-	
	First-to-default swaps	-	-	-	-	-	
	Autres dérivés de crédit	-	-	-	-	-	
	Autres						
	Contrats à terme	-	-	-	-	-	
	Swaps	-	-	-	-	-	
	Options (OTC)	-	-	-	-	-	
	Options (négociables)	-	-	-	-	-	
	Total avant prise en compte des contrats de netting						
	Total 2017	111'667	148'825	19'453'363	1'552	1'876	290'959
	<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	111'667	148'825	19'453'363	1'552	1'876	290'959
	Total 2016	215'257	205'846	17'689'046	1'046	2'660	237'294
	<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	215'257	205'846	17'689'046	1'046	2'660	237'294

En milliers de CHF

Valeurs de remplacement positives (cumulées) Valeurs de remplacement négatives (cumulées)

Total après prise en compte des contrats de netting		
Total 2017	108'159	145'642
Total 2016	216'303	208'506

Répartition selon les contreparties

En milliers de CHF

Instances centrales de clearing Banques et négociants en valeurs mobilières Autres clients

Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)	-	63'035	45'124
--	----------	---------------	---------------

Les montants des sous-jacents correspondent à la part créancière des achats et des ventes d'instruments dérivés pour compte propre ou pour la clientèle (volume des contrats).

En milliers de CHF

2017 2016 2017 2016
Valeur comptable Juste valeur

5 Répartition des immobilisations financières

Titres de créance	964'798	974'083	971'235	984'367
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	<i>898'945</i>	<i>886'591</i>	<i>903'886</i>	<i>894'598</i>
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)</i>	<i>65'853</i>	<i>87'493</i>	<i>67'349</i>	<i>89'769</i>
Titres de participation	141'899	53'013	159'690	59'385
<i>dont participations qualifiées (au minimum 10% du capital ou des voix)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Métaux précieux	437'225	448'959	437'225	448'959
Immeubles	-	-	-	-
Total	1'543'922	1'476'055	1'568'150	1'492'711
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	<i>92'549</i>	<i>195'879</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

En milliers de CHF

De AAA à AA- De A+ à A- De BBB+ à BBB- De BB+ à B- Inférieur à B- Sans notation

Répartition des contreparties selon la notation

Valeur comptable des titres de créance	264'493	231'904	352'526	80'012	8'254	27'609
--	---------	---------	---------	--------	-------	--------

Le Groupe utilise les notes de 3 agences (Standard & Poor's, Moody's et Fitch). Les ratings sont exprimés selon la grille de notation de Standard & Poor's.

En milliers de CHF	Valeurs d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2017	Variations de change	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Corrections de valeur	Valeur comptable au 31 décembre 2017	Valeur de marché
6 Présentation des participations									
Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	39'080	-	39'080	(7)	638	(38'540)	-	1'171	-
- avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sans valeur boursière	39'080	-	39'080	(7)	638	(38'540)	-	1'171	-
Autres participations *	88'978	(1'294)	87'684	337	129	(12'134)	33	76'049	-
- avec valeur boursière	48'134	-	48'134	-	-	-	-	48'134	137'481
- sans valeur boursière	40'844	(1'294)	39'550	337	129	(12'134)	33	27'915	-
Total des participations	128'058	(1'294)	126'764	330	767	(50'674)	33	77'220	-

* Sous désinvestissements : un titre pour une valeur de CHF 12,1 millions a été reclassé sous immobilisations financières.

Sociétés inscrites au bilan selon la méthode de la mise en équivalence :

- A.C.H. Investment Advisors S.A., Luxembourg, détenue par :
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (28 %),
et Edmond de Rothschild Capital Holdings Ltd, Londres (10 %)
Total du capital-actions USD 154'128
- Edmond de Rothschild Nikko Co Ltd, Tokyo, détenue par :
Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg (50 %)
Total du capital-actions JPY 100'000'000
- L.C.H. Investment NV, Antilles Néerlandaises, détenue par :
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (43,5 %),
et Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited, Londres (0,5 %)
Total du capital-actions USD 2'000
- Ginkgo Advisor S.à r.l., Meyrin, détenue par :
Companie Benjamin de Rothschild Management (Luxembourg) S.A., Leudelange (49 %),
Total du capital-actions CHF 20'000
- Amethis Advisory, Paris, détenue par :
Companie Benjamin de Rothschild Management (Luxembourg) S.A., Leudelange (49 %),
Total du capital-actions EUR 4'000
- TIIC Advisor SAS, Paris, détenue par :
Edmond de Rothschild Private Equity S.A., Leudelange (49 %),
Total du capital-actions EUR 10'000
- Amethis Investment Fund Manager S.A., Leudelange, détenue par :
Edmond de Rothschild Private Equity S.A., Leudelange (49 %),
Total du capital-actions EUR 275'000

Le détail des participations se trouve sous la note 7.

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détention	Détention
		2017	2016	2017	2016	2017	2016	directe	indirecte
		(milliers de CHF)		(en %)		(en %)		(en %)	(en %)
Suisse - par intégration globale									
Maison Mère									
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève	CHF	45'000	45'000	100	100	100	100	-	-
Sociétés de services									
Privaco Family Office S.A., Genève	CHF	2'100	2'100	100	100	100	100	100	-
Les Conseillers du Léman Associés S.A., Genève, en liquidation	CHF	100	100	100	100	100	100	-	100
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A., Genève	CHF	11'534	11'534	100	38	100	38	100	-
Orox Asset Management S.A., Genève	CHF	2'000	2'000	60	60	60	60	60	-
Priadvisory Holding S.A., Genève, en liquidation	CHF	3'120	3'120	100	100	100	100	-	100
Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil S.A., Meyrin	CHF	1'000	-	100	-	100	-	100	-
Etranger - par intégration globale									
Banques									
Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg	EUR	31'500	31'500	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Monaco), Monaco	EUR	12'000	12'000	57	57	57	57	57	-
Sociétés de services et sociétés immobilières									
Copri III S.A., Luxembourg	EUR	747	747	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Family Advisory (Hong Kong) Limited, Hong Kong	HKD	12'675	12'675	100	100	100	100	-	100
L'Immobilière Baldauff S.A., Luxembourg, cédée en 2017	EUR	-	9'821	-	100	-	100	-	-
Sociétés de gestion de portefeuilles									
Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), Luxembourg	EUR	18'238	18'238	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited, Londres	GBP	4'400	4'400	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Client Nominees (UK) Ltd., Londres	GBP	1	1	100	100	100	100	-	100
Ginkgo Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	-	51	-	51	-	-	51
Sociétés financières et sociétés de courtage									
Edmond de Rothschild (UK) Limited, Londres	GBP	10'700	10'700	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Securities (UK) Limited, Londres	GBP	2'000	2'000	100	100	100	80	-	100
Priglobal Advisory Limited, Iles Caïman, liquidé en 2017	EUR	-	0,001	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Representación Uruguay, Montevideo	USD	14	14	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco), Monaco	EUR	150	150	57	57	57	57	-	57
Iberian Renewable Energies GP S. à r.l., Luxembourg, en liquidation	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe), Luxembourg	EUR	125	50	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Gestion (Monaco), Monaco	EUR	150	150	57	57	57	57	-	57
EDRRIT Limited, Londres	GBP	278	278	100	51	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited, Londres	GBP	250	250	100	51	100	72	-	100
Edmond de Rothschild Private Merchant Banking LLP, Londres	GBP	26'188	21'538	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild (Israel) Ltd., Tel-Aviv	ILS	501	501	100	100	100	100	100	-
CTBR Luxembourg, Luxembourg	CHF	14'950	-	99	-	99	-	-	99
Compagnie Benjamin de Rothschild Management (Luxembourg) S.A., Leudelange	EUR	881	-	100	-	100	-	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détention directe	Détention indirecte
		2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2017
		(milliers de CHF)		(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)
Amethis Finance Luxembourg, Luxembourg	EUR	13	-	50	-	50	-	-	50
Moringa General Partner S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	-	100	-	100	-	-	100
Moringa Partnership SAS, Paris	EUR	10	-	100	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild Private Equity S.A., Leudelange	EUR	1'640	-	100	-	100	-	-	100
General Partner Participations Mauritius, Port Louis	EUR	65	-	71	-	73	-	-	73
Edmond de Rothschild Equity Strategies Management III S.à r.l., Leudelange	EUR	13	-	60	-	60	-	-	60
TIIC Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	-	51	-	51	-	-	51
Ginkgo Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	-	51	-	51	-	-	51
Teka Investment SA, Luxembourg	USD	33	-	51	-	51	-	-	51
Teka Management II Ltd, Iles Caïman	USD	-	-	51	-	100	-	-	100
Teka Management II S. à r.l., Luxembourg	USD	13	-	51	-	100	-	-	100
Holding LRLDEDR, S. à r.l. , Leudelange	EUR	12	-	51	-	51	-	-	51
Amethis Finance, S. à r.l., Leudelange	EUR	17	-	48	-	95	-	-	95
Amethis Fund II Management, S.à r.l. , Leudelange	EUR	13	-	48	-	100	-	-	100
Privilege Access Management, S.à r.l. , Luxembourg	EUR	12	-	51	-	51	-	-	51
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF, Luxembourg	EUR	29'443	-	98	-	98	-	-	98

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détention directe	Détention indirecte
		2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2017
		(milliers de CHF)		(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)

Suisse - par mise en équivalence

Sociétés financières

Ginkgo Advisor S.à r.l., Meyrin	CHF	20	-	49	-	49	-	-	49
---------------------------------	-----	----	---	----	---	----	---	---	----

Etranger - par mise en équivalence

Sociétés financières

ACH Investment Advisors S.A., Luxembourg	USD	154	154	38	33	38	38	28	10
Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co. Ltd., Tokyo	JPY	100'000	100'000	50	50	50	50	-	50
L.C.H. Investments N.V., Antilles Néerlandaises	USD	2	2	44	44	44	44	44	1
Amethis Advisory, Paris	EUR	4	-	49	-	49	-	-	49
TIIC Advisor SAS, Paris	EUR	10	-	49	-	49	-	-	49
Amethis Investment Fund Manager, S.A. , Leudelange	EUR	275	-	49	-	49	-	-	49

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détention directe	Détention indirecte
		2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2017
		(milliers de CHF)		(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)
RIT Capital Partners PLC, Londres	GBP	155'351	155'351	1	1	1	1	1	-
Rothschild Holding AG, Zurich	CHF	10'724	10'724	9	9	9	9	9	-
Rothschild & Co, Paris	EUR	154'815	142'274	4	4	5	6	5	-

En milliers de CHF

Valeurs d'acquisition Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence) Valeur comptable au 1er janvier 2017 Variations de change Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation Amortissements Valeur comptable au 31 décembre 2017

8 Présentation des immobilisations corporelles								
Immeubles à l'usage des sociétés du groupe	213'265	(80'911)	132'354	1'242	-	(6'488)	(3'572)	123'536
Autres immeubles	13'200	(5'359)	7'841	-	-	-	(235)	7'606
Software acquis séparément ou développés à l'interne	167'768	(117'970)	49'798	1'521	49'009	-	(15'704)	84'624
Autres immobilisations corporelles	297'382	(256'025)	41'357	2'093	9'938	(21)	(10'990)	42'377
Total des Immobilisations corporelles	691'615	(460'265)	231'350	4'856	58'947	(6'509)	(30'501)	258'143

En milliers de CHF

Valeur d'acquisition Amortissements cumulés Valeur comptable au 1er janvier 2017 Variations de change Modification de périmètre Investissements Désinvestissements Amortissements Valeur comptable au 31 décembre 2017

9 Présentation des valeurs immatérielles									
Goodwill	132'751	(89'635)	43'116	196	-	10'425	-	(8'616)	45'121
Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Licences	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres valeurs immatérielles	87'898	(87'447)	451	26	-	-	-	(127)	350
Total des valeurs immatérielles	220'649	(177'082)	43'567	222	-	10'425	-	(8'743)	45'471

En milliers de CHF	Autres actifs		Autres passifs	
	2017	2016	2017	2016
10 Répartition des autres actifs et autres passifs				
Compte de compensation	324	1'614	-	-
Impôts directs (impôt anticipé, droits de timbre)	14'128	7'014	5'294	6'208
Impôts indirects	1'062	545	478	1'417
Impôts latents actifs	641	3'187	-	-
Garanties, cautions	6'591	7'562	-	-
Compte d'ordres	20'891	16'134	57'334	52'119
Autres	6'462	2'843	2'485	6'567
Total	50'099	38'899	65'591	66'311

En milliers de CHF	2017		2016	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
11 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété				
Actifs nantis / cédés				
Immobilisations financières	5'592	-	19'848	-
Autres actifs	10'571	-	6'591	-
Actifs nantis sous réserve de propriété	-	-	-	-

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
12 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle			
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	47'677	54'913	(13,2)
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	1'115	1'482	(24,8)
Total	48'792	56'395	(13,5)

En nombre d'actions	2017	2016	Variation %
Nombre et type d'instruments de capitaux propres de la Maison mère détenus par les propres institutions de prévoyance professionnelle			
Actions au porteur de CHF 500.-	547	547	-

Cette détention correspond à 0,6% du capital social de la Maison Mère.

13 Situation économique des propres institutions de prévoyance

a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2017, il n'y a pas de réserve de contribution de l'employeur.

En milliers de CHF	2016	2016	2015	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2017	2017	2016
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité	Charges de prévoyance dans les charges de personnel				
b) Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance							
Fonds patronaux / institutions de prévoyance patronales	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance avec excédent	10'466	-	-	-	(19'467)	(19'467)	(18'349)
Plans de prévoyance avec insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Institutions de prévoyance sans actifs propres	(723)	-	-	-	(3'623)	(3'623)	(9'260)
Total	9'743	-	-	-	(23'090)	(23'090)	(27'609)

Indications relatives aux plans de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 101,9% au 31 décembre 2016 (104,8% au 1^{er} janvier 2016).

Pour la fin de l'exercice 2017, la Fondation estime atteindre un taux de couverture supérieur à 100%. Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2017 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 2,5% et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'Administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations), à l'exception d'Edmond de Rothschild Europe (Portugal) et Edmond de Rothschild Europe (Belgique).

En milliers de CHF	Etat à fin 2016	Utilisations conformes au but	Reclassifications	Modifications du périmètre de consolidation	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31 décembre 2017
14 Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations									
Provisions pour impôts latents	18'367	-	-	901	362	-	158	(2'836)	16'952
Provisions pour engagements de prévoyance	1'966	-	-	-	72	-	-	(2'038)	-
Provisions pour risques de défaillance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques d'exploitation	-	-	-	75	-	-	-	-	75
Provisions de restructurations	7'087	(6'252)	-	-	51	-	-	(268)	618
Autres provisions	37'628	(11'000)	185	122	2'294	-	12'683	(14'959)	26'953
Total des provisions	65'049	(17'252)	185	1'098	2'779	-	12'841	(20'101)	44'599
Réserves pour risques bancaires généraux	233'653	-	(185)	13'704	85	-	393	(6'310)	241'340
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	8'139	(40)	-	-	573	58	299	(172)	8'857
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	8'139	(40)	-	-	573	58	299	(172)	8'857
dont corrections de valeur pour les risques latents	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Le Groupe fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients et est impliqué dans diverses procédures judiciaires et fiscales (impôts directs et TVA) entrant dans le cadre de l'exercice de ses activités. Le contexte d'affaires global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, le Groupe constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque le Groupe estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer de manière raisonnable le montant des éventuelles pertes, en raison notamment, du stade préliminaire de celle-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

Au cours de l'exercice 2016, le nom de Edmond de Rothschild (Europe) a été cité en relation avec une possible fraude au sein du fonds IMDB. Sur ce dossier faisant l'objet d'une instruction judiciaire, Edmond de Rothschild (Europe) continue à collaborer pleinement avec les autorités judiciaires dans le respect des lois en vigueur au Luxembourg. De plus, en tant qu'entité régulée, Edmond de Rothschild (Europe) a répondu aux diverses demandes et coopère pleinement avec son autorité de tutelle, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), ainsi qu'avec toutes les autorités de surveillance intervenantes dans la conduite de ces dossiers. Le volet pénal de cette affaire est toujours en cours d'instruction.

À l'issue d'une enquête et d'un contrôle sur place approfondis menés par la CSSF durant l'année 2016, une sanction administrative sous la forme d'une amende d'un montant de EUR 8.985.000 a été prononcée en juin 2017 par la CSSF à l'encontre de la Banque Edmond de Rothschild (Europe). Le montant de cette amende avait été entièrement provisionné dans les comptes annuels de 2016.

La provision de restructuration comprend essentiellement les coûts résiduels de reconfiguration de notre succursale à Hong Kong.

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
15 Capital social			
200'000 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	20'000	-
50'000 actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	25'000	-
Total	45'000	45'000	-

	Prix moyen en milliers de CHF	nombre d'actions
Propres titres de participation en déduction des fonds propres :		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		2'004
- nombre d'actions acquises durant l'exercice	15	311
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice	17	(466)
- nombre de propres actions à la fin de l'exercice		1'849

Les propres parts du capital ont été négociées à la juste valeur durant la période de référence.
La perte résultant de l'aliénation des propres actions de CHF 2,4 millions a été portée au débit de la réserve issue du capital.

16 Droit de participation et options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs bénéficient d'un plan de participation. Les bénéficiaires des plans se voient attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.
La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».
D'autres informations sur les plans de participation des collaborateurs sont disponibles dans le rapport sur les rémunérations.

En milliers de CHF	Créances		Engagements	
	2017	2016	2017	2016
17 Indication des créances et engagements envers les parties liées				
Participants qualifiés	38'802	37'962	86'765	10'205
Sociétés liées	569'968	239'572	61'998	143'632
Total	608'770	277'534	148'763	153'837

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles.

En milliers de CHF	À vue	Dénouable	Echu :				Total
			< 3 mois	3 à 12 mois	12 mois à 5 ans	> 5 ans	
18 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers							
Actif / instruments financiers							
Liquidités	7'284'055	-	-	-	-	-	7'284'055
Créances sur les banques	1'216'575	-	606'250	69'017	24'200	4'681	1'920'723
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	810'584	9'757	-	-	820'341
Créances sur la clientèle	10'988	1'243'815	646'636	1'210'509	220'593	16'891	3'349'432
Créances hypothécaires	1'662	73'714	52'102	22'768	116'733	86'786	353'765
Opérations de négoce	13'956	-	-	-	-	-	13'956
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	108'159	-	-	-	-	-	108'159
Immobilisations financières	591'175	-	57'839	167'781	659'912	67'215	1'543'922
Total 2017	9'226'570	1'317'529	2'173'411	1'479'832	1'021'438	175'573	15'394'353
Total 2016	8'655'456	1'175'882	4'554'279	646'212	1'032'893	10'078	16'074'800
Fonds étrangers / instruments financiers							
Engagements envers les banques	1'036'976	-	6'275	4'527	395	-	1'048'173
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	12'189'715	113'263	740'560	109'725	-	-	13'153'263
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	145'642	-	-	-	-	-	145'642
Total 2017	13'372'333	113'263	746'835	114'252	395	-	14'347'078
Total 2016	14'085'007	38'615	891'248	40'801	8'764	-	15'064'435

En milliers de CHF

	2017			2016		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
19 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile						
Actifs						
Liquidités	2'516'771	4'767'284	7'284'055	3'025'684	4'529'054	7'554'738
Créances sur les banques	984'658	936'065	1'920'723	134'350	602'316	736'666
Créances résultant d'opérations de financement de titres	75'131	745'210	820'341	1'050'781	1'989'225	3'040'006
Créances sur la clientèle	219'123	3'130'309	3'349'432	188'777	2'606'780	2'795'557
Créances hypothécaires	125'407	228'358	353'765	97'867	155'069	252'936
Opérations de négoce	513	13'443	13'956	-	2'539	2'539
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	92'139	16'020	108'159	30'035	186'268	216'303
Immobilisations financières	534'197	1'009'725	1'543'922	545'612	930'443	1'476'055
Comptes de régularisation	63'454	128'886	192'340	46'682	108'509	155'191
Participations non consolidées	24'574	52'646	77'220	63'286	63'478	126'764
Immobilisations corporelles	201'614	56'529	258'143	176'253	55'097	231'350
Valeurs immatérielles	41'796	3'675	45'471	39'282	4'285	43'567
Autres actifs	25'739	24'360	50'099	13'356	25'543	38'899
Total des actifs	4'905'116	11'112'510	16'017'626	5'411'965	11'258'606	16'670'571
Passifs						
Engagements envers les banques	622'780	425'393	1'048'173	26'910	444'439	471'349
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'241'778	11'911'485	13'153'263	1'434'909	12'949'671	14'384'580
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	110'084	35'558	145'642	39'015	169'491	208'506
Comptes de régularisation	110'574	155'086	265'660	79'775	134'384	214'159
Autres passifs	7'537	58'054	65'591	9'978	56'333	66'311
Provisions	18'276	26'323	44'599	18'333	46'716	65'049
Réserves pour risques bancaires généraux	202'041	39'299	241'340	192'429	41'224	233'653
Capital social	45'000	-	45'000	45'000	-	45'000
Réserve issue du capital	92'568	3'127	95'695	90'603	963	91'566
Réserve issue du bénéfice	657'491	289'082	946'573	696'952	274'412	971'364
Réserve de change	(16'642)	(98'415)	(115'057)	(15'964)	(121'434)	(137'398)
Propres parts du capital	(39'008)	-	(39'008)	(44'392)	-	(44'392)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	1'160	42'948	44'108	1'074	36'429	37'503
Bénéfice consolidé	26'710	49'337	76'047	32'273	31'048	63'321
Total des passifs	3'080'349	12'937'277	16'017'626	2'606'895	14'063'676	16'670'571

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue en fonction du domicile du débiteur, du créancier et de l'émetteur de titres et emprunts. En ce qui concerne les créances hypothécaires et les immeubles, le lieu du gage est pris en considération.

En milliers de CHF	2017		2016	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
20 Répartition du total des actifs par pays / groupes de pays (principe du domicile)				
Actifs				
Suisse	4'905'116	30,6	5'411'965	32,5
Autres Europe	10'714'334	67,0	10'000'844	60,0
Amérique du Nord	29'586	0,2	218'518	1,3
Amérique du Sud	23'822	0,1	86'565	0,5
Asie, Australie, Océanie	5'133	-	386'125	2,3
Caraïbes	133'809	0,8	330'059	2,0
Afrique, Moyen-Orient	205'826	1,3	236'495	1,4
Total des actifs	16'017'626	100,0	16'670'571	100,0

En milliers de CHF	2017	
	Expositions nettes à l'étranger	
	Valeur	Part en %
21 Actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)		
Actifs		
1 & 2	9'890'003	97,4
3	15'394	0,2
4	78'818	0,8
5	63'610	0,6
6	26'896	0,3
7	12'407	0,1
sans notation	58'966	0,6
Total	10'146'094	100,0

Le Groupe utilise les notes de l'assurance Suisse contre les risques à l'exportation (SERV).

En milliers de CHF

CHF

EUR

USD

Autres

Total

22 Bilan selon les monnaies les plus importantes**Actifs**

Liquidités	2'515'296	4'768'229	341	189	7'284'055
Créances sur les banques	74'228	341'402	962'800	542'293	1'920'723
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	432'974	387'367	-	820'341
Créances sur la clientèle	181'763	2'345'475	546'227	275'967	3'349'432
Créances hypothécaires	126'302	134'005	31'364	62'094	353'765
Opérations de négoce	9'083	1'991	2'882	-	13'956
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	92'107	16'052	-	-	108'159
Immobilisations financières	201'490	508'809	396'203	437'420	1'543'922
Comptes de régularisation	68'774	105'949	8'342	9'275	192'340
Participations non consolidées	71'384	4'895	200	741	77'220
Immobilisations corporelles	200'214	49'425	50	8'454	258'143
Valeurs immatérielles	41'427	33	-	4'011	45'471
Autres actifs	18'075	26'773	806	4'445	50'099
Total des actifs bilantaires 2017	3'600'143	8'736'012	2'336'582	1'344'889	16'017'626
Prétention à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	3'209'575	4'776'250	8'948'444	1'645'941	18'580'210
Total des actifs 2017	6'809'718	13'512'262	11'285'026	2'990'830	34'597'836
Total des actifs 2016	5'617'757	13'678'282	11'832'146	2'940'242	34'068'427

Passifs

Engagements envers les banques	527'310	97'532	219'139	204'192	1'048'173
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'093'723	6'024'278	4'463'394	1'571'868	13'153'263
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	112'406	33'236	-	-	145'642
Comptes de régularisation	109'552	144'275	307	11'526	265'660
Autres passifs	7'367	55'408	395	2'421	65'591
Provisions	14'795	26'269	-	3'535	44'599
Réserves pour risques bancaires généraux	202'041	39'299	-	-	241'340
Capital social	45'000	-	-	-	45'000
Réserve issue du capital	94'732	963	-	-	95'695
Réserve issue du bénéfice	657'560	304'410	506	(15'903)	946'573
Réserve de change	(15'930)	(91'153)	(302)	(7'672)	(115'057)
Propres parts du capital	(39'008)	-	-	-	(39'008)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	1'387	42'699	22	-	44'108
Bénéfice consolidé	25'319	59'200	(149)	(8'323)	76'047
Total des passifs bilantaires 2017	2'836'254	6'736'416	4'683'312	1'761'644	16'017'626
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	4'083'526	6'607'623	6'608'406	1'280'655	18'580'210
Total des passifs 2017	6'919'780	13'344'039	11'291'718	3'042'299	34'597'836
Position nette par devise	(110'062)	168'223	(6'692)	(51'469)	-
Total des passifs 2016	5'600'766	13'333'337	12'005'884	3'128'440	34'068'427

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
23 Créances et engagements conditionnels			
Engagements de couverture de crédit et similaires	103'944	110'476	(5,9)
Garanties de prestation de garantie et similaires	114'447	112'602	1,6
Total des engagements conditionnels	218'391	223'078	(2,1)
Total des créances éventuelles	-	-	

Concernant les engagements pris pour le compte des organes de la Maison Mère à titre de garantie, voir sous Rapport de rémunération.

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions dans les passifs du bilan le cas échéant.

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
24 Crédits par engagement			
Total	-	-	

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
25 Répartition des opérations fiduciaires			
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	2'889'017	2'606'351	10,8
Placements fiduciaires auprès de sociétés du groupe et sociétés liées	589'533	377'659	56,1
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	32'471	30'821	5,4
Total	3'511'021	3'014'831	16,5

En milliers de CHF

2017

2016

Variation %

26 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution**a) Répartition des avoirs administrés**

Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	31'109'452	14'506'971	114,4
Avoirs sous mandat de gestion	34'848'001	29'866'798	16,7
Autres avoirs administrés	71'491'004	73'763'848	(3,1)
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	137'448'457	118'137'617	16,3
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>6'827'482</i>	<i>6'287'119</i>	<i>8,6</i>

b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés

Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) initiaux	118'137'617	114'844'889	2,9
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>(2'398'337)</i>	<i>1'655'036</i>	<i>-</i>
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	<i>11'378'027</i>	<i>(482'676)</i>	<i>-</i>
<i>+/- autres effets</i>	<i>10'331'150</i>	<i>2'120'368</i>	<i>387,2</i>
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux	137'448'457	118'137'617	16,3

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs gérés par le Groupe, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers), par le Groupe ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par le Groupe. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon la méthode directe, basée sur les transactions individuelles des flux de cash et/ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturées et les dividendes crédités) et les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait. Une partie des apports / retraits résulte également du double comptage pour la part des actifs sous gestion investie en fonds de placement collectifs du Groupe.

Les autres effets comprennent uniquement des effets de changement de périmètre de consolidation dont, en 2017, l'acquisition d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A., et en 2016, l'acquisition d'Edmond de Rothschild (Israel) Ltd, Tel Aviv et les cessions d'Edmond de Rothschild Holding (C.I.) Ltd, Guernsey, d'Edmond de Rothschild (Bahamas), Nassau.

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
27 Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur			
a) Répartition selon les secteurs d'activités			
Opérations de négoce avec les clients privés	58'246	96'350	(39,5)
Opérations de négoce pour compte propre	31'168	5'231	495,8
Total du résultat de négoce	89'414	101'581	(12,0)
b) Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur			
Résultat de négoce provenant des :			
Instruments de taux (y c. les fonds)	(2'077)	24'054	(108,6)
Titres de participation (y c. les fonds)	12'753	14'969	(14,8)
Devises	77'769	61'871	25,7
Matières premières / métaux précieux	297	687	(56,8)
Autres opérations de négoce	672	-	-
Total du résultat de négoce	89'414	101'581	(12,0)
<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	-	-	-

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
28 Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs			

Produit de refinancement dans la rubrique "produit des intérêts et des escomptes"

Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce.

Intérêts négatifs

Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(32'202)	(36'240)	(11,1)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	12'218	9'376	30,3

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
29 Charges de personnel			
Appointements	(285'534)	(294'821)	(3,2)
<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	(58'374)	(59'556)	(2,0)
Prestations sociales :			
<i>dont contributions sociales légales</i>	(30'205)	(31'442)	(3,9)
<i>dont contributions aux institutions de prévoyance du personnel</i>	(23'090)	(27'609)	(16,4)
Autres charges de personnel	(12'857)	(14'472)	(11,2)
Total	(351'686)	(368'344)	(4,5)

Le poste « Appointements » comprend les salaires du personnel fixe et temporaire, les gratifications, les indemnités des administrateurs et les allocations supplémentaires.

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
30 Autres charges d'exploitation			
Coût des locaux	(25'231)	(28'591)	(11,8)
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	(50'585)	(39'418)	28,3
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	(1'115)	(1'022)	9,1
Honoraires de la société d'audit	(4'959)	(5'798)	(14,5)
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	<i>(3'267)</i>	<i>(3'278)</i>	<i>(0,3)</i>
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	<i>(1'692)</i>	<i>(2'520)</i>	<i>(32,9)</i>
Autres charges d'exploitation	(96'848)	(91'857)	5,4
Total	(178'738)	(166'686)	7,2

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
31 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes			
Total	(1'010)	(23'405)	(95,7)

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de provisions pour des risques judiciaires.

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
32 Produits et charges extraordinaires, variations des réserves pour risques bancaires généraux			
Produits extraordinaires	9'021	19'870	(54,6)
Charges extraordinaires	(2'672)	(3'596)	(25,7)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	7'521	7'942	(5,3)

En 2017, les produits extraordinaires résultent de l'aliénation d'un immeuble au Luxembourg pour CHF 5,3 millions, d'un gain de CHF 1,8 million sur la cession d'Edmond de Rothschild (Bahamas) (earn-out) et d'une reprise de charge fiscale devenue sans objet de CHF 1,7 million. Les charges extraordinaires contiennent une moins-value de cession de CHF 1,7 million et des frais de CHF 0,8 million qui sont liés à la cession d'Edmond de Rothschild (Bahamas).

Les produits extraordinaires en 2016 intègrent notamment le bénéfice enregistré sur la cession des activités de Bahamas et une reprise de provision fiscale devenue sans objet. Les charges extraordinaires contiennent une moins-value de cession de la société EdR Holdings C.I. Ltd, Guernsey et des charges fiscales liées à la mise en place de la taxe bancaire en Belgique.

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
33 Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles			
Participations non consolidées	-	(43)	(100,0)
Immobilisations corporelles			
- immeubles	(3'807)	(4'231)	(10,0)
- logiciels acquis séparément ou développés à l'interne	(15'704)	(15'264)	2,9
- mobilier, matériel, équipement	(10'990)	(11'034)	(0,4)
Valeurs immatérielles	(8'743)	(7'382)	18,4
Total	(39'244)	(37'954)	3,4

Les participations non consolidées figurant au coût d'acquisition, seules les moins-values permanentes font l'objet d'amortissements reportés sous cette rubrique.

En milliers de CHF

	2017			2016		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
34 Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation						
Produit des intérêts et des escomptes	21'380	56'217	77'597	14'327	30'994	45'321
Produit des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	8	4	12	24	-	24
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	12'278	(150)	12'128	9'167	(193)	8'974
Charges d'intérêts	4'896	(18'690)	(13'794)	3'902	(5'772)	(1'870)
Résultat net des opérations d'intérêts	38'562	37'381	75'943	27'420	25'029	52'449
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	(50)	17	(33)	(38)	-	(38)
Résultat net des opérations d'intérêts	38'512	37'398	75'910	27'382	25'029	52'411
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	229'163	412'015	641'178	218'940	403'678	622'618
Produit des commissions sur les opérations de crédit	1'224	227	1'451	1'434	672	2'106
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de service	3'416	7'922	11'338	3'743	13'115	16'858
Charges de commissions	(28'226)	(170'706)	(198'932)	(29'294)	(167'940)	(197'234)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	205'577	249'458	455'035	194'823	249'525	444'348
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	63'229	26'185	89'414	64'522	37'059	101'581
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	1'161	1'044	2'205	11'008	149	11'157
Produit des participations	15'369	6'332	21'701	17'311	7'598	24'909
<i>dont des participations prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence</i>	10'222	3'245	13'467	12'486	7'003	19'489
<i>dont des autres participations non consolidées</i>	5'147	3'087	8'234	4'825	595	5'420
Résultat des immeubles	692	76	768	1'190	45	1'235
Autres produits ordinaires	9'169	8'157	17'326	11'511	10'009	21'520
Autres charges ordinaires	(807)	(2'749)	(3'556)	(1'028)	(738)	(1'766)
Autres résultats ordinaires	25'584	12'860	38'444	39'992	17'063	57'055
Charges de personnel	(210'389)	(141'297)	(351'686)	(202'844)	(165'500)	(368'344)
Autres charges d'exploitation	(87'512)	(91'226)	(178'738)	(70'244)	(96'442)	(166'686)
Charges d'exploitation	(297'901)	(232'523)	(530'424)	(273'088)	(261'942)	(535'030)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(21'458)	(17'786)	(39'244)	(20'275)	(17'679)	(37'954)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(2'280)	1'270	(1'010)	(1'205)	(22'200)	(23'405)
Résultat opérationnel	11'263	76'862	88'125	32'151	26'855	59'006
Produits extraordinaires	1'961	7'060	9'021	14'577	5'293	19'870
Charges extraordinaires	(2'667)	(5)	(2'672)	(1'470)	(2'126)	(3'596)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	3'907	3'614	7'521	(4'608)	12'550	7'942
Impôts	(8'318)	(17'630)	(25'948)	(8'377)	(11'524)	(19'901)
Bénéfice consolidé	6'146	69'901	76'047	32'273	31'048	63'321

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue selon le principe du domicile de l'exploitation.

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
35 Présentation des impôts courants et latents			
Impôts courants	(28'626)	(18'504)	54,7
Impôts différés	2'678	(1'397)	(291,7)
Total	(25'948)	(19'901)	30,4
Taux d'imposition moyen	(29,4)%	(33,7)%	(12,7)

Les impôts sur le revenu sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés. Concernant la dotation à la provision pour impôts différés, voir sous la **note 14**.

	2017	2016
36 Résultat par action		
Résultat du Groupe après déduction de la part des intérêts minoritaires (en milliers de CHF)	63'004	51'723
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation		
Actions au porteur (valeur nominale de CHF 500.-)	50'000	50'000
Actions nominatives (valeur nominale de CHF 100.-)	200'000	200'000
Moyenne pondérée du nombre d'actions pour le calcul du résultat par action (à la valeur nominale de CHF 500.-) après déduction de la détention des propres titres	88'151	87'996
Résultat par action au porteur CHF	714,73	587,79
Résultat par action nominative CHF	142,95	117,56

Rapport de gestion

90

Chiffres-clés

91

Rapport du Conseil d'Administration

96

Rapport de l'organe de révision

101

Bilan

103

Compte de résultat

104

État des Capitaux Propres

105

Annexe aux comptes annuels

Chiffres-clés

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

	2017	2016	Variation	Variation %
Compte de résultat (en milliers de CHF)				
Résultat net des opérations d'intérêts	36'955	26'197	10'758	41,1
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	199'561	194'777	4'784	2,5
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	60'808	65'231	(4'423)	(6,8)
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	(287'918)	(286'982)	(936)	0,3
Résultat opérationnel	57'970	70'567	(12'597)	(17,9)
Bénéfice de l'exercice	58'193	144'353	(86'160)	(59,7)
Rentabilité (en %)				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres après répartition	8,1	21,4	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	0,7	1,7	-	-
Actions (en CHF)				
Dividende (en milliers de CHF)	75'150	67'500	-	-
Dividende (en % du capital-actions)	167	150	-	-
Capitalisation boursière (en milliers de CHF)	1'665'000	1'260'000	-	-

	2017	2016	Variation	Variation %
Bilan (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	1'116'683	334'316	782'367	234,0
Créances sur la clientèle	1'375'670	1'246'732	128'938	10,3
Engagements envers les banques	1'235'504	1'059'912	175'592	16,6
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	5'540'766	7'112'498	(1'571'732)	(22,1)
Fonds propres	780'884	790'829	(9'945)	(1,3)
Total du bilan	7'940'117	9'438'179	(1'498'062)	(15,9)
Avoirs administrés (en millions CHF)				
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	45'850	37'272	8'579	23,0
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>4'354</i>	<i>4'401</i>	<i>(47)</i>	<i>(1,1)</i>
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>(3'042)</i>	<i>(4'401)</i>	<i>1'359</i>	<i>(30,9)</i>
Effectif (nombre de collaborateurs)				
Effectif moyen	814	850	(36)	(4,2)
Effectif à la fin de la période	794	830	(36)	(4,3)
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	772	808	(36)	(4,5)

Rapport du Conseil d'Administration

sur les comptes statutaires d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
à l'Assemblée générale ordinaire des Actionnaires du 24 avril 2018

Analyse du bilan

À l'actif, les liquidités s'élèvent à CHF 2,5 milliards, en diminution de 520,0 millions par rapport à 2016.

Les créances sur les banques augmentent de CHF 782,4 millions, pour atteindre CHF 1,1 milliard.

Les créances résultant d'opérations de financement de titres s'élèvent à CHF 387,4 millions, en diminution de CHF 2,0 milliards par rapport à 2016.

Les créances à la clientèle s'élèvent à CHF 1,4 milliard, en augmentation de 10,3 % par rapport à 2016. Elles représentent 17,3 % du total du bilan.

Les opérations de négoce diminuent de CHF 1,1 million, soit de 95,8 % par rapport à l'exercice précédent.

Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés de CHF 119,7 millions sont en baisse de CHF 100,1 millions due à l'évolution de la valeur de remplacement des opérations sur devises.

Les investissements financiers s'élèvent à CHF 1,5 milliard, en augmentation de CHF 32,4 millions par rapport à l'exercice précédent.

Les participations s'élèvent à CHF 303,2 millions, comparés à CHF 223,1 millions en 2016.

Les immobilisations corporelles s'élèvent à CHF 180,9 millions, en augmentation de CHF 23,3 millions.

Au 31 décembre 2017, le total du bilan s'élève à CHF 7,9 milliards, en diminution de CHF 1,5 milliard par rapport à l'exercice précédent. Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. bénéficie d'un bilan particulièrement solide et liquide et peut donc envisager les évolutions futures avec confiance.

Au passif, les engagements envers les banques augmentent de CHF 175,6 millions, pour atteindre CHF 1,2 milliard.

A la fin de l'exercice 2017, le total des avoirs en compte de la clientèle s'élève à CHF 5,5 milliards, comparés à CHF 7,1 milliards en 2016. Il représente 69,8 % du total du bilan.

Les valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés s'élèvent à CHF 134,3 millions, en diminution de 37,8%.

Le poste provisions diminue de CHF 3,5 millions pour s'établir à CHF 162,0 millions.

Les réserves pour risques bancaires généraux augmentent à CHF 43,3 millions.

Après la distribution proposée du bénéfice, les fonds propres s'élèvent à CHF 705,7 millions, soit 8,9 % du total du bilan.

La rentabilité des fonds propres est de 8,1 % en 2017. En appliquant les règles de la BRI (Bâle III), les fonds propres requis s'élèvent à CHF 158,5 millions, tandis que les fonds propres pouvant être pris en compte s'élèvent à CHF 557,7 millions. Le ratio de solvabilité (ratio BRI) s'établit à 28,1 %.

Analyse des résultats

Le bénéfice net de l'année 2017 s'élève à CHF 58,2 millions, en diminution de 59,7 % par rapport à l'année précédente.

Évolution des produits

Le résultat net des opérations d'intérêts s'établit à CHF 37,0 millions, en augmentation de 41,1 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat des opérations de commissions et de prestations de services est en hausse pour s'établir à CHF 199,6 millions, comparés à CHF 194,8 millions en 2016.

Le résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur s'élève à CHF 60,8 millions comparé à CHF 65,2 millions pour l'exercice précédent.

Les autres résultats ordinaires diminuent de 23,9 %, pour atteindre CHF 71,0 millions.

Évolution des charges

Les charges d'exploitation s'élèvent à CHF 287,9 millions, en hausse de 0,3 % par rapport à l'exercice 2016. Les charges de personnel diminuent de 4,1 %. Les autres charges d'exploitation sont en augmentation de 12,5 %.

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs diminuent de CHF 1,3 million par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre CHF 20,2 millions. Les dotations de provisions s'élèvent à CHF 4,9 millions, alors que l'exercice précédent était marqué par une dissolution de provisions de CHF 5,2 millions.

La charge fiscale de l'exercice 2017 est estimée à CHF 6,1 millions, en hausse de 1,5% par rapport à l'exercice précédent.

Approbation des comptes et proposition de répartition

Nous soumettons à votre approbation les comptes de l'exercice 2017, ainsi que notre proposition d'affectation du solde disponible.

Proposition du Conseil d'Administration relative à l'affectation du solde bénéficiaire

Le bénéfice net de l'exercice 2017 s'élève à	CHF	58'192'521
auquel s'ajoute le report de l'exercice précédent	CHF	79'713'292
soit un solde disponible de	CHF	137'905'813

que nous vous proposons d'utiliser de la façon suivante :

Distribution d'un dividende ordinaire de 167 % 200'000 actions nominatives de CHF 100.- nominal CHF 20'000'000.- à 167 %	CHF	33'400'000
50'000 actions au porteur de CHF 500.- nominal CHF 25'000'000.- à 167 %	CHF	41'750'000
Total du dividende ordinaire	CHF	75'150'000
Attribution à la réserve légale issue du bénéfice	CHF	Néant
Attribution aux réserves facultatives issues du bénéfice	CHF	Néant
Report à nouveau	CHF	62'755'813
Total	CHF	137'905'813

Si vous acceptez nos propositions, le coupon n° 31 sera mis en paiement à tous les guichets en Suisse de l'UBS, du Credit Suisse, de Rothschild Bank AG, ainsi que d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., à partir du 30 avril 2018, à raison de CHF 167.- par action nominative de CHF 100.- nominal et de CHF 835.- par action au porteur de CHF 500.- nominal, sous déduction de l'impôt anticipé de 35 %.

Les fonds propres après répartition s'élèveront à CHF 705'732'564.-, représentant 8,9 % du total du bilan.

Nominations statutaires

Compte tenu de l'entrée en vigueur de l'ORAb, l'Assemblée générale élit individuellement les membres du Conseil d'Administration. La durée de leurs fonctions sera d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire qui suit leur élection, conformément à l'article 19bis des Statuts*.

La liste des membres que le Conseil d'Administration proposera à l'élection/réélection figurera dans l'ordre du jour de notre Assemblée générale qui paraîtra dans la FOSC le 28 mars 2018.

Il sera également proposé de renouveler pour l'exercice 2018 le mandat de la société PricewaterhouseCoopers S.A. à Genève en qualité d'Organe de révision.

Perspectives pour l'année 2018

Pour 2018, notre équipe de recherche économique estime que les banques centrales vont rester parties prenantes de la variation du prix des actifs. Si elle prévoit que la croissance américaine devrait être stimulée par l'investissement des entreprises et pourrait prendre le relais de celle de la Chine, la conjoncture européenne devrait être sensible à l'évolution du marché immobilier. Or il s'agit d'une source potentielle d'instabilité, le secteur de la construction expliquant à lui seul plus de 40% de l'accélération de la croissance du PIB de la zone euro. Notre recherche économique pointe par ailleurs la fragilité des moteurs de la croissance mondiale, toujours très dépendants des taux d'intérêt et de phénomènes de rattrapage. Pour susciter des perspectives de croissance durable, nous sommes convaincus de la nécessité d'encourager les politiques d'investissement dans les secteurs d'avenir, notamment l'éducation, pour une diffusion plus rapide des innovations et une amélioration de la productivité.

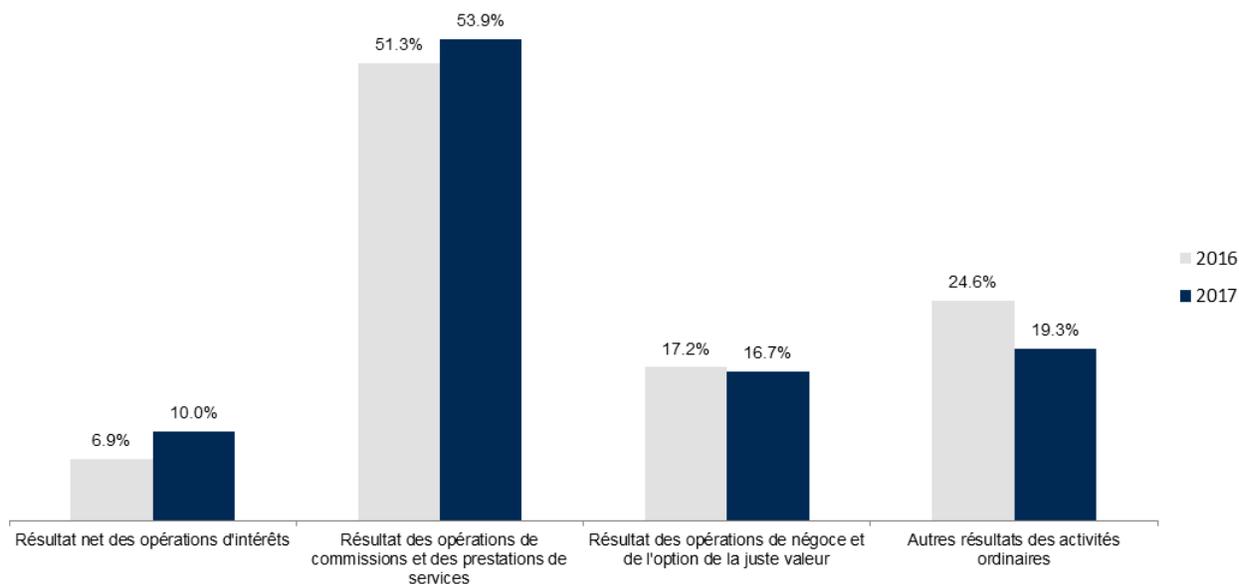
Nous comptons accélérer le déploiement de notre stratégie et le développement de nos activités. Fort de son actionnariat familial et d'un bilan sain et solide, Edmond de Rothschild demeure animé par la quête de l'excellence, la vision d'un capitalisme responsable, des valeurs humaines, et un engagement à long terme lui permettant de relever les défis de 2018 pour les convertir en opportunités de création de valeur au bénéfice de ses clients.

Le Conseil d'Administration

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

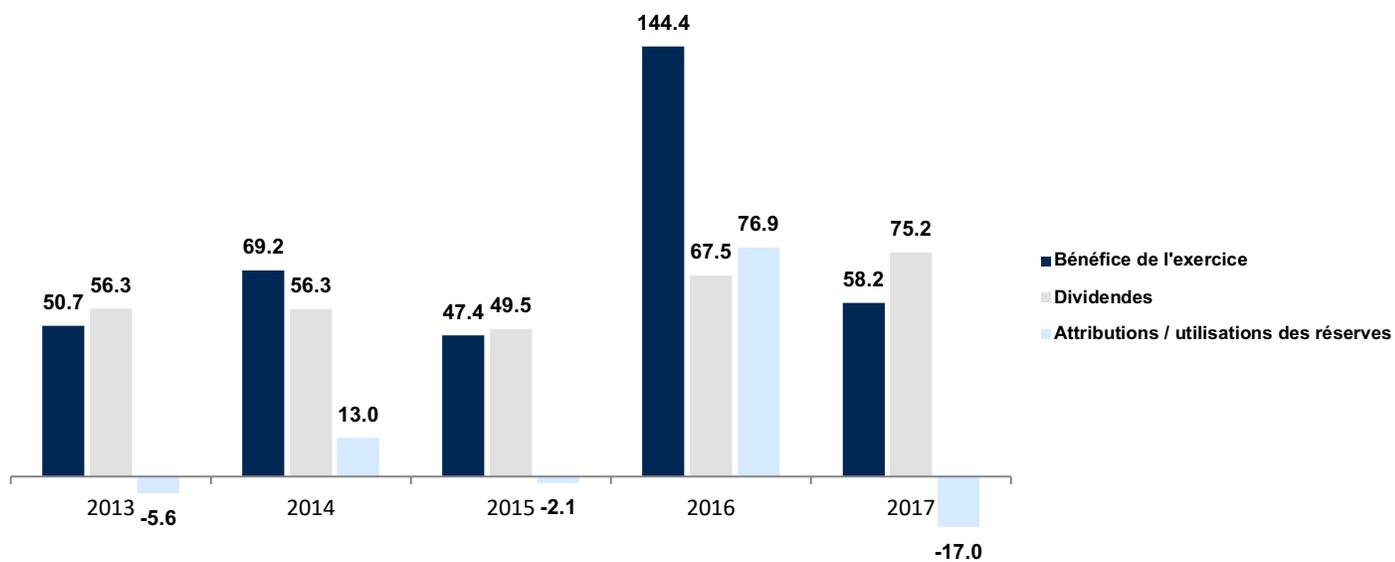
Répartition des produits

(en % du total)



Répartition du bénéfice

(en millions de CHF)



Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Genève

Rapport sur les comptes annuels

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017, y compris un résumé des principaux principes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels (pages 101 à 120) sont conformes à la loi suisse et aux statuts de la société.

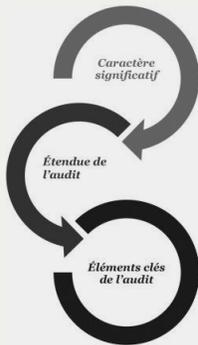
Bases de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi suisse et les Normes d'audit suisses (NAS). Notre responsabilité selon ces dispositions et ces normes est décrite plus en détail dans le paragraphe du présent rapport intitulé « Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des comptes annuels ».

Nous sommes indépendants de la société, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et nous avons rempli nos autres obligations professionnelles dans le respect de ces exigences. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Notre approche d'audit

Vue d'ensemble



- Caractère significatif global : CHF 2'898'000
- Nous avons adapté l'étendue de notre audit de manière à effectuer suffisamment de travaux pour être en mesure d'émettre une opinion d'audit sur les états financiers pris dans leur ensemble, en considérant la structure de la société, les processus et contrôles internes relatifs à l'établissement des états financiers et le secteur d'activité de la société.
- Le domaine suivant a été identifié comme élément clé de l'audit :
 - Provisions en relation avec les réclamations clients et les procédures judiciaires et fiscales

Étendue de l'audit

Nous avons défini notre approche d'audit en déterminant le caractère significatif et en évaluant les risques d'anomalies significatives dans les états financiers. En particulier, nous avons tenu compte des jugements lorsqu'ils ont été effectués, par exemple en relation avec des estimations comptables significatives pour lesquelles des hypothèses doivent être choisies et qui reposent sur des événements futurs qui sont par définition incertains. Comme pour tous nos audits, nous avons également considéré le risque que la direction ait pu contourner des contrôles internes, en tenant compte entre autres de l'éventuelle présence de biais subjectifs qui pourraient représenter un risque d'anomalies significatives provenant de fraudes.

PricewaterhouseCoopers SA, avenue Giuseppe-Motta 50, case postale, 1211 Genève 2
Téléphone : +41 58 792 91 00, Téléfax : +41 58 792 91 10, www.pwc.ch

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.



Caractère significatif

L'étendue de notre audit a été influencée par le caractère significatif appliqué. Notre opinion d'audit a pour but de donner une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs. Elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nous basant sur notre jugement professionnel, nous avons déterminé certains seuils de matérialité quantitatifs, notamment le caractère significatif global applicable aux comptes annuels pris dans leur ensemble, tel que décrit dans le tableau ci-dessous. Sur la base de ces seuils quantitatifs et la prise en compte de considérations qualitatives, nous avons déterminé l'étendue de notre audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit et évalué les effets d'anomalies, prises individuellement ou collectivement, sur les comptes annuels pris dans leur ensemble.

<i>Caractère significatif global</i>	CHF 2'898'000
<i>Comment nous l'avons déterminé</i>	5% du résultat opérationnel, arrondi
<i>Justification du choix de la grandeur de référence pour la détermination du caractère significatif global</i>	Nous avons choisi le résultat opérationnel (étant le résultat avant impôts, éléments extraordinaires et variation des réserves pour risques bancaires généraux) comme grandeur de référence. Selon notre appréciation, il s'agit de la grandeur de référence communément utilisée pour mesurer la performance de la banque et également d'une grandeur de référence dans l'industrie bancaire.

Nous avons convenu avec le Comité d'audit et des risques de lui rapporter les anomalies supérieures à CHF 144'900 que nous avons constatées lors de notre audit, ainsi que toutes les anomalies en dessous de ce montant, mais qui, selon notre jugement, doivent être rapportées pour des raisons qualitatives.

Éléments clés de l'audit au titre de la circulaire 1/2015 de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, ont la plus grande importance pour notre audit des états financiers pour l'exercice sous revue. Nous avons examiné ces éléments dans le cadre de l'audit des états financiers et les avons pris en compte pour l'élaboration de notre opinion d'audit. Cependant, nous ne délivrons pas d'opinion d'audit distincte à leur sujet.

Provisions en relation avec les réclamations clients et les procédures judiciaires et fiscales

<i>Éléments clés de l'audit</i>	<i>Manière dont les éléments clés ont été examinés</i>
Dans le cadre de ses activités, la Banque fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients et est impliquée dans diverses procédures judiciaires et fiscales. Des provisions couvrant les conséquences financières de ces procédures et les honoraires d'avocats prévisionnels y relatifs sont comptabilisées.	Nous avons évalué l'appréciation de la Banque portant sur l'état et les probables évolutions des réclamations de clients, des procédures judiciaires et fiscales auxquelles la Banque doit faire face. Nous avons effectué les travaux d'audit spécifiques suivants :
L'appréciation de l'issue des procédures engagées ou à venir ainsi que des potentielles sorties de fonds associées et leur importance nécessite un jugement de la part de la Banque pour déterminer le niveau des provisions.	- Nous avons pris connaissance des procès-verbaux des séances du Conseil d'administration, du Comité d'audit et des risques, du Comité de direction ainsi que de la correspondance avec le régulateur le cas échéant et avons également pris connaissance du registre des plaintes tenu par la Banque.

La Banque a, dans ce cadre, procédé à ses propres analyses internes et obtenu l'avis de conseillers juridiques externes sur les probables développements et implications financières des réclamations et des procédures judiciaires et fiscales. Elle a, sur cette base, ajusté le niveau des provisions en considérant les informations connues à la date de l'arrêté des comptes annuels.

La situation des provisions pour les risques liées aux réclamations des clients et aux procédures judiciaires et fiscales est présentée à la note 10, page 113 des états financiers.

- Nous nous sommes entretenus avec la fonction juridique ainsi que la Direction de la Banque au cours de la période, ainsi qu'après la date de clôture des comptes annuels, afin de comprendre la nature des réclamations et procédures judiciaires et fiscales en cours et de valider le dernier statut en date et les implications comptables.
 - Nous avons examiné les analyses effectuées par la Banque portant sur le niveau des provisions, ainsi que les informations présentées dans les notes aux comptes annuels.
 - Nous avons discuté ces appréciations avec le Conseil d'administration, le Comité d'audit et des risques et la Direction financière ainsi qu'avec la fonction juridique interne de la Banque.
 - Nous avons examiné si les méthodes utilisées pour l'établissement des estimations comptables ont été appliquées de façon permanente.
 - Nous avons obtenu une confirmation écrite de la part de conseillers juridiques externes de la Banque portant sur leur appréciation des risques et des potentielles conséquences financières à la date de clôture. Nous les avons examinées et comparées aux analyses de la Banque.
-

Responsabilité du Conseil d'administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels en conformité avec les exigences légales et les statuts de la société. Le Conseil d'administration est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de la société à poursuivre ses activités et d'établir les comptes annuels sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des comptes annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé en conformité avec la loi suisse dans le respect des NAS permettrait toujours de détecter une anomalie qui pourrait exister. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se basant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit en conformité avec la loi suisse et les NAS, nous exerçons notre jugement professionnel et nous faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Nous identifions et nous évaluons les risques d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, nous planifions et mettons en œuvre des mesures d'audit en réponse à ces risques, et nous réunissons les éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, des déclarations volontairement erronées faites à l'auditeur ou le contournement de contrôles internes.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations fournies les concernant.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de planifier des mesures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de la société.
- Nous évaluons si l'établissement du bilan par le Conseil d'administration selon le principe de la continuité de l'exploitation est adéquat et si, sur la base des éléments probants recueillis, des incertitudes significatives existent en rapport avec des événements ou des faits, qui pourraient jeter un doute considérable sur les capacités de la société à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion qu'il existe une incertitude significative, nous sommes dans l'obligation d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations correspondantes dans l'annexe aux comptes annuels ou, si les informations qu'elle contient sont inappropriées, de rendre une opinion d'audit avec réserve ou défavorable. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou faits futurs peuvent toutefois conduire à l'abandon par la société de la continuité de l'exploitation.

Nous nous entretenons avec le Conseil d'administration ou avec le Comité d'audit et des risques, notamment sur l'étendue planifiée et sur le calendrier de l'audit, ainsi que sur les constatations d'audit significatives, y compris les faiblesses significatives éventuelles dans les contrôles internes constatées lors de notre audit.

Nous remettons au Conseil d'administration ou au Comité d'audit et des risques une déclaration, dans laquelle nous confirmons que nous avons respecté les exigences d'indépendance pertinentes, et nous nous entretenons avec eux sur toutes les relations et autres éléments qui peuvent raisonnablement apparaître comme portant atteinte à notre indépendance, ainsi que sur les mesures de sauvetage prises le cas échéant dans ce contexte.

Parmi les éléments sur lesquels nous nous sommes entretenus avec le Conseil d'administration ou le Comité d'audit et des risques, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants dans l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent ainsi des éléments clés de l'audit. Nous décrivons ces éléments dans notre rapport, sauf si la loi ou d'autres dispositions réglementaires en interdisent la publication. Dans des cas extrêmement rares, nous pouvons parvenir à la conclusion de ne pas communiquer un élément dans notre rapport, car il serait raisonnablement possible de s'attendre à ce que les conséquences négatives qui en résulteraient excèderaient les avantages d'une telle communication pour l'intérêt public.

Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.



En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan (page 93) est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA

Beresford Caloia
Expert-réviseur
Réviseur responsable

Alain Lattafi
Expert-réviseur

Genève, le 26 mars 2018

Bilan

avant répartition du bénéfice au 31 décembre 2017 (en milliers de CHF)

	Notes	2017	2016	Variation	Variation %
Actifs					
Liquidités		2'518'992	3'038'941	(519'949)	(17,1)
Créances sur les banques		1'116'683	334'316	782'367	234,0
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1	387'367	2'422'513	(2'035'146)	(84,0)
Créances sur la clientèle	2	1'375'670	1'246'732	128'938	10,3
Créances hypothécaires	2	353'765	252'936	100'829	39,9
Opérations de négoce	3	47	1'121	(1'074)	(95,8)
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4	119'618	219'740	(100'122)	(45,6)
Immobilisations financières	5	1'492'107	1'459'735	32'372	2,2
Comptes de régularisation		72'024	65'563	6'461	9,9
Participations		303'195	223'118	80'077	35,9
Immobilisations corporelles		180'846	157'519	23'327	14,8
Valeurs immatérielles		913	3'194	(2'281)	(71,4)
Autres actifs	6,7	18'890	12'751	6'139	48,1
Total des actifs		7'940'117	9'438'179	(1'498'062)	(15,9)
Total des créances subordonnées		12'391	-	12'391	-
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

Bilan

avant répartition du bénéfice au 31 décembre 2017 (en milliers de CHF)

	Notes	2017	2016	Variation	Variation %
Passifs					
Engagements envers les banques		1'235'504	1'059'912	175'592	16,6
Engagements résultant des dépôts de la clientèle		5'540'766	7'112'498	(1'571'732)	(22,1)
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4	134'345	215'856	(81'511)	(37,8)
Comptes de régularisation		80'647	83'780	(3'133)	(3,7)
Autres passifs	6	6'000	9'808	(3'808)	(38,8)
Provisions	10	161'971	165'496	(3'525)	(2,1)
Réserves pour risques bancaires généraux		43'263	48'472	(5'209)	(10,7)
Capital social	11	45'000	45'000	-	-
Réserve légale issue du capital		45'362	45'362	-	-
Réserve légale issue du bénéfice		131'398	133'779	(2'381)	(1,8)
Réserves facultatives issues du bénéfice		416'962	415'395	1'567	0,4
Propres parts du capital		(39'008)	(44'392)	5'384	(12,1)
Bénéfice reporté		79'714	2'860	76'854	2'687,2
Bénéfice de l'exercice		58'193	144'353	(86'160)	(59,7)
<i>Total des fonds propres avant répartition</i>		<i>780'884</i>	<i>790'829</i>	<i>(9'945)</i>	<i>(1,3)</i>
Total des passifs		7'940'117	9'438'179	(1'498'062)	(15,9)
Total des engagements subordonnés		-	-	-	-
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Opérations hors bilan					
Engagements conditionnels	2	156'574	149'546	7'028	4,7
Engagements irrévocables	2	10'008	11'574	(1'566)	(13,5)
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		68'901	55'484	13'417	24,2

Compte de résultat

de l'exercice au 31 décembre 2017 (en milliers de CHF)

	Notes	2017	2016	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes		22'389	15'937	6'452	40,5
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		8	24	(16)	(66,7)
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		12'260	9'157	3'103	33,9
Charges d'intérêts		2'348	1'117	1'231	-
Résultat brut des opérations d'intérêts		37'005	26'235	10'770	41,1
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		(50)	(38)	(12)	31,6
Résultat net des opérations d'intérêts		36'955	26'197	10'758	41,1
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		223'345	230'760	(7'415)	(3,2)
Produit des commissions sur les opérations de crédit		1'224	1'585	(361)	(22,8)
Produit des commissions sur les autres prestations de service		2'628	3'028	(400)	(13,2)
Charges de commissions		(27'636)	(40'596)	12'960	(31,9)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		199'561	194'777	4'784	2,5
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	20	60'808	65'231	(4'423)	(6,8)
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		1'057	10'999	(9'942)	(90,4)
Produit des participations		57'374	65'409	(8'035)	(12,3)
Résultat des immeubles		692	1'190	(498)	(41,8)
Autres produits ordinaires		12'672	16'736	(4'064)	(24,3)
Autres charges ordinaires		(801)	(997)	196	(19,7)
Autres résultats ordinaires		70'994	93'337	(22'343)	(23,9)
Charges de personnel	22	(201'743)	(210'392)	8'649	(4,1)
Autres charges d'exploitation	23	(86'175)	(76'590)	(9'585)	12,5
Charges d'exploitation		(287'918)	(286'982)	(936)	0,3
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	26	(20'151)	(21'463)	1'312	(6,1)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	24	(2'279)	(530)	(1'749)	330,0
Résultat opérationnel		57'970	70'567	(12'597)	(17,9)
Produits extraordinaires	25	1'961	90'568	(88'607)	(97,8)
Charges extraordinaires	25	(876)	(1'998)	1'122	(56,2)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	25	5'209	(8'800)	14'009	-
Impôts	27	(6'071)	(5'984)	(87)	1,5
Bénéfice de l'exercice		58'193	144'353	(86'160)	(59,7)

État des Capitaux Propres

au 31 décembre 2017 (en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve légale issue du capital	Réserve légale issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserves facultatives issues du bénéfice y compris bénéfice reporté	Propres parts du capital	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2017	45'000	45'362	133'779	48'472	418'255	(44'392)	144'353	790'829
Autres apports / injections	-	-	-	-	1'568	-	-	1'568
Acquisition de propres parts au capital	-	-	-	-	-	(4'778)	-	(4'778)
Aliénation de propres parts au capital	-	-	-	-	-	10'162	-	10'162
Impact de l'évaluation subséquente de propres parts au capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Bénéfice / (perte) résultant de l'aliénation de propres parts au capital	-	-	(2'381)	-	-	-	-	(2'381)
Dividendes et autres distributions	-	-	-	-	-	-	(67'500)	(67'500)
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux	-	-	-	(5'209)	-	-	-	(5'209)
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves	-	-	-	-	76'853	-	(76'853)	-
Bénéfice de l'exercice	-	-	-	-	-	-	58'193	58'193
Capitaux propres au 31 décembre 2017	45'000	45'362	131'398	43'263	496'676	(39'008)	58'193	780'884

Annexe aux comptes annuels

Nom et forme juridique de la banque

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une banque spécialisée dans la gestion de patrimoine de clients privés et institutionnels. Elle est membre de la Bourse électronique suisse. Elle a obtenu, en date du 3 avril 1998, le statut de négociant en valeurs mobilières.

L'effectif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 772 collaborateurs comparés à 808 collaborateurs pour l'exercice précédent.

La Banque, au travers de ses entités en Suisse et à l'étranger, exécute pour le compte de sa clientèle l'ensemble des opérations usuellement proposées par les banques de gestion de patrimoine. La gestion de fortune, les opérations relatives aux dépôts fiduciaires, le trafic de paiements ainsi que le négoce de titres, de métaux précieux et de dérivés pour le compte de la clientèle représentent l'essentiel des opérations de commissions et de prestations de services.

Principes de comptabilisation et d'évaluation des comptes annuels

Les comptes annuels d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions du Code des obligations suisse, de la Loi fédérale sur les banques et à son ordonnance ainsi qu'aux prescriptions comptables pour les banques, les négociants en valeurs mobilières et les groupes et conglomérats financiers définies par la circulaire 15/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA. Les comptes individuels statutaires avec présentation fiable présentent la situation économique de la banque de façon à ce qu'un tiers puisse s'en faire une opinion fondée. Les comptes annuels peuvent contenir des réserves latentes.

En outre, la Banque pratique pour son propre compte le négoce de titres de créance, de titres de participation, de devises, de métaux précieux ainsi que d'instruments financiers dérivés. Le négoce des matières premières et des marchandises ne fait pas partie de ses activités.

Hormis pour la gestion du système bancaire et de certaines applications périphériques ainsi que l'infrastructure informatique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., la Banque ne fait pas appel à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la circulaire FINMA 2018/3 « Outsourcing – Banque et assureurs ».

La Banque est également libérée au niveau de son bouclage individuel selon l'art. 36 al.1 OB de la publication de certaines composantes de l'annexe.

Principes généraux d'évaluation

Les principes d'évaluation et de comptabilisation du Groupe s'appliquent aux comptes annuels d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. qui en est la Maison Mère, à l'exception des postes du bilan suivants :

« Participations »

Cette position comprend les participations détenues dans le dessein d'un placement permanent ainsi que les participations à caractère d'infrastructure (indépendamment du taux de détention). Ces participations figurent au plus à leur valeur d'acquisition, déduction faite des corrections économiquement nécessaires. Les participations sont évaluées selon le principe de l'évaluation individuelle.

« Propres titres de créances et de participation »

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. La Banque ne fait pas d'évaluation subséquente. Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve légale issue du bénéfice » et la Banque réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

Modification des principes d'évaluation et de présentation

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les autres immobilisations corporelles se composant du matériel informatique et logiciel informatique sont amorties de façon linéaire (précédemment de façon dégressive) selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 5 et 7 ans qui a généré une réduction de charge d'amortissement de CHF 9,2 millions, en ligne avec l'approche communément utilisée dans l'industrie. Il n'y a pas eu d'autres modifications de principes d'évaluation et de présentation.

Gestion des risques

Les principes de gestion des risques de marché, de crédit, de taux et de risques pays du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.

Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Les méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.

Évaluation des sûretés de crédit

Les évaluations des sûretés de crédit du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.

Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Les principes de la politique d'affaires pour la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et l'utilisation de la comptabilité de couverture du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

La Banque a vendu à PSP Swiss Property un portefeuille immobilier en Suisse pour un montant de CHF 190 millions. Les bâtiments représentent un total de neuf biens immobiliers, dont cinq situés dans le quartier financier de Genève, deux à Lugano, un à Lausanne et un à Fribourg, pour une superficie de plus de 15.000 m². Le siège, situé 18 rue de Hesse à Genève, ne fait pas partie de la transaction. Suite au transfert de propriété, en date du 1^{er} février 2018, nous sommes devenus les principaux locataires long terme des bâtiments cédés. La cession résultera en un produit extraordinaire lors de l'exercice 2018.

Aucun autre événement susceptible d'avoir un impact significatif sur le patrimoine, la situation financière ainsi que les résultats de la Banque n'est intervenu après le 31 décembre 2017, date du bilan de la Banque.

Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée générale a élu PricewaterhouseCoopers SA, Genève, comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

Informations relatives au bilan

En milliers de CHF	2017	2016
1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)		
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	387'367	2'422'513
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	-	-
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	-	-
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que des titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	399'157	2'437'570
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>	-	-
<i>dont titres aliénés</i>	-	-

En milliers de CHF	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises				
Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Créances sur la clientèle	197	1'285'561	91'864	1'377'622
Créances hypothécaires :				
- immeubles d'habitation	335'529	17'760	-	353'289
- immeubles commerciaux	473	3	-	476
Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2017	336'199	1'303'324	91'864	1'731'387
Total 2016	252'936	1'137'464	111'193	1'501'593
Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2017	336'199	1'303'324	89'912	1'729'435
Total 2016	252'936	1'137'464	109'268	1'499'668
Hors bilan				
Engagements conditionnels	-	156'574	-	156'574
Engagements irrévocables	-	-	10'008	10'008
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	68'901	-	68'901
Crédits par engagement	-	-	-	-
Total 2017	-	225'475	10'008	235'483
Total 2016	-	205'030	11'574	216'604

En milliers de CHF	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeurs individuelles
Créances compromises				
Total 2017	16'075	14'123	1'952	1'952
Total 2016	1'925	-	1'925	1'925

L'augmentation du montant brut des créances compromises provient de plusieurs dossiers présentant des intérêts et/ou des amortissements impayés depuis plus de 90 jours. Cependant, compte tenu des sûretés obtenues par la Banque, il n'a pas été nécessaire de constituer d'importantes corrections de valeurs supplémentaires.

3 Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

	2017	2016
Actif		
Opérations de négoce		
Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire	-	83
<i>dont cotés</i>	-	83
Titres de participation	47	1'038
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	-	-
Autres	-	-
Total des actifs	47	1'121
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	-	-
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	-	-

En milliers de CHF

4 Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
Instruments de taux						
Contrats à terme y compris FRAs	-	-	-	-	-	-
Swaps	1'256	1'715	188'141	1'552	1'876	290'959
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	175	175	500'735	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Devises / métaux précieux						
Contrats à terme	110'556	124'500	16'565'181	-	-	-
Swaps combinés d'intérêts et de devises	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	6'079	6'079	888'418	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Titres de participation / indices						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit						
Crédit default swaps	-	-	-	-	-	-
Total return swaps	-	-	-	-	-	-
First-to-default swaps	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
Autres						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Swaps	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Total avant prise en compte des contrats de netting						
2017	118'066	132'469	18'142'475	1'552	1'876	290'959
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	<i>118'066</i>	<i>132'469</i>	<i>18'142'475</i>	<i>1'552</i>	<i>1'876</i>	<i>290'959</i>
2016	218'694	213'196	19'605'163	1'046	2'660	237'294
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	<i>218'694</i>	<i>213'196</i>	<i>19'605'163</i>	<i>1'046</i>	<i>2'660</i>	<i>237'294</i>
Total après prise en compte des contrats de netting						
2017				119'618	134'345	
2016				219'740	215'856	
Répartition selon les contreparties						
				Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)				-	95'263	24'355

En milliers de CHF	2017	2016	2017	2016
	Valeur comptable		Juste valeur	
5 Répartition des immobilisations financières (en milliers de CHF)				
Titres de créance	964'414	973'383	970'681	983'444
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	898'945	886'591	903'886	894'598
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)</i>	65'469	86'792	66'795	88'846
Titres de participation	90'468	37'393	96'561	42'243
<i>dont participations qualifiées (au minimum 10% du capital ou des voix)</i>	-	-	-	-
Métaux précieux	437'225	448'959	437'225	448'959
Immeubles	-	-	-	-
Total	1'492'107	1'459'735	1'504'467	1'474'646
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	89'663	193'937	-	-

En milliers de CHF	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation
	Répartition des contreparties selon la notation					
Valeur comptable des titres de créance	264'493	231'904	352'526	80'012	8'254	27'225

La Banque utilise les notes de 3 agences (Standard & Poor's, Moody's et Fitch). Les ratings sont exprimés selon la grille de notation de Standard & Poor's.

En milliers de CHF	Autres actifs		Autres passifs	
	2017	2016	2017	2016
6 Répartition des autres actifs et autres passifs				
Compte de compensation	324	1'614	-	-
Impôts directs (impôt anticipé, droits de timbre)	1'490	-	3'276	-
Impôts indirects	1'062	48	478	1'417
Garanties, cautions	6'591	7'488	-	-
Compte d'ordre	5'251	-	-	-
Autres	4'172	-	2'246	2'183
Total	18'890	12'751	6'000	9'808

En milliers de CHF	2017		2016	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
7 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété				
Actifs nantis / cédés				
Immobilisations financières	5'592	-	19'848	-
Autres actifs	10'571	-	6'591	-
Actifs nantis sous réserve de propriété	-	-	-	-

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
8 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle			
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	47'677	54'913	(13,2)
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	1'115	1'482	(24,8)
Total	48'792	56'395	(13,5)

En nombre d'actions	2017	2016	Variation %
Nombre et type d'instruments de capitaux propres de la Banque détenus par les propres institutions de prévoyance professionnelle			
Actions au porteur de CHF 500.-	547	547	-

Cette détention correspond à 0,6 % du capital social de la Banque.

9 Situation économique des propres institutions de prévoyance

a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2017, il n'y a pas de réserve de contributions de l'employeur.

	2016	2016	2015			2017	2016
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité		Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2017	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
En milliers de CHF							
b) Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance							
Fonds patronaux / institutions de prévoyance patronales	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance avec excédent	10'466	-	-	-	(18'756)	(18'756)	(19'122)
Plans de prévoyance avec insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Total	10'466	-	-	-	(18'756)	(18'756)	(19'122)

Les collaborateurs de la Banque sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations, tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 101,9 % au 31 décembre 2016 (104,8 % au 1^{er} janvier 2016).

Pour la fin de l'exercice 2017, la Fondation estime atteindre un taux de couverture supérieur à 100 %. Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2017 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 2,5 % et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'Administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes.

	Etat à fin 2016	Utilisations conformes au but	Modifications du périmètre	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat à fin 2017
En milliers de CHF								
10 Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations								
Provisions pour impôts latents	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour engagements de prévoyance	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de défaillance	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions de restructuration	3'480	(2'649)	-	-	-	-	(268)	563
Autres provisions	162'016	(566)	-	-	-	4'910	(4'952)	161'408
Total des provisions	165'496	(3'215)	-	-	-	4'910	(5'220)	161'971
Réserves pour risques bancaires généraux	48'472	-	-	-	-	-	(5'209)	43'263
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	1'925	(40)	-	(42)	59	58	(8)	1'952
- dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	1'925	(40)	-	(42)	59	58	(8)	1'952
- dont corrections de valeur pour les risques latents		-	-	-	-	-	-	-

Les réserves pour risques bancaires généraux sont taxées à hauteur de CHF 26,7 millions.

La Banque fait face à des réclamations de la part de certains de ces clients et est impliquée dans diverses procédures judiciaires et fiscales entrant dans le cadre de l'exercice de ses activités. Le contexte d'affaires global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité de la Banque en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, la Banque constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque la Direction estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, la Banque n'est pas en mesure d'estimer de manière raisonnable le montant des éventuelles pertes, en raison notamment, du stade préliminaire de celle-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

La provision de restructuration comprend les coûts résiduels de reconfiguration de notre succursale à Hong Kong.

	2017			2016		
	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)
11 Capital social						
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	200'000	20'000	20'000	200'000	20'000
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	50'000	25'000	25'000	50'000	25'000
Total du capital social	45'000			45'000		

En milliers de CHF	Créances		Engagements	
	2017	2016	2017	2016
12 Indication des créances et engagements envers les parties liées				
Participants qualifiés	38'802	37'062	67'759	8'341
Sociétés du groupe	380'426	208'662	472'368	705'072
Sociétés liées	13'469	15'821	9'645	92'112
Total	432'697	261'545	549'772	805'525

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles aussi bien auprès de la Banque en Suisse qu'auprès des filiales à l'étranger.

	2017			2016		
	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
13 Participants significatifs et groupe de participants liés						
Actionnaires importants sans prise en compte des propres titres						
Edmond de Rothschild Holding S.A. (1)	37'448,0	83,2	87,6	37'215,0	82,7	87,4
Rothschild Holding AG, Zurich (2)	3'800,0	8,4	9,4	3'800,0	8,4	9,4

(1) La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild ou des employés du Groupe. La Baronne Edmond de Rothschild détient 16,98% du capital (6,77% des voix) de cette société, alors que le Baron Benjamin de Rothschild en détient 66,24% (89,84% des voix). Les états financiers d'Edmond de Rothschild Holding S.A. sont à disposition sur demande écrite adressée à la société (case postale 5254, 1211 Genève 11).

(2) Rothschild Holding AG, Zurich est détenu par les personnes / entités suivantes: 1) Eric de Rothschild, Paris; 2) David de Rothschild, Paris; 3) Alexandre de Rothschild, Paris; 4) Stéphanie Lifford de Buffévent, Paris; 5) Louise de Rothschild, Paris; 6) Financière de Tournon SAS, Paris; 7) Financière de Reux SAS, Paris; 8) Béro SCA, Paris; 9) Ponthieu Rabelais SAS, Paris; 10) Integritas BV, Amsterdam; 11) Rothschild Trust (Schweiz) AG, Zurich; 12) AYRE Corporation (1972) Limited, Amsterdam; 13) Rothschild Concordia SAS, Paris; 14) Edouard de Rothschild, Paris; 15) Philippe de Nicolay-Rothschild, Paris; 16) Olivier Pécoux, Paris; 17) François Henrot, Paris; 18) Holding Financier Jean Goujon SAS, Paris; 19) Rothschild & Co Gestion SAS, Paris; 20) Rothschild & Co Commandité SAS, Paris; 21) Nicolas Bonnault, Paris; 22) Laurent Baril, Paris; 23) Philippe Le Bourgeois, Paris; 24) Maria Beatrice de Rothschild, Paris; 25) Julia Footnick, Paris; 26) Elisabeth Donovan, Paris; 27) James de Rothschild, Paris; 28) Anna de Rothschild, Paris; 29) Pierre de Rothschild, Paris; 30) Alexandra Pécoux, Paris; 31) Emmanuelle Pécoux, Paris; 32) Maylis Pécoux, Paris; 33) Olivier Pécoux EURL, Paris; 34) FH GFA SARL, Paris; 35) The Three Moons, Paris; 36) Financière du Chasse Midi, Paris; 37) Philippe Le Bourgeois EURL, Paris; 38) Christophe Desprez, Paris; 39) CD GFA SARL, Paris; 40) Observatoire du Patrimoine, Paris; 41) GP Patrimoine, Paris; 42) Desprez Patrimoine SARL, Paris; 43) Bernard Maurel, Marseille; 44) Lucie Maurel-Aubert, Le Vésinet; 45) BD Maurel SC, Marseille; 46) SC Paloma, Le Vésinet; 47) Dominique Maurel, Marseille.

Rothschild Holding AG, Zurich détient ensemble 20 000 actions nominatives et 3'600 actions au porteur d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève, représentant au total 8,44 % du capital et 9,44 % des droits de vote.

Au cours de l'exercice 2017, les actionnaires précités ont annoncé, conformément aux articles 120 et suivants de Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF), annoncé des changements intervenus au sein du Groupe Rothschild Holding AG en date du 7 janvier puis du 5 juillet 2017. Les faits qui ont déclenché l'obligation de déclarer concernaient des modifications du cercle des personnes au sein du Groupe précité. Les publications y relatives peuvent être consultées sur le site de la Six Exchange Regulation, dont les liens directs sont:

Annonce du 07.01.2017: https://disclosure.six-exchange-regulation.com/obligations/management_transaction/ddeal/all/disclosure_preview_fr.nmlpdf?id=TBH1600014

Annonce du 05.07.2017: https://disclosure.six-exchange-regulation.com/obligations/management_transaction/ddeal/all/disclosure_preview_fr.nmlpdf?id=TBH7300015

	2017			2016		
	Nombre des droits de participations détenus	Taux de participation au capital * (en %)	Taux de participation l'ensemble des voix * (en %)	Nombre des droits de participations détenus	Taux de participation au capital * (en %)	Taux de participation l'ensemble des voix * (en %)
Participations croisées						
Rothschild Holding AG, Zürich	10'161	13,0	13,5	10'161	12,6	13,2

*Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison Mère.

	Prix moyen	
	en milliers de CHF	Nombre d'actions
14 Propres parts du capital et composition du capital propre		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		2'004
- nombre d'actions acquises durant l'exercice	15	311
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice	17	(466)
- nombre de propres actions à la fin de l'exercice		1'849

Les propres parts du capital ont été négociées à la juste valeur durant la période de référence.
La perte résultant de l'aliénation des propres actions de CHF 2,4 millions a été portée au débit de la réserve légale issue du bénéfice.

Réserves non distribuables

Tant que la réserve légale issue du bénéfice et la réserve légale issue du capital ne dépassent pas, à elles deux, la moitié du capital-actions, elles ne peuvent être employées qu'à couvrir des pertes ou à prendre des mesures permettant à l'entreprise de se maintenir en temps d'exploitation déficitaire, d'éviter le chômage ou d'en atténuer les conséquences.

Il n'existe pas de restrictions statutaires d'utilisation des réserves facultatives issues du bénéfice.

En milliers de CHF	2017
Réserves légales non distribuables	22'500
Total des réserves légales non distribuables	22'500

15 Participations des organes et rapport sur les rémunérations

Les membres de la direction du Groupe ainsi qu'une partie des collaborateurs bénéficient d'un plan de participation. Les bénéficiaires des plans se voient attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

D'autres informations sur les plans de participation des collaborateurs sont disponibles dans le rapport sur les rémunérations.

	2017		2016	
	Nombre d'actions au porteur	Nombre d'actions nominatives	Nombre d'actions au porteur	Nombre d'actions nominatives
16 Détention d'actions EDR (Suisse) S.A. Genève :				
Conseil d'Administration	192	-	443	-
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	101	-	101	-
Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-
Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire</i>	-	-	-	-
Luc J. Argand <i>(jusqu'au 24.04.2018)</i>	67	-	67	-
Tobias Guldimann <i>(depuis 28.04.2016)</i>	-	-	-	-
François Hottinger	10	-	10	-
Klaus Jenny	-	-	-	-
Maurice Monbaron	-	-	-	-
Philippe Perles	-	-	-	-
Jacques-André Reymond <i>(jusqu'au 02.05.2017)</i>	5	-	5	-
Anciens membres :				
E.Trevor Salathé <i>(jusqu'au 28.04.2016)</i>	9	-	260	-
Comité Exécutif	-	-	-	-
Emmanuel Fiévet	-	-	-	-
Yves Aeschlimann	-	-	-	-
Martin Liebi <i>(depuis 04.01.2017)</i>	-	-	-	-
Jean-Christophe Pernollet	-	-	-	-
Sabine Rabald	-	-	-	-
Cynthia Tobiano	-	-	-	-
Emanuela Bonadiman <i>(jusqu'au 07.03.2018)</i>	-	-	-	-
Total	192	-	443	-

2017

Expositions nettes à l'étranger

En milliers de CHF

Valeur

Part en %

17 Actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)		
Actifs		
1 & 2	2'443'394	91,2
3	12'222	0,5
4	89'786	3,3
5	63'186	2,4
6	24'544	0,9
7	1'103	-
sans notation	47'630	1,8
Total	2'681'865	100,0

Le Groupe utilise les notes de l'assurance Suisse contre les risques à l'exportation (SERV).

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
18 Répartition des opérations fiduciaires			
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	1'972'880	1'854'796	6,4
Placements fiduciaires auprès de sociétés du groupe et sociétés liées	1'020'080	484'592	110,5
Crédits fiduciaires	-	-	-
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	-	-	-
Autres opérations fiduciaires	-	-	-
Total	2'992'960	2'339'388	27,9

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
19 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution			
a) Répartition des avoirs administrés			
Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	14'286'464	4'487'494	218,4
Avoirs sous mandat de gestion	9'539'151	9'012'890	5,8
Autres avoirs administrés	22'024'623	23'771'154	(7,3)
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	45'850'238	37'271'538	23,0
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>4'353'568</i>	<i>4'400'804</i>	<i>(1,1)</i>
b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés			
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) initiaux	37'271'538	36'093'209	3,3
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>(3'041'858)</i>	<i>(4'400'645)</i>	<i>(30,9)</i>
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	<i>3'118'014</i>	<i>672'393</i>	<i>363,7</i>
<i>+/- autres effets</i>	<i>8'502'544</i>	<i>4'906'581</i>	<i>73,3</i>
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux	45'850'238	37'271'538	23,0

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs sous gestion propre, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers), ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par la Banque. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon une méthode directe, basée sur les transactions individuelles des flux de cash et/ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturés et les dividendes crédités) et les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait.

Les autres effets comprennent en 2017 des effets de changement de périmètre dont la délégation de la gestion des avoirs de Nikko SMA et en 2016 l'effet de la fusion par absorption d'Edmond de Rothschild (Lugano) S.A. au 1^{er} janvier 2016.

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
20 Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur			
a) Répartition selon les secteurs d'activités			
Opérations de négoce avec les clients privés	33'360	63'607	(47,6)
Opérations de négoce pour compte propre	27'448	1'624	1'590,1
Total du résultat de négoce	60'808	65'231	(6,8)
b) Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur			
Résultat de négoce provenant des :			
Instruments de taux (y c. les fonds)	(2'077)	24'066	(108,6)
Titres de participation (y c. les fonds)	1'943	2'238	(13,2)
Devises	60'645	38'273	58,5
Matières premières / métaux précieux	297	654	(54,6)
Total du résultat de négoce	60'808	65'231	(6,8)
<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	-	-	-

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
21 Produit ou refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs			
Produits des intérêts et des escomptes			
Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce. Le résultat des emprunts et des prêts de titres est comptabilisé dans le résultat des opérations d'intérêts.			
Intérêts négatifs			
Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(13'933)	(18'952)	(26,5)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	6'162	6'165	(0,0)

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
22 Charges de personnel			
Appointements	(164'816)	(172'133)	(4,3)
<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	(30'792)	(33'445)	(7,9)
Prestations sociales	(30'724)	(30'759)	(0,1)
Autres charges de personnel	(6'203)	(7'500)	(17,3)
Total	(201'743)	(210'392)	(4,1)

Conformément à l'ORAb, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie les détails de la rémunération de son Conseil d'Administration et de son Comité Exécutif dans son Rapport de rémunération.

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
23 Autres charges d'exploitation			
Coût des locaux	(12'508)	(13'225)	(5,4)
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	(41'929)	(34'622)	21,1
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	(215)	(99)	117,1
Honoraires de la société d'audit	(1'635)	(1'732)	(5,6)
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	(924)	(1'444)	(36,0)
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	(711)	(288)	146,9
Autres charges d'exploitation	(29'888)	(26'912)	11,1
<i>dont rémunération pour une éventuelle garantie étatique</i>	-	-	-
Total	(86'175)	(76'590)	12,5

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
24 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes			
Total	(2'279)	(530)	330,0

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de pertes opérationnelles et de rabais commerciaux.

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
25 Produits et charges extraordinaires, variations des réserves pour risques bancaires généraux			
Produits extraordinaires	1'961	90'568	(97,8)
Charges extraordinaires	(876)	(1'998)	(56,2)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	5'209	(8'800)	-

En 2017, les produits extraordinaires résultent principalement d'un gain de CHF 1,8 million sur la cession d'Edmond de Rothschild (Bahamas) Ltd. (earn-out) et les charges extraordinaires de CHF 0,8 million sont liées à la cession d'Edmond de Rothschild (Bahamas) Ltd. En 2016, les produits extraordinaires résultent principalement d'un gain de CHF 47,7 millions sur la cession d'Edmond de Rothschild (Bahamas) Ltd. et d'un gain de fusion de CHF 33,7 millions sur la succursalisation de Lugano. Les charges extraordinaires intègrent les moins-values sur les cessions de participations de CHF 1,9 million.

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
26 Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles			
Participations	-	(1'551)	(100,0)
Immobilisations corporelles			
- immeubles	(3'475)	(3'582)	(3,0)
- software acquis séparément ou développés à l'interne	(8'850)	(8'904)	(0,6)
- mobilier, matériel, équipement	(5'546)	(5'403)	2,6
Valeurs immatérielles	(2'280)	(2'023)	12,7
Total	(20'151)	(21'463)	(6,1)

En milliers de CHF	2017	2016	Variation %
27 Présentation des impôts courants et latents			
Impôts courants	(6'071)	(5'721)	6,1
Taux d'imposition moyen	(10,5)%	(8,1)%	21,4

Il n'existe pas de reports de pertes sur les impôts de nature à avoir un impact sur l'impôt sur le revenu.

Rapport de rémunération

122	Introduction Aperçu Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation	125	Dispositions statutaires concernant les prêts, crédits et prestations sociales alloués aux membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif Rémunération des collaborateurs non membres du Comité Exécutif Rémunération pour l'année considérée
123	Vote sur les rémunérations Rémunération des membres nommés après la tenue de l'Assemblée générale Composantes de la rémunération et plan de participation	126	Crédits aux organes de la Banque
124	Rémunération des membres du Conseil d'Administration Rémunération des membres du Comité Exécutif Règles communes applicables à la rémunération des organes	127	Rémunérations allouées aux membres
		128	Rapport de l'organe de révision

Introduction

Le présent Rapport de rémunération 2017 est établi conformément aux exigences de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) du 20 novembre 2013 et au Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise d'Economiesuisse.

Ce Rapport de rémunération contient les informations requises par l'ORAb, le Code suisse des Obligations, ainsi que par la section 5 de la Directive du Regulatory Board de la SIX Exchange Regulation concernant les informations relatives à la Corporate Governance du 13 décembre 2016.

Les pages 126 à 127 du présent Rapport sont auditées par l'organe de révision statutaire de la Banque, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève.

Aperçu

La politique de rémunération d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inscrit dans le cadre de la stratégie, de la culture et de la nature des activités du groupe Edmond de Rothschild; elle tient également compte des spécificités locales de chaque entité. Elle vise enfin à fidéliser et encourager les collaborateurs à promouvoir le succès du Groupe dans la durée, en intégrant l'esprit d'entreprise et la maîtrise des risques.

La politique de rémunération de groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inspire des principes de la Circulaire 2010/1 – Systèmes de rémunération, émise par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) tout en respectant les règles locales.

Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation

Les règles de compétences en matière de rémunération, revues sous l'angle de l'ORAb, apparaissent dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

Le Comité de Rémunération, organisé conformément aux exigences de l'ORAb, dispose des attributions suivantes selon l'article 22bis al. 5 des Statuts*:

- Établir et faire approuver par le Conseil d'Administration un Règlement sur la rémunération ;
- Approuver annuellement l'enveloppe des rémunérations des collaborateurs de la Banque proposée par le Comité Exécutif, à l'exclusion des salaires et des rémunérations variables des membres du Comité Exécutif ;
- Approuver les rémunérations des personnes responsables des fonctions de contrôle identifiées par le Président du Comité Exécutif (CEO) ;
- Après consultation avec le CEO, faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des membres du Comité Exécutif ;
- Approuver les rémunérations du responsable de l'audit interne et de son adjoint proposées par le Comité d'Audit et des Risques ; et
- Faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des Comités du Conseil d'Administration.

L'Assemblée générale 2017 a élu quatre administrateurs comme membres du Comité de rémunération pour une durée d'un an, à savoir la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente), Monsieur Jean Laurent-Bellue (Secrétaire), ainsi que Messieurs Luc J. Argand et Klaus Jenny. Le Comité de Rémunération se réunit en principe deux fois par année. Ces mêmes personnes seront proposées à la réélection pour nouveau mandat d'un an le 24 avril prochain lors de l'Assemblée Générale ordinaire, à l'exception de Luc J. Argand qui ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat.

Selon l'article 22 let. a. des Statuts*, le Conseil d'Administration arrête le montant global de la rémunération des membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif en vue de leur soumission à l'Assemblée générale, qui a le droit inaliénable d'approuver les rémunérations susvisées.

Le Conseil d'Administration a également la charge d'établir le Rapport de rémunération (art. 22 let. k des Statuts*).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-generales.

Vote sur les rémunérations

A teneur de l'article 24quinquies des Statuts*, l'Assemblée générale se détermine annuellement sur le montant global proposé par le Conseil d'Administration s'agissant de :

- la rémunération globale du Conseil d'Administration pour la période allant jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire suivante ;
- le montant de la rémunération fixe globale (hors bonus) du Comité Exécutif pour l'exercice social suivant ; et
- le montant du bonus du Comité Exécutif pour l'exercice social écoulé.

Le Conseil d'Administration peut soumettre à l'Assemblée générale des propositions de rémunération portant sur des périodes différentes et se rapportant à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration ou du Comité Exécutif ou à certains d'entre eux seulement.

Le vote de l'Assemblée générale sur les propositions de rémunération a un caractère contraignant. Ainsi, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale n'approuve pas une proposition de rémunération faite par le Conseil d'Administration, ce dernier devra convoquer une Assemblée générale extraordinaire.

Rémunération des membres nommés après la tenue de l'Assemblée générale

Si un membre du Comité Exécutif est nommé après que l'Assemblée générale a approuvé la rémunération fixe des membres du Comité Exécutif, le Conseil d'Administration peut lui octroyer, pour la période allant jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire suivante, une rémunération ne dépassant pas de plus de 40% la rémunération moyenne des autres membres du Comité Exécutif approuvée en dernier lieu par l'Assemblée générale. Ce pourcentage est de 50% s'agissant du Président du Comité Exécutif. La rémunération moyenne se détermine en divisant la rémunération globale approuvée en dernier lieu par l'Assemblée générale pour le Comité Exécutif par le nombre de membres en exercice du Comité Exécutif (art. 24quinquies al. 4 des Statuts*).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-generales.

Composantes de la rémunération et plan de participation

Principes

La rémunération est fixée selon la fonction, les compétences, les responsabilités et l'expérience du collaborateur. Elle prend aussi en considération, et en tant que de besoin, les conditions prévalant sur le marché grâce à la participation aux enquêtes de rémunération du secteur bancaire et de la gestion d'actifs au niveau international.

La rémunération se compose d'un salaire annuel fixe contractuel et d'un bonus discrétionnaire, tous deux versés en espèces. Les collaborateurs clés du groupe Edmond de Rothschild peuvent être éligibles à un instrument de rémunération « long terme », LTIP, permettant un alignement d'intérêts plus important entre actionnaires et collaborateurs clés du groupe. En 2017, la proportion des bonus (y compris LTIP) par rapport aux salaires annuels fixes est de 26%.

S'agissant du LTIP, les bénéficiaires se voient attribuer des droits à acquérir gratuitement, selon un calendrier défini, des bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding SA. Pour le millésime 2017, 54 collaborateurs participent au Plan LTIP.

La mise en place de ce plan d'intéressement a eu lieu en 2016, ce processus s'est terminé par l'octroi, dans le courant du mois de mars 2016, du premier millésime de « Restricted Stock Units » (ci-après « RSU ») aux participants sélectionnés. Une fois les RSU octroyées, ces derniers entrent dans une période d'acquisition dite « vesting » d'une durée d'un, deux et trois ans à l'échéance de la période un tiers des RSU est attribué et se transforme en bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding SA (pour autant que l'employé ait rempli les conditions décrites à l'article 8 du règlement du plan LTIP), possédant les droits patrimoniaux et sociaux usuels d'un bon de participation.

Lors de l'obtention des bons de participation sous-jacents (réalisation du « droit ferme »), ces derniers sont bloqués pendant une durée additionnelle de deux ans commençant dès la fin de la période de « vesting » durant laquelle, au-delà de l'applicabilité des clauses de « drag along / tag along », « malus » et de résiliation des relations contractuelles, l'employé ne peut vendre ses bons de participations.

Le Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a proposé de compléter ses Statuts* lors de l'Assemblée générale 2016 en modifiant l'article 24ter de manière à autoriser l'octroi d'instruments financiers au titre de rémunération des membres des organes.

Cette modification a été acceptée par l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. du 28 avril 2016.

Le millésime 2017 du LTIP a été mis en place selon le même modèle que celui de 2016.

Les collaborateurs occupant des fonctions de contrôle, notamment les collaborateurs du Compliance, du Juridique, du Contrôle, de la Gestion des risques, ainsi que le Responsable de l'Audit ont une part de rémunération fixe prépondérante afin d'éviter tout conflit d'intérêts. La part de rémunération variable ne dépend pas directement du résultat des unités d'affaires surveillées.

La Banque n'effectue aucun paiement à l'engagement, à l'exception de certaines compensations liées à la perte éventuelle de rémunération variable découlant d'un changement d'emploi.

Conformément au Règlement interne, le système de rémunération mis en place et les objectifs fixés aux collaborateurs ne doivent pas inciter ceux-ci à ne pas respecter les mécanismes de contrôle interne et les normes établies en matière de compliance ni aller à l'encontre des intérêts des clients.

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration perçoivent une rémunération fixe annuelle en espèces qui varie en fonction de l'appartenance ou non à certains Comités. Les membres du Conseil d'Administration ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne faisant pas partie de la rémunération (Art. 24bis al. 1 des Statuts*).

La rémunération des membres du Conseil d'Administration est arrêtée par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité de rémunération. Le montant global de la rémunération du Conseil d'Administration est enfin soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Rémunération des membres du Comité Exécutif

La rémunération des membres du Comité Exécutif comporte un salaire fixe et un bonus discrétionnaire: ils peuvent être éligibles au LTIP. Le montant du bonus dépend de la performance de la Banque, ainsi que de la performance individuelle qualitative et quantitative des personnes concernées. Les objectifs de performance de la Banque sont déterminés par le Conseil d'Administration. Les objectifs de performance individuels des membres du Comité Exécutif, à l'exclusion de son Président, sont déterminés par le CEO.

Les objectifs de performance du CEO sont déterminés par le Conseil d'Administration.

Les membres du Comité Exécutif ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne font pas partie de la rémunération.

Sur proposition du Comité de rémunération, le Conseil d'Administration arrête le montant de la rémunération des membres du Comité Exécutif, dont le montant global est soumis pour approbation à l'Assemblée générale (Art. 24bis al. 2 des Statuts*).

Les contrats qui prévoient la rémunération des membres du Comité Exécutif conclus entre la Banque ou les sociétés contrôlées par la Banque le cas échéant, d'une part, et les membres du Comité Exécutif, d'autre part, ne peuvent pas être conclus pour une durée dépassant une année; le délai de congé applicable à ces contrats ne peut pas excéder un an.

Règles communes applicables à la rémunération des organes

Dans la mesure permise par la loi, le versement d'indemnités rémunérant les activités de membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif dans des entreprises qui sont contrôlées directement ou indirectement par la Banque est autorisé. Les rémunérations versées par les entités contrôlées par la Banque sont incluses dans le montant de la rémunération soumise à l'approbation de l'Assemblée générale, conformément à l'article 24quinquies des Statuts*.

Les membres du Comité Exécutif partagent le même plan de prévoyance que le personnel.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-générales.

Dispositions statutaires concernant les prêts, crédits et prestations sociales alloués aux membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif

Selon l'article 24quater des Statuts*, la Banque peut octroyer des prêts ou des crédits aux membres du Conseil d'Administration ou du Comité Exécutif, à concurrence de la valeur d'emprunt pondérée des actifs nantis ou s'agissant de prêts hypothécaires, 60% de la valeur de l'immeuble grevé. Les prêts ou crédits sont octroyés sous forme de découverts en comptes courants passagers, de limites confirmées et/ou d'avances à terme fixe, en blanc ou garanties, ainsi que de prêts hypothécaires à taux variables ou fixes.

Pour tous les types de prêts et crédits octroyés aux administrateurs, la Banque perçoit des intérêts et des frais conformes aux conditions du marché et correspondant à ceux appliqués à la clientèle. Les membres du Comité Exécutif bénéficient des conditions préférentielles appliquées en matière de taux d'intérêt aux employé(e)s de la Banque.

Outre les prestations de prévoyance approuvées chaque année par l'Assemblée générale, les membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif peuvent recevoir des prestations de prévoyance financées par la Banque, à concurrence d'un montant maximum correspondant à 20% de la dernière rémunération (hors bonus) approuvée par l'Assemblée générale (art. 24ter al. 3 des Statuts*).

Rémunération des collaborateurs non membres du Comité Exécutif

Les collaborateurs non membres du Comité Exécutif perçoivent un salaire annuel fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent être éligibles au LTIP.

Ce bonus est basé notamment sur les résultats de la Banque, ainsi que sur la performance individuelle qualitative et quantitative de chacun des collaborateurs concernés au terme d'un processus d'évaluation de performance annuelle.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

Les résultats de la banque sont définis par les résultats financiers de celle-ci. Une part du RBE, discrétionnaire et définie annuellement par le Comité Exécutif du Groupe, est allouée aux rémunérations variables. Le processus d'évaluation de performance annuelle est basé sur la mise en place d'objectifs annuels individuels :

- qualitatifs (par exemple: responsabilités managériales, valeurs, suivi des obligations en matière de gestion de la clientèle, suivi des règlements internes, des formations obligatoires),
- quantitatifs: (par exemple: apport d'encours, rentabilité des investissements, gestion des budgets, contrôle des coûts).

Ces objectifs sont fixés en début d'année calendaire, revus en milieu d'année, puis évalués définitivement en fin d'année. Cette évaluation est une composante essentielle de la fixation de la rémunération variable.

En cas de décision d'octroi, ce bonus discrétionnaire est versé dans les trente jours suivant la séance du Conseil d'Administration qui approuve les comptes annuels.

Même après l'écoulement d'une année complète, aucun bonus n'est dû en cas de résiliation du contrat par quelque partie que ce soit avant la date de paiement. En outre, aucun bonus pour l'année en cours n'est dû en cas de résiliation du contrat par quelque partie que ce soit.

Rémunération pour l'année considérée

Les rémunérations et prêts, au sens des articles 14 et suivants de l'ORAb, accordés aux membres en exercice des organes dirigeants et le cas échéant aux anciens membres sont mentionnés ci-dessous.

Les charges de prévoyance professionnelle reflètent uniquement la part employeur. Le montant des cotisations-épargne est exprimé en pourcentage du salaire (plafonné à 15% maximum) et tient compte de l'âge de l'employé. Par ailleurs, aucun montant n'a été versé au titre de prévoyance additionnelle.

L'essentiel des fluctuations des rémunérations entre 2016 et 2017 est lié à la prise en compte de la marche des affaires.

En milliers de CHF

	2017		2016	
	Crédits accordés aux organes de la Banque	Engagements pris pour le compte de ces personnes à titre de garantie	Crédits accordés aux organes de la Banque	Engagements pris pour le compte de ces personnes à titre de garantie
1 Crédits aux organes de la Banque				
Engagements pris pour le compte des organes de la Banque à titre de garantie				
Conseil d'Administration	36'543	20	33'373	45
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	36'543	1	33'371	-
Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-
Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire</i>	-	-	-	-
Luc J. Argand <i>(jusqu'au 24.04.2018)</i>	-	18	2	17
Tobias Guldemann <i>(depuis le 28.04.2016)</i>	-	-	-	-
François Hottinger	-	1	-	28
Klaus Jenny	-	-	-	-
Maurice Monbaron	-	-	-	-
Philippe Perles	-	-	-	-
Jacques-André Reymond <i>(jusqu'au 02.05.2017)</i>	-	-	-	-
E. Trevor Salathé <i>(jusqu'au 28.04.2016)</i>	-	-	-	-
Comité Exécutif	-	-	-	-
Organe de révision	-	-	-	-
Total	36'543	20	33'373	45

Les crédits octroyés le sont sous forme de découverts en comptes courants passagers ou sous forme de limites confirmées et / ou d'avances à terme fixe, en blanc ou gagés (par le nantissement des avoirs des clients déposés auprès de la Banque) et de prêts hypothécaires à taux variables ou fixes.

Au 31 décembre 2017, les taux appliqués aux prêts lombards allaient de 0,5 % à 3,5 % pour les principales devises. Aucun crédit n'a été accordé aux membres du Comité Exécutif ni au service de l'Audit interne ni à l'organe de révision. Le montant global des crédits accordés aux membres du Conseil d'Administration s'élève à 36'543 (en milliers de CHF).

2017

En milliers de CHF

	Indemnités fixes		Indemnités variables		Charges patronales	Charges de prévoyance professionnelle	Autres	Total
	Espèce	Nombre d'actions	Espèce	RSU				
Conseil d'Administration	733	-	-	-	52	-	-	785
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire</i>	94	-	-	-	5	-	-	99
Luc J. Argand <i>(jusqu'au 24.04.2018)</i>	73	-	-	-	4	-	-	77
Tobias Guldemann	128	-	-	-	13	-	-	141
François Hottinger	62	-	-	-	4	-	-	66
Klaus Jenny	136	-	-	-	9	-	-	145
Maurice Monbaron	126	-	-	-	8	-	-	134
Philippe Perles	64	-	-	-	6	-	-	70
Jacques-André Reymond <i>(jusqu'au 02.05.2017)</i>	50	-	-	-	3	-	-	53
Comité Exécutif	4'322	-	2'631	1'750	1'741	747	-	11'191
Emmanuel Fiévet	900	-	1'219	850	594	131	-	3'694
Total	5'055	-	2'631	1'750	1'793	747	-	11'976

2016

	Indemnités fixes		Indemnités variables		Charges patronales	Charges de prévoyance professionnelle	Autres	Total
	Espèce	Nombre d'actions	Espèce	RSU				
Conseil d'Administration	773	-	50	-	55	-	-	878
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Luc J. Argand <i>(jusqu'au 24.04.2018)</i>	73	-	-	-	4	-	-	77
Tobias Guldemann <i>(depuis le 28.04.2016)</i>	107	-	-	-	11	-	-	118
François Hottinger	62	-	-	-	4	-	-	66
Klaus Jenny	136	-	-	-	9	-	-	145
Maurice Monbaron	126	-	-	-	8	-	-	134
Philippe Perles	64	-	-	-	6	-	-	70
Jacques-André Reymond <i>(jusqu'au 02.05.2017)</i>	151	-	-	-	10	-	-	161
E. Trevor Salathé <i>(jusqu'au 28.04.2016)</i>	54	-	50	-	3	-	-	107
Comité Exécutif	4'330	-	2'424	1'655	1'682	594	-	10'685
Emmanuel Fiévet	900	-	1'113	850	573	101	-	3'537
Total	5'103	-	2'474	1'655	1'737	594	-	11'563

Compte tenu du fait que les montants d'indemnités individuels ne sont arrêtés qu'après la clôture des comptes annuels, les indemnités ci-dessus correspondent aux montants évalués selon la méthode dite « accrual basis ».

Les RSU correspondent aux rémunérations variables attribuées sous forme de droits à acquérir des bons de participation Edmond de Rothschild Holding SA. La valeur des bons de participations étant déterminée après la date d'octroi, le Conseil d'Administration détermine dans un premier temps le montant qui sera payé sous forme de titres. Le nombre de titres effectivement alloué sera déterminé dès que la valorisation des bons de participations sera disponible. La charge liée à l'octroi des RSU est étalée sur la période comprenant la période de service et la période de blocage (présence nécessaires à l'acquisition des droits). Ainsi, au titre de l'exercice 2017, le Groupe a déterminé un montant de KCHF 1'750 qui sera payé sous forme de titres en 2019, 2020 et 2021 et, enregistré une charge de KCHF 576 en 2017.



Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Genève

Rapport sur le rapport de rémunération

Nous avons effectué l'audit du rapport de rémunération de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017. Notre audit s'est limité aux indications selon les articles 14 à 16 de l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) présentées aux pages 126 et 127.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement et de la présentation sincère du rapport de rémunération conformément à la loi et à l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) incombe au Conseil d'administration. Il est également responsable de la définition des principes de rémunération et de la fixation des rémunérations individuelles.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur le rapport de rémunération ci-joint. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles d'éthique et que notre audit soit planifié et réalisé de telle façon qu'il nous permette de constater avec une assurance raisonnable que le rapport de rémunération est conforme à la loi et aux articles 14 à 16 de l'ORAb.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les indications relatives aux indemnités, prêts et crédits selon les articles 14 à 16 ORAb contenues dans le rapport de rémunération. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que le rapport de rémunération puisse contenir des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Cet audit comprend en outre une évaluation de l'adéquation des méthodes d'évaluation appliquées aux éléments de rémunération ainsi qu'une appréciation de la présentation du rapport de rémunération dans son ensemble.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, le rapport de rémunération de Edmond de Rothschild (Suisse) SA pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017 est conforme à la loi et aux articles 14 à 16 de l'ORAb.

PricewaterhouseCoopers SA

Beresford Caloia
Expert-réviseur
Réviseur responsable

Alain Lattafi
Expert-réviseur

Genève, le 26 mars 2018

PricewaterhouseCoopers SA, avenue Giuseppe-Motta 50, case postale, 1211 Genève 2
Téléphone : +41 58 792 91 00, Téléfax : +41 58 792 91 10, www.pwc.ch

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.

Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Siège

Genève

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

18, rue de Hesse
1204 Genève
T. +41 58 818 91 11
F. +41 58 818 91 21
www.edmond-de-rothschild.ch

Succursales

Fribourg

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Succursale de Fribourg
11, rue de Morat - CP 144
1701 Fribourg
T. +41 26 347 24 24
F. +41 26 347 24 20
www.edmond-de-rothschild.ch

Lausanne

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Lausanne

2, avenue Agassiz
1003 Lausanne
T. +41 21 318 88 88
F. +41 21 323 29 22
www.edmond-de-rothschild.ch

Lugano

Edmond de Rothschild (Lugano) S.A.

Via Ginevra 2 - CP 5882
6901 Lugano
T. +41 91 913 45 00
F. +41 91 913 45 01
www.edmond-de-rothschild.ch

Agence

Zurich

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Beethovenstrasse 9
8002 Zurich
T. +41 44 818 81 11
F. +41 44 818 81 21
www.edmond-de-rothschild.ch

Filiales à l'étranger

Israël

Edmond de Rothschild (Israel) Ltd.

20, Rothschild Boulevard
6688123 Tel Aviv
T. +972 3 713 03 00
F. +972 3 566 66 89
www.edris.co.il

Luxembourg

Edmond de Rothschild (Europe)

(Détails page suivante)

Monaco

Edmond de Rothschild (Monaco)

Les Terrasses
2, avenue de Monte-Carlo - BP 317
98006 Monaco Cedex
T. +377 93 10 47 47
F. +377 93 25 75 57
www.edmond-de-rothschild.mc

Edmond de Rothschild

Assurances et Conseils (Monaco)

Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)

Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 28 00
F. +377 97 98 28 01
www.edmond-de-rothschild.mc

Edmond de Rothschild Gestion

(Monaco)

Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)

Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 22 14
F. +377 97 98 22 18
www.edmond-de-rothschild.mc

Royaume-Uni

▶ **Edmond de Rothschild (UK) Limited**

▶ **Edmond de Rothschild Asset**

Management (UK) Limited

▶ **Edmond de Rothschild Capital**
Holdings Limited

▶ **Edmond de Rothschild Private**
Merchant Banking LLP

▶ **Edmond de Rothschild Securities**
(UK) Limited

4, Carlton Gardens
SW1Y 5AA London
T. +44 20 7845 5900
www.edmond-de-rothschild.co.uk

Bureaux de représentation à l'étranger

Émirats Arabes Unis

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.,

Banking Representative Office

Sunset Building, 2nd Floor, office 46,
Jumeirah Road, Jumeirah-3
P.O. Box 214924
Dubai, United Arab Emirates
T. +9714 346 53 88
F. +9714 346 53 89

Uruguay

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Representación Uruguay

World Trade Center Montevideo
Torre II - Piso 21
Avenida Luis Alberto de Herrera 1248
11300 Montevideo
T. +598 2 623 24 00
F. +598 2 623 24 01

Edmond de Rothschild (Europe)

Siège

Luxembourg

Edmond de Rothschild (Europe)

20, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 24 88 1
F. +352 24 88 82 22
www.edmond-de-rothschild.eu

Filiales

Luxembourg

Edmond de Rothschild

Assurances et Conseils (Europe)

18, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 26 26 23 92
F. +352 26 26 23 94

Edmond de Rothschild

Asset Management (Luxembourg)

20, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 24 88 27 32
F. +352 24 88 84 02
www.edram.lu

Succursales à l'étranger

Belgique

Siège de Bruxelles

Edmond de Rothschild (Europe)

Succursale en Belgique

Avenue Louise 480 - Bte 16A
1050 Bruxelles
T. +32 2 645 57 57
F. +32 2 645 57 20
www.edmond-de-rothschild.be

Agence d'Anvers

Edmond de Rothschild (Europe)

Frankrijklei 103
2000 Antwerpen
T. +32 3 212 21 11
F. +32 3 212 21 22
www.edmond-de-rothschild.be

Agence de Liège

Edmond de Rothschild (Europe)

Quai de Rome 56
4000 Liège
T. +32 4 234 95 95
F. +32 4 234 95 75
www.edmond-de-rothschild.be

Espagne

Edmond de Rothschild (Europe)

Sucursal en España

Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 364 66 00
F. +34 91 364 66 63
www.edmond-de-rothschild.es

Portugal

Edmond de Rothschild (Europe)

Sucursal em Portugal

Rua D. Pedro V, 130
1250-095 Lisbonne
T. +351 21 045 46 60
F. +351 21 045 46 87/88
www.edmond-de-rothschild.pt

Société en joint-venture

Japon

Edmond de Rothschild

Nikko Cordial Co., Ltd

1-12-1, Yurakucho, Chiyoda-ku
Tokyo # 100-0006
T. +81 3 3283-3535
F. +81 3 3283-1611

Edmond de Rothschild (France)

Siège

France

Edmond de Rothschild (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 24 02
www.edmond-de-rothschild.fr

Bureaux de représentation

Bordeaux

Edmond de Rothschild (France)

Hôtel de Saige
23, cours du Chapeau Rouge
33000 Bordeaux
T. +33 5 56 44 20 66
F. +33 5 56 51 66 03
www.edmond-de-rothschild.fr

Lille

Edmond de Rothschild (France)

116, rue de Jemmapes
59800 Lille
T. +33 3 62 53 75 00
F. +33 3 28 04 96 20
www.edmond-de-rothschild.fr

Lyon

Edmond de Rothschild (France)

27, rue Auguste Comte
69002 Lyon
T. +33 4 72 82 35 25
F. +33 4 78 93 59 56
www.edmond-de-rothschild.fr

Marseille

Edmond de Rothschild (France)

165, avenue du Prado
13272 Marseille
T. +33 4 91 29 90 80
F. +33 4 91 29 90 85
www.edmond-de-rothschild.fr

Nantes

Edmond de Rothschild (France)

11, rue Lafayette
44000 Nantes
T. +33 2 53 59 10 00
F. +33 2 53 59 10 09
www.edmond-de-rothschild.fr

Strasbourg

Edmond de Rothschild (France)

6, avenue de la Marseillaise
67000 Strasbourg
T. +33 3 68 33 90 00
F. +33 3 88 35 64 86
www.edmond-de-rothschild.fr

Toulouse

Edmond de Rothschild (France)

22, rue Croix Baragnon
31000 Toulouse
T. +33 5 67 20 49 00
F. +33 5 61 73 49 04
www.edmond-de-rothschild.fr

Filiales et sous-filiales

Paris

Edmond de Rothschild Asset Management (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 24 42
www.edram.fr

Edmond de Rothschild Corporate Finance

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 21 11
F. +33 1 40 17 25 01
www.edrcf.com

Edmond de Rothschild Private Equity (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 23 91
www.edmond-de-rothschild.fr

Edmond de Rothschild Investment Partners

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 31 43
www.edrip.fr

Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 22 32
F. +33 1 40 17 89 40
www.edrac.fr

Filiales, sous-filiales et succursales à l'étranger

Allemagne

Edmond de Rothschild Asset Management (France), Niederlassung Deutschland

Operturm
2-8 Bockenheimer Landstrasse
60306 Frankfurt am Main
T. +49 69 244 330 200
F. +49 69 244 330 215
www.edram.de

Chine

Edmond de Rothschild Asset Management (Hong Kong) Ltd.

30th Floor, Jardine House
One Connaught Place
Central - Hong Kong

Edmond de Rothschild Securities (Hong Kong) Ltd.

30th Floor, Jardine House
One Connaught Place
Central - Hong Kong

China Investment Partners (Hong Kong) Ltd.

42nd Floor, Central Plaza
18 Harbour Road
Wanchai - Hong Kong

Espagne

Edmond de Rothschild Asset Management (France), Sucursal en España

Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 789 32 20
F. +34 91 789 32 29
www.edmond-de-rothschild.es

Italie

Edmond de Rothschild (France)

Succursale italiana

Palazzo Chiesa
Corso Venezia 36
20121 Milano
T. +39 02 76 061 200
F. +39 02 76 061 222
www.edmond-de-rothschild.com/site/italia

Edmond de Rothschild (Italia)

S.G.R. SpA

Palazzo Chiesa
Corso Venezia 36
20121 Milano
T. +39 02 76 061 200
F. +39 02 76 061 222

Royaume-Uni

Edmond de Rothschild Asset Management (France)

4, Carlton Gardens
SW1Y 5AA London
T. +44 20 7845 5900
F. +44 20 7845 5901
www.edram.fr

Autres sociétés du Groupe

France

COGIFRANCE

63, rue La Boétie
75008 Paris
T. +33 1 45 61 65 00
F. +33 1 40 70 08 44

Luxembourg

Compagnie Benjamin de Rothschild Management (Luxembourg) S.A.

11-13, rue Jean Fischbach
3372 Leudelange
T. +352 26 74 22-1
F. +352 26 74 22 99

Edmond de Rothschild Private Equity S.A.

11-13, rue Jean Fischbach
3372 Leudelange
T. +352 26 74 22-1
F. +352 26 74 22 99

Suisse

Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil S.A.

29, route de Pré-Bois
CP 490
1215 Genève 15
T. +41 22 761 46 40
F. +41 22 761 46 59
www.edmond-de-rothschild.ch

Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.

8, rue de l'Arquebuse
CP 5441
1211 Genève 11
T. +41 58 201 75 00
F. +41 58 201 75 09
www.edram.ch

Orox Asset Management

16, rue de Hesse
1204 Genève
T. +41 22 436 32 45
www.oro.ch